

**POLÉMIQUES
LOGIQUES**



Patrick Schmoll

La Guerre Demain

 **éditions
de l'ill**

LA GUERRE DEMAIN

Patrick Schmoll

La Guerre Demain

COLLECTION « POLÉMO-LOGIQUES »

« Polémo-logiques » est une collection dirigée par Pascal Hintermeyer, professeur à l'Université de Strasbourg.

Dans la même collection :

Patrick Schmoll (dir.), *Matières à controverses*, 2008, réédition 2019.

Reinhard Johler, Freddy Raphaël, Patrick Schmoll (dir.), *La construction de l'ennemi*, 2009, réédition 2019.

Sun Tzu, *L'Art de la Guerre*, nouvelle traduction 2019.

David Cumin, *Israël/Palestine : Des constructions nationales en miroir*, 2022.

© 2022 Éditions de l'III

11 rue Saint Maurice, 67000 Strasbourg

<https://www.editionsdelill.com>

ISBN (version pdf) 978-2-490874-37-8

1^{ère} édition : Éditions Réseaux, Paris, 1983.

SOMMAIRE

PRÉDIRE LE SYSTÈME-MONDE

À LA LUMIÈRE DE LA THÉORIE DES JEUX

PRÉFACE À LA RÉÉDITION DE L'OUVRAGE (2022)

par Serge Finck	7
Un système-monde devenu complexe	8
Les calculs stratégiques des acteurs.....	9

MISÈRE DE LA STRATÉGIE

PRÉFACE À L'ÉDITION ORIGINALE (1983)

par Jacques Beauchard	13
-----------------------------	----

L'HYPOTHÈSE NOSTRADAMUS..... 17

FACTEURS DE GUERRE 27

Pénuries : les risques sont politiques	29
La hausse des prix de l'énergie et des matières premières ...	32
L'industrialisation du Tiers-Monde.....	35
Scénarios pour l'an 2000	37
Les risques sociaux.....	41
Le déclin américain	43
Crises à l'Est.....	47
Europe contre États-Unis.....	54
Vers l'éclatement du monde.....	59

LE « THÉÂTRE » EUROPÉEN 65

L'Europe économique en panne	66
L'Europe nécessaire	69
Une vieille idée.....	72

Une nouvelle génération d'Européens	75
Quelle société pour quelle Europe ?	78
Horizon 1984 en Grande-Bretagne	81
PROBLÈMES DE DÉFENSE	87
La nouvelle donne stratégique mondiale.....	88
La France, marchand d'armes	91
La Bombe franco-allemande ?	95
Le bruit des bottes	97
Comment réagiraient les Soviétiques ?	103
Les fonctions de la guerre	107
LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE	113
Le pétrole rare et cher.....	113
Énergies de substitution et problèmes de transition	116
Trois questions sur le nucléaire	120
Le pétrole, élément stratégique	124
CRISE ET RECONVERSION	131
La nouvelle spécialisation internationale	131
La centralisation de l'économie française	133
La France militarisée.....	135
L'alternative industrielle et les choix français	139
Les deux socialismes.....	143
L'échec du « nouvel ordre économique international »	147
SCÉNARIOS POUR UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE	151
Les socialistes s'en vont en guerre	151
Le « scénario Nostradamus »	158
Vers la dislocation de l'« empire soviétique »	166
Scénario pour l'après-guerre	172
PRÉPARER L'AVENIR.....	177

PRÉDIRE LE SYSTÈME-MONDE À LA LUMIÈRE DE LA THÉORIE DES JEUX

PRÉFACE À LA RÉÉDITION DE L'OUVRAGE (2022)

La guerre en Ukraine donne toute son actualité à la réédition, quarante ans après, de l'essai de prospective de Patrick Schmoll, *La guerre demain*, écrit en 1980 et finalement publié en 1983. À l'époque, comme aujourd'hui, les tensions est-ouest faisaient planer la crainte d'un troisième conflit mondial. Le scénario géopolitique que décrivait l'ouvrage paraît se répéter en 2022, en se prolongeant de l'épisode que la chute de l'Union soviétique avait finalement laissé en suspens : celui d'une guerre qui redevient possible entre Occidentaux et Russes, ayant l'Europe elle-même pour théâtre.

Mais cette réédition, qui présente la version d'origine, et donc non actualisée, du texte répond à un autre objectif, qui était déjà celui d'exposés et de discussions l'an dernier au sein du séminaire de systémique de PSIstitut : c'est un matériau de travail. Il s'agit, en le relisant, d'apprécier la capacité prédictive d'un raisonnement stratégique, dans la perspective qui est la nôtre, d'élaborer des outils innovants de modélisation et de prospective en environnement complexe. L'actualité russo-ukrainienne et ce que sera le débouché de ce conflit dans les temps à venir font l'objet de réflexions en cours. Mais ce qui nous intéresse dans le texte proposé ici à une relecture à quarante ans de distance, c'est de partir de ce qui s'est déjà réalisé, pour revenir sur le raisonnement qui a permis de le prédire.

L'intérêt de cet essai, on en jugera en effet en le redécouvrant, c'est qu'il annonçait au début des années 1980 un certain nombre d'évolutions qui ont été confirmées par la suite : la décomposition

du bloc soviétique, la démocratisation et l'élévation du niveau de vie des pays d'Europe de l'est, l'extension de l'Europe, le déclin relatif de la puissance économique américaine et la montée en puissance de la Chine. Certaines de ces prévisions, il faut le souligner, étaient contre-intuitives à une époque où les commentateurs politiques, captifs d'une actualité dominée par le regain de tension entre USA et URSS, avaient une vision plutôt binaire et sombre de l'avenir.

C'est sur le raisonnement soutenant une prédiction réalisée que nous sommes invités à revenir ici, pour essayer d'en repérer l'enchaînement formel, et d'en dégager un modèle peut-être applicable à d'autres situations : le conflit en Ukraine, sans doute, mais plus généralement tout contexte impliquant pour un collectif organisé de tenir un calcul stratégique dans un environnement incertain.

Patrick Schmoll souligne en effet, comme d'autres auteurs à l'époque, que le monde devient complexe : il ne peut plus se comprendre dans les catégories binaires héritées de la Guerre froide et de l'antagonisme est-ouest. Les années 1970 ont mis à la mode les rapports de prospective qui multiplient les scénarios du futur, lesquels divergent en fonction de différents paramètres. Patrick Schmoll s'en saisit, il se demande comment déterminer le plus probable. Son raisonnement, bien que stratégique, ne s'adosse pas à un référentiel théorique explicite. Pourtant, on peut le relire aujourd'hui à la lumière de deux approches qui permettent d'en articuler les apports : la théorie des systèmes complexes et la théorie des jeux.

Un système-monde devenu complexe

La première grille de lecture dans laquelle on peut reprendre l'approche de Patrick Schmoll est la théorie des systèmes dynamiques complexes. Il ne s'y réfère pas explicitement lui-même, mais il écrit *La Guerre Demain* alors que plusieurs études prospectives internationales ont été publiées au courant des années 1970, dans un mouvement d'intérêt pour les approches systémiques : le rapport Meadows au Club de Rome sur les limites à la croissance en 1972, le rapport de Wassily Leontief à la demande de l'ONU en 1977, le rapport « Interfuturs » dirigé par Jacques Lesourne à la demande de l'OCDE en 1979. Patrick Schmoll étaye son raisonnement sur ces études, qui envisagent un monde plus complexe, plus instable aussi, et donc plus imprévisible.

Une traduction importante de cette complexité est l'interdépendance économique des acteurs nationaux et régionaux dans un

monde globalisé. Cette interdépendance a des effets caractéristiques sur les stratégies des acteurs à l'intérieur du système-monde, en particulier quand les divergences d'intérêt tournent au conflit : tous les coups portés à un adversaire ont un prix en retour pour celui qui les porte, puisque chacun a investi dans l'économie de l'autre. Cette donnée est d'ailleurs très sensible aujourd'hui, car cette interdépendance s'est approfondie. Elle explique par exemple que les sanctions économiques ont peu d'effets concrets, en tous cas à court terme dans un conflit en cours, alors qu'elles pénalisent celui qui les applique. L'exemple aujourd'hui du gaz russe est emblématique : les Européens qui sanctionnent la Russie la privent certes d'une source de revenus, mais se privent eux-mêmes d'une ressource indispensable à leurs appareils productifs et au confort des ménages. De surcroît, les pays européens sont inégalement dépendants de cette fourniture russe, la sanction les affecte donc tout aussi inégalement, et a pour effet de les diviser sur les mesures prises ou à prendre. Par surcroît, l'Europe dans son ensemble est plus impactée par ce dispositif des sanctions que ne le sont les États-Unis, plus indépendants des ressources russes. L'interdépendance des adversaires, qui sont paradoxalement aussi des partenaires, est ainsi un paramètre qui trouble la stratégie et divise les alliés.

Patrick Schmoll se pose, comme les rapports précédemment cités, la question de la prévision dans un tel univers devenu complexe. Ces études ont en commun de proposer plusieurs scénarios pour l'avenir à l'horizon des années 2000, laissant aux politiques le soin de discuter du meilleur possible pour le monde. Elles laissent donc le décideur politique en dehors de la modélisation systémique, ce qui est légitime, puisque c'est lui qui a commandité un rapport pour être informé avant de faire ses choix. L'originalité de l'essai de Patrick Schmoll est justement d'introduire le calcul des décideurs à l'intérieur de la modélisation. C'est à ce point que la théorie des systèmes dynamiques est complétée par la théorie des jeux non coopératifs pour produire un modèle plus prédictif que les autres.

Les calculs stratégiques des acteurs

Patrick Schmoll semble faire un usage en quelque sorte « naïf » de la théorie des jeux non coopératifs. Il ne la cite pas : nous savons, par une présentation qu'il fait à PSInstitut en 2021, que, jeune psychologue à l'époque, et plutôt de formation psychanalytique, il n'a pas une bonne connaissance de ce domaine, et qu'il n'a

pas lu non plus, du côté des sociologues, *L'acteur et le système* de Michel Crozier et Erhard Friedberg, paru en 1977 et auquel il aurait pu tout à fait se référer. Mais il est tout de même sensibilisé par sa formation à l'intérêt qu'il y a, pour la prédiction des situations, à prendre en compte les calculs qu'effectuent les acteurs sur les calculs les uns des autres. C'est nécessairement le cas des décideurs politiques informés par les rapports de prospective : c'est cette idée qui est centrale dans son essai, on ne la trouve pas dans les rapports en question de la même époque, malgré leur approche systémique.

L'originalité du raisonnement est ainsi de considérer les scénarios de prospective comme un premier échelon de la modélisation, qui en appelle un second. En effet, les travaux de prospective précités, une fois rendus, ne dorment pas simplement dans des tiroirs en attendant les événements qui leur donneront raison ou tort. Il faut les insérer dans ce deuxième niveau de modélisation, car ils informent les décideurs qui s'en saisissent et commencent à faire des calculs pour choisir le meilleur scénario et prendre leur décision. Et comme ces décideurs savent que leurs homologues des autres entités nationales ou régionales ont connaissance des mêmes informations, tous doivent en outre faire des hypothèses sur les calculs les uns des autres.

Ce processus est formalisable en théorie des jeux non coopératifs, Patrick Schmoll l'exprime en langage plus simple : le raisonnement consiste à essayer de se mettre à la place des décideurs politiques nationaux quand ils évaluent où se situe l'intérêt de leur pays, et quand ils calculent leurs options en fonction de ce qu'ils peuvent logiquement deviner des options et choix prévisibles des autres décideurs.

Introduire ce calcul stratégique fait alors ressortir les divergences d'intérêts, la conflictualité, qu'implique la multipolarisation d'un monde complexe, là où les rapports commandités par des organismes internationaux étaient portés à souligner davantage les convergences, l'intérêt d'une coopération et d'une coordination des États pour un monde meilleur. Les scénarios proposés par ces rapports, modélisation de premier niveau, nourrissent en fait les calculs individuels des acteurs nationaux et régionaux au sein du système-monde, et ces calculs, dans une modélisation de second niveau, peuvent s'avérer antagoniques les uns des autres.

De fait, les acteurs ne tiennent pas tous le même raisonnement, et en fonction de ce qu'ils anticipent des calculs des autres, ils seront plus ou moins nombreux à tendre vers tel scénario plutôt que tel

autre. D'où se déduit que certains scénarios sont plus probables que d'autres, rendant ainsi davantage prédictif l'exercice de prospective : de plusieurs possibles, on passe à un seul qui soit vraiment probable.

Il en résulte une vision prospective qui se démarque des évidences en cours au début des années 1980. L'ouvrage, on le devine au titre, envisage un conflit militaire entre Soviétiques et Occidentaux, dont l'Europe même serait le théâtre. Mais cette crainte est partagée par l'opinion à l'époque. Ce qui l'est moins, c'est que même si l'on admet une telle guerre, Patrick Schmoll pronostique un nécessaire rapprochement à terme entre Européens et Russes, en raison de leur proximité géographique, historique et culturelle, et d'intérêts objectifs convergents dans un monde devenu multipolaire.

Pour répondre à l'objection de la contre-intuitivité de cette affirmation, il donne l'exemple de l'état des esprits dans les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, et a fortiori pendant la durée de cette guerre : quelqu'un qui aurait prédit que dix ans plus tard, la France et l'Allemagne, réconciliée, seraient l'axe fondateur d'un espace européen de paix et de prospérité aurait été considéré comme un doux rêveur, sinon un possible traître, en tout cas pas comme un visionnaire. Il en est de même à l'époque où paraît l'essai de Patrick Schmoll : une guerre en Europe affaiblirait d'abord les pays européens et les Russes eux-mêmes, au bénéfice des puissances non directement affectées par le conflit, la Chine qui est la vraie puissance montante, et les États-Unis parce qu'ils sont contraints par une position hégémonique en déclin ; ce serait une guerre conduite pour des motifs étrangers aux intérêts réels de principaux concernés.

Ici se manifeste l'actualité de cet ouvrage, puisque la guerre en Ukraine semble reprendre le scénario là où il s'interrompait, dans un contexte qui est très similaire sur ses points essentiels à ce qu'il était à l'époque, voire accentué par les évolutions qu'il prédisait.

Serge Finck
Réfèrent des études prospectives
PSInstitut, Strasbourg

Références :

- Crozier M. & Friedberg E. (1977), *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- Leontief W., Carter A.P., Petri P. (1977), *The Future of the World Economy*, New York, Oxford University Press. Tr. fr. (1977), 1999 : *l'expertise de Wassily Leontief : Demain. Une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future*, Paris, Dunod.
- Lesourne J. (ed.) (1979), *Interfutures. Facing the Future. Mastering the Probable and Managing the Unpredictable*, OECD. En ligne: <https://www.oecd.org/futures/35393713.pdf>. Tr. fr. (1979), *Face aux Futurs : pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible. Rapport final d'« Interfutures »*, OCDE.
- Meadows D. & D., Randers J., Behrens W.W. III (1972), *The Limits to Growth*, New York, Universe Books. Tr. fr. (1973), *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard.
- En ligne :
https://collections.dartmouth.edu/teitexts/meadows/diplomatic/meadows_ltg-diplomatic.html.

MISÈRE DE LA STRATÉGIE

PRÉFACE À L'ÉDITION ORIGINALE

(1983)

L'ampleur des mouvements pacifistes et les problèmes soulevés par le déploiement des euromissiles projettent un souffle d'apocalypse sur tous les habitants de l'Europe. Mais, paradoxalement, cette omniprésence de la menace totale affaiblit la conscience du plus grand nombre à l'égard des risques de guerre.

Cet effacement apparaît d'autant plus grave qu'il est aussi le fait de la dissuasion nucléaire. Le discours stratégique dominant s'avère, en effet, bloqué aux extrêmes de la guerre ; il ignore ou dédaigne la formation des différends apparemment secondaires, mais qui, suivant l'ouvrage de Patrick Schmoll, pourraient conduire à la guerre.

La dynamique conflictuelle qui achemine les puissances nucléaires vers un affrontement direct échappe au militaire. Le mouvement des antagonismes antérieurs à la bataille demeure ignoré des généraux ou ne relève ni de leur connaissance, ni de leur compétence. Or le contrôle des ressources et des masses, les territoires nationaux et les idéologies, la recherche de la puissance constituent toujours les bases des rivalités belligènes. Faute d'inclure ces luttes préliminaires dans le choix des plans de combat, le politique abandonne sa responsabilité centrale dans les mains du stratège.

Effet paradoxal du cataclysme possible, ce comportement aveugle et peut-être suicidaire est amplifié par les particularités de la période. Les signes annonciateurs du bouleversement sont si multiples qu'ils finissent par rendre indistinct le véritable danger. L'idée même de catastrophe colporte la mort et son retour au sein des sociétés qui l'avaient oubliée. La fin d'une époque, d'un siècle et d'un

millénaire rassemble tous les présages du déclin et précipite la crise favorisant les fantasmes collectifs et la circulation des rumeurs. Puisque tout est devenu possible, chacun est prêt à tout admettre, à tout entendre sans que plus rien ne surprenne ; les sources les plus sérieuses d'hostilité se noient dans une indifférence générale, l'insécurité s'étend à tous les domaines de l'existence. Dans ce contexte, les violences se transforment en augures du cataclysme ; beaucoup se laissent subjugué par des visions d'apocalypse telles celles de l'astrologue Nostradamus ; on fait bon commerce de tous les prophètes. Le regain général de la divination joue des dangers qui nous entourent et tout en même temps les dissimule à nos yeux. La révélation cartomancienne réintroduit du rêve, du jeu, de l'effroi et de l'incertitude au sein des mécanismes les plus implacables. Finalement la destruction totale portée par les fusées échappe à toute perception objective, laissant place aux œuvres de l'imagination. Dans un ultime réflexe de défense, qui peut-être nous condamne, nous déplaçons l'intolérable risque de mort soit du côté des prophéties fascinantes, soit dans la vie quotidienne, du côté de la criminalité urbaine. L'inflation des dépenses médicales, la hantise de la maladie, la fixation obsessionnelle du désir sur la marchandise servent de dérivatifs puissants envers la fatalité. Plus encore, le trop plein d'angoisse libéré et canalisé par la crise entretient l'illusion d'un âge d'or, dilue les adversaires dans l'adversité, et restaure la quiétude. En bref, la société occidentale déploie un imaginaire de l'insécurité qui refoule toute intelligibilité du conflit et de la guerre.

L'hypothèque de la destruction totale favorise l'errance de l'hostilité et le triomphe des disputes secondaires. Rejetant dans l'oubli l'épée nucléaire constamment suspendue, les discordes entre les partis politiques ou en leur sein prétendent refléter les principales menaces qui guettent la société ; mais l'abandon du danger central au militaire livre les politiques au jeu sans frein de compétitions démagogues. L'imposition d'un ordre, d'un projet, les croyances de chacun l'emportent sur la prévention de l'hostilité principale, asservissant la politique aux variables belligènes de la gestion et de l'idéologie. Il faut se demander si la puissance des mécanismes de la dissuasion ne sclérose pas le politique en lui faisant perdre ses régulations essentielles ? Le prince européen devenu commerçant ou industriel ne se perd-il pas dans la tactique ? Les moyens ne l'emportent-ils pas sur la finalité de son œuvre : assurer la perdurance de la nation ?

L'état de non-guerre issue de la dissuasion oblige les nations « nucléaires » à dissimuler leurs affrontements directs ou à les tenir en lisière de l'engagement armé. Sans cesse leurs différends émigrent vers d'autres théâtres qui n'offrent pas le risque d'une escalade fatale. Ce principe de la régression du conflit des extrêmes vers des antagonismes secondaires inverse l'énoncé de Clausewitz et impose aujourd'hui l'une des orientations dominantes de la dynamique conflictuelle. La plupart des 130 guerres locales qui meurtrirent la planète depuis 1945 furent investies par les grandes puissances militaires et pour le moins leur permirent de tester la valeur de leurs armements classiques ; mais l'aspect limité de ces combats ne doit pas tromper, les destructions accumulées entre adversaires visibles et invisibles ont fait déjà plus de morts que la dernière guerre mondiale. Le déploiement des affrontements majeurs ou leur enfouissement au sein de disputes dépourvues du risque nucléaire confère au moindre conflit local une valeur stratégique de première importance et la belligérance ainsi attisée décuple la rage de détruire des protagonistes. Le recul des combats susceptibles d'engager l'arme nucléaire vers d'autres terrains conduit aussi à manipuler l'activité la plus pacifique telle une arme secrète. C'est à travers les flux et les influences de ce vaste mouvement de régression qu'il s'agit d'interpréter l'imposition d'un rapport entre les puissances nucléaires qui n'est ni la guerre ni la paix, mais la poursuite indéfinie du conflit par des moyens qui, a priori, préservent chacun du péril nucléaire. Seul cet éclairage détache les silhouettes changeantes et multiples de l'inimitié.

Cependant la dissuasion nucléaire impose la primauté sinon l'hégémonie de la manœuvre technique sur toutes les autres modalités de l'affrontement et insensiblement conduit à subordonner le politique au militaire. Loin d'être mouvantes, les diverses représentations de l'ennemi s'immobilisent dans l'abstraction des calculs et la course aux armements. Sans qu'il y soit pris garde, les théories de Fuller et surtout de Ludendorff s'imposent à nouveau contre celles de Clausewitz, la surpuissance des systèmes de destruction l'emporte contre la dynamique des peuples. Cette conception bloquée dans les extrêmes de la guerre totale ordonne une paix forcée qui malgré ses avantages ne devrait pas faire illusion. Mais apparemment prisonniers de la logique de la dissuasion, les Européens apparaissent sans intelligence à l'égard du mouvement de leurs ennemis, pire ils semblent agir comme s'ils en étaient dépourvus et veulent ignorer les bouleversements qu'engendrent aujourd'hui les armes

nucléaires tactiques. Malgré leur histoire, ils se tournent d'instinct vers le désarmement, oubliant qu'il s'agit là du but principal des opérations militaires. Loin d'être pacifique, leur méconnaissance des figures et des positions de l'adversaire apparaît sans valeur préventive envers la montée des périls de guerre.

En définitive et malgré les mythes qui traversent l'Europe et déterminent les stratégies, la recherche de la paix n'exige-t-elle pas la plus grande attention envers la formation incessante des antagonismes ?

Les conceptions du conflit que présuppose toute politique de défense ne sont-elles pas surannées ?

À leur manière, les hypothèses de guerre examinées par Patrick Schmoll répondent à ces interrogations. Bien sûr l'interprétation futurologique tire sa valeur de la critique voire des scénarios différents qu'elle suscite ; on notera, par exemple, pour les mettre en question, les options en faveur d'une défense passive qui esquivent l'évaluation des résistances sociétales tour à tour évoquées. La vigueur de la pensée habile et clairvoyante dans la saisie des antagonismes issus des compétitions économiques laisse apparaître des ruptures au sein des coalitions et le renversement de certaines conceptions stratégiques. Trop oubliée par les technologues de la dissuasion nucléaire ou souvent effacée par la peur de reconnaître la présence de l'ennemi, la dynamique conflictuelle trouve, ici, quelques-uns de ses développements possibles dont dépend notre destin.

Jacques BEAUCHARD
Professeur de sociologie
1983

L'HYPOTHÈSE NOSTRADAMUS

En 1981 paraissait un livre qui devait rapidement devenir un évènement littéraire dont on ne saurait minimiser les retentissements au sein de l'opinion publique française : il s'agit du livre de J. C. de Fontbrune traduisant et interprétant certains des quatrains du médecin et astrologue français Nostradamus.¹

Le succès de ce livre, publié dans sa première édition en 1980, aurait été limité si un certain nombre d'autres évènements, politiques ceux-là, n'avaient pas permis dans les mois suivants d'évoquer certaines des prédictions proposées : l'arrivée de la gauche au pouvoir en France en mai 1981, la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, l'aggravation de la crise polonaise et de la tension Est-Ouest, les déclarations du président Reagan menaçant les Européens d'un désengagement des USA dans la défense nucléaire de l'Europe. L'actualité des prédictions de Nostradamus et des interprétations de son exégète a fait de cet ouvrage un best-seller et, du même coup, un fait de société jusque-là difficile à objectiver a pu prendre corps : la peur de la guerre.

Rappelons que le livre de J. C. de Fontbrune présente une série de prédictions pour les vingt ans qui nous séparent de l'an 2000 : une troisième guerre mondiale devant débiter entre 1982 et 1987 et débouchant sur l'occupation rapide de l'Europe par les Soviétiques, la défaite finale des Soviétiques au terme de « trois ans et sept mois » de guerre, la restauration de la monarchie en France et le règne du dernier roi de France, jusqu'à la chute définitive de l'Europe en 1999, cette fois-ci sous les coups des Chinois.

Mon propos n'est pas ici de discuter de la validité de ces prédictions du point de vue de l'astrologue non plus que de la validité de

1. Jean-Charles de Fontbrune, *Nostradamus, historien et prophète*, Éditions du Rocher, Monaco, 1980.

leur interprétation du point de vue de l'exégète. Mais le scénario qu'elles dessinent pour l'avenir peut servir de prétexte à une réflexion sociologique prospective. Car on ne peut nier que ce livre, qui a d'ailleurs été abondamment commenté à l'époque, exerce sur nous une forme de fascination qui tient à nos propres sentiments sur la situation internationale actuelle : Nostradamus mis à part, les risques de conflit mondial sont aujourd'hui bien réels. On peut d'ailleurs soupçonner que J. C. de Fontbrune a pu être influencé dans son travail d'interprétation du texte prophétique par ce que lui-même percevait de cette réalité internationale, ou bien par ce qu'il percevait de ce que nous en ressentions et qui, par-là, a pu se dire. En ce sens, son livre est un signe, un symptôme de notre époque.

Le contenu de ce livre a su, en tout cas, poser question, puisque les stratèges du Cercle d'Études de Stratégie Totale (CESTE), que dirige le colonel Michel Garder, ancien adjoint du général Beaufre, ont accepté, à la demande de l'hebdomadaire *Paris Match*², de se consacrer à un examen de ce que nous pourrions appeler « l'hypothèse Nostradamus ». L'examen en question enterrait plus ou moins le problème puisque ses conclusions étaient que le scénario de guerre proposé était techniquement possible, étant donnée la supériorité militaire de l'URSS en Europe, mais politiquement improbable, parce qu'il supposait une révision complète des options stratégiques jusque-là affichées par l'URSS.

C'est sur cette « improbabilité » politique de la guerre en Europe que je voudrais revenir dans ce livre. Car si l'hypothèse d'une guerre en Europe dans les années 80 peut être posée parce que cette éventualité est « techniquement » possible, il convient d'étudier sérieusement les données économiques et politiques qui permettent d'affirmer qu'elle est bien improbable.

Ne sommes-nous pas, en effet, comme le craignent beaucoup d'entre nous, parvenus au seuil d'une troisième guerre mondiale ? Tout ce qui se passe autour de nous et parmi nous donne à cette question une actualité pressante, comme jamais depuis la fin de la Guerre Froide.

Le monde est en crise. Crise économique : les entreprises ferment leurs portes, le chômage ne cesse d'augmenter, l'inflation redouble. Crise politique : les peuples occidentaux perdent confiance dans leurs gouvernants et dans leurs institutions, le Moyen-Orient est plus que jamais sur la corde raide, les grandes puissances

2. *Paris-Match*, 2 octobre 1981.

s'affrontent à nouveau. Crise culturelle, aussi : l'Occident, en mal d'idées, amorce son déclin ; incertains, les peuples se tournent à nouveau vers la religion, l'Islam se réveille et appelle à la Guerre Sainte, le catholicisme se fait militant.

Cela fait trois ans que je travaille sur le présent livre. En juin 1980, lorsque j'en eus achevé une première version, elle se présentait dans mon esprit comme une sorte de lettre ouverte à celui qui serait le représentant de la gauche au second tour des élections présidentielles françaises de l'année suivante. À l'époque, il était bien sûr impossible d'assurer que le candidat de la gauche remporterait ces élections : le parti socialiste n'avait même pas encore décidé qui, de François Mitterrand ou de Michel Rocard, serait l'homme qu'il soutiendrait. J'étais pourtant déjà certain que le socialisme était inéluctable en France : s'il devait manquer le rendez-vous de 1981, il ne manquerait pas celui des élections législatives suivantes, qui auraient alors dû avoir lieu en 1983. On verra plus loin ce qui me faisait penser ainsi.

Aujourd'hui, François Mitterrand est Président de la République Française et son premier gouvernement dirigé par Pierre Mauroy a pris des mesures qui ont balayé certaines des réalités d'hier auxquelles la première mouture de mon livre faisait référence, et ont transformé en réalités d'aujourd'hui ce qui n'était en 1980 qu'hypothèses sur l'avenir : je pense aux nationalisations, à la régionalisation, aux premières négociations sur la diminution de la durée hebdomadaire du travail et sur l'abaissement de l'âge de la retraite, etc. Entretemps, certains des événements internationaux sur lesquels je m'appesantissais, comme le boycott des Jeux Olympiques de Moscou par de nombreux pays occidentaux ou la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran, ont perdu de leur actualité. Ils n'ont cependant pas perdu leur signification et j'y reviendrai plus loin, mais les années 1981 et 1982, riches en événements nouveaux, m'ont obligé à reprendre la présentation de mon texte, une première fois pour une publication par le Cercle Lorrain de Prospective en mars 1982, une seconde fois pour la présente édition.

Sur le fond, pourtant, le message que j'aurais à adresser au Président de la République reste le même que celui que j'aurais adressé au candidat du parti socialiste, car les conditions économiques et sociales de l'époque n'ont pas changé, non plus que la situation internationale. Et ce qui a changé n'a précisément changé que dans un sens que je redoutais.

Je parle par exemple plus loin des risques que la centralisation des processus de production énergétique, notamment grâce au nucléaire, fait peser sur la structure de la société française et, par suite sur son équilibre, tant à l'intérieur que dans ses rapports avec l'étranger : j'examine en particulier les relations nécessaires qui existent entre le nucléaire et la militarisation de la société. Les Français étaient en droit d'attendre des socialistes au pouvoir une politique énergétique différente de celle qu'avaient imposée leurs prédécesseurs de droite pendant plus de vingt ans. Du même coup, on pouvait espérer que serait freiné le processus en cours de militarisation de la société française, avec les risques qu'il faisait peser, notamment sur les relations de la France avec l'étranger.

Or, Charles Hernu, hier responsable au parti socialiste des questions de défense et connu des écologistes pour ses options pro-nucléaires et militaristes, est aujourd'hui Ministre de la Défense Nationale. Des projets récents ont été évoqués qui tendent à faire de l'armée, non plus seulement un moyen de défense pour le pays, mais aussi un moyen de « formation » pour les jeunes, ce qui à mon avis ouvre une voie dangereuse vers la confusion entre les rôles de l'armée et ceux du système éducatif. Le Ministère des Affaires Étrangères a été rebaptisé Ministère des Affaires Extérieures, ce qui offre plus qu'une simple analogie avec l'époque des Guerres Révolutionnaires, où tel était son nom, puisque, comme le déclare le Ministre Claude Cheysson lui-même, le changement de nom de son ministère marque qu'il « *ne doit pas y avoir en France deux politiques, l'une intérieure, l'autre extérieure : il y a traduction à l'extérieur de nos exigences intérieures, de nos contraintes et de nos objectifs* ». ³

Les socialistes sont victimes d'un certain nombre de pesanteurs économiques et sociales vis-à-vis desquelles ils n'osent pas engager cette politique de « rupture » dont il a tant été question au moment des élections. La régionalisation, les nationalisations, les ordonnances sociales ne sauraient cacher que le programme nucléaire reste le même qu'avant mai 1981, que les budgets militaires de 1982 et 1983 sont encore plus importants que par le passé et que la reprise de cet héritage par les socialistes rend aujourd'hui très probable une éventualité que je ne considérerais pourtant hier (dans la première version non publiée de ce livre) que comme possible parmi

3. Entretien paru dans *Le Nouvel Observateur*, 4 juillet 1981.

d'autres : à savoir que la France, et l'Europe derrière elle, s'acheminent vers la guerre.

Mon livre, on le verra dans la suite, répond en partie à l'ouvrage de Richard Nixon, sur la « vraie guerre » que les Soviétiques sont déjà en train de mener contre l'Occident sur les terrains économique, militaire et idéologique, notamment dans le Tiers-Monde⁴. Comme l'ancien président des États-Unis, je pense qu'une guerre militaire directe est possible entre l'Est et l'Ouest dans les années qui viennent et j'ajouterai que, plus que lui, je la juge probable. Mais le raisonnement qui me conduit à cette conclusion ne recoupe pas exactement le sien. Je pense en particulier qu'une analyse pertinente du monde ne peut se résumer à une représentation manichéenne de l'opposition entre le « bien » (les valeurs du « monde libre ») et le « mal » (l'expansionnisme soviétique).

Sans doute, l'Union Soviétique obéit à une double logique expansionniste : celle qui est le propre de tout État (y compris des États-Unis) et qui le pousse par nature à faire pression vers l'extérieur sur ses frontières, et celle que commande l'idéal soviétique d'un socialisme universel dirigé de Moscou. Comme le souligne Nixon, depuis 1974, l'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, l'Éthiopie, le Laos, le Mozambique, le Sud-Vietnam et le Sud-Yemen sont passés sous la coupe plus ou moins directe des Soviétiques, soit une population de cent millions d'habitants assimilée en cinq ans. Si, comme hier l'Afghanistan, l'Iran et l'ensemble du Golfe Persique passaient demain sous l'influence des Soviétiques, ceux-ci commanderaient directement les approvisionnements pétroliers de l'Europe et du Japon. Par ailleurs, l'URSS consacre à ses dépenses militaires une part telle de sa production intérieure qu'elle est presque assurée de détenir sur les États-Unis la supériorité nucléaire, une écrasante supériorité au sol et au moins l'égalité sur mer dès 1985. Or les dirigeants soviétiques n'ont jamais caché leur intention de jouer de leur supériorité dans quelque domaine que ce soit partout où ils le pourraient et toutes les fois où ils en auraient l'occasion. Du reste, pourquoi n'en serait-il pas ainsi, puisque les pays occidentaux font de même ?

Cependant, il faut aussi souligner (ce que ne fait pas Nixon) que l'URSS traverse en ce moment une double crise économique et sociale qui la handicaperait sérieusement dans la conduite d'une entreprise militaire de grande envergure. Depuis la fin de la Seconde

4. Richard Nixon, *La vraie guerre*, Albin Michel, Paris, 1980.

Guerre Mondiale, les dépenses militaires grèvent le budget des États de l'Est et représentent une part telle de leur production intérieure qu'elles ont considérablement retardé leur développement économique. D'autre part, les pays de l'Est ont été touchés comme les pays occidentaux par la crise économique internationale. À ces difficultés économiques s'ajoute aujourd'hui le problème du choix de société : comme l'indique ce qui se passe actuellement en Pologne, le développement économique des dernières décennies a entraîné une modification des structures sociales dans les pays de l'Est ; celles-ci sont plus complexes, les fonctions et les rôles socio-économiques sont plus nombreux, plus spécialisés, davantage interdépendants ; une part croissante de la population des pays d'Europe de l'Est, mais aussi d'URSS, devrait dans l'avenir faire pression sur les institutions politiques pour que celles-ci rendent compte de ce pluralisme économique grandissant. Parallèlement, les dirigeants doivent aujourd'hui choisir entre l'accélération de la militarisation et la relance de la production de biens de consommation, étant entendu qu'il est de moins en moins possible de produire à la fois plus de beurre et plus de canons. L'expansionnisme soviétique a donc des limites : comme j'essaierai de le justifier plus loin, je pense que les dirigeants soviétiques ne sont aujourd'hui conduits à militariser à outrance et ne seront demain tentés par un conflit mondial (en fait limité dans leur esprit à l'Europe et au Moyen-Orient) que dans la mesure où ils sentent leur pays et leurs institutions menacés par l'évolution actuelle de la situation internationale. J'essaierai de montrer plus loin que si les dirigeants soviétiques pouvaient choisir, ils le feraient dans le sens d'une société communiste économiquement développée plutôt que dans celui d'une aggravation du système militaire et policier actuel en Union Soviétique.

À contrario, les États-Unis ont mené jusqu'à présent une politique internationale dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle menace la paix mondiale. Voyant monter les risques d'intervention directe de l'URSS au Moyen-Orient, ils n'ont d'abord, sous la présidence Carter, rien fait pour renforcer les positions de leurs alliés dans cette région. Non seulement ils n'ont pas pu ou pas voulu éviter que le Shah soit renversé en Iran, mais leur désengagement brutal, après des années de soutien inconditionnel, a empêché qu'aucune solution de compromis permette une transition à un régime plus modéré : l'Iran n'a pu que troquer la tyrannie contre le chaos. Maintenant que le président Reagan conduit les destinées du pays, les États-Unis sont au contraire de plus en plus présents financiè-

rement et militairement sur tous les points chauds du globe, et notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Mais leur appui presque inconditionnel aux solutions de type militaire (soutien à Israël dans la guerre du Liban, soutien au Maroc dans le conflit du Sahara Occidental, etc.) empêche la recherche de solutions négociées.

Point commun ou continuité d'une politique apparemment contradictoire d'un président américain à l'autre : ce nouvel interventionnisme dans des régions déstabilisées par le repli des années précédentes contribue en fait à ce que se perpétuent les tensions internationales, et notamment au Moyen-Orient. C'est que le désordre dans cette région ne nuit pas tant aux Américains qu'aux Européens, qui sont davantage dépendants que les États-Unis des fournitures de pétrole qui en proviennent. Et l'Europe n'est pas pour les États-Unis qu'un ensemble de pays qui lui sont alliés au sein de l'OTAN : c'est aussi un concurrent économique, et peut-être demain la première puissance économique mondiale, devant les États-Unis eux-mêmes.

Richard Nixon se plaint, à l'époque où il écrit (c'est-à-dire avant l'élection du président Reagan), de l'absence de volonté politique des Américains face à la reprise de l'expansionnisme soviétique. Il souligne lui-même que les faiblesses des dirigeants américains dans ce domaine ne font qu'encourager les Soviétiques à penser qu'un conflit au Moyen-Orient et en Europe resterait limité. Mais, autant son analyse est sans concession quand il s'agit des Soviétiques, autant il semble ne pas comprendre combien l'intérêt même des Américains est de ne plus aider les Européens dans leurs problèmes économiques et de défense. Aider leurs alliés de l'OTAN ? Sans doute, mais pas au point de laisser ainsi se développer un pôle économique qui, demain, serait un concurrent politique sur la scène internationale.

Cette appréciation différente des facteurs actuels de guerre dans le monde, que j'essaierai de justifier au long de ce livre, me conduit, bien sûr, à une appréciation également différente de l'extension qu'aurait un possible conflit mondial, de sa portée et de ses conséquences :

1. Plus encore que Nixon, je pense qu'une guerre dont le théâtre serait l'Europe et le Moyen-Orient est probable dans les quelques années qui viennent. La guerre, qui a pu être évitée jusqu'à présent entre l'Est et l'Ouest, est devenue tentante pour les Soviétiques parce que ces derniers savent que les Américains n'ont ni la

volonté politique, ni (et c'est bien pire) le moindre intérêt économique à intervenir directement en cas d'invasion de l'Europe.

2. Par contre, contrairement à l'opinion la plus répandue, je pense et j'essaierai de montrer qu'une telle guerre ne marquerait pas nécessairement la fin de l'Europe comme telle, son passage définitif sous l'hégémonie soviétique. Les Soviétiques, en s'engageant dans une telle entreprise, menaceraient davantage leurs propres équilibres internes économiques et sociaux et se découvriraient à l'est sur leur frontière chinoise. Il se peut donc qu'une apparente apogée de l'« empire » soviétique soit en fait le premier moment de son déclin rapide, voire de son éclatement et que l'occupation de l'Europe soit en fait assez rapidement suivie de tentatives de désengagement.

3. Si en 1985 nous sommes encore en paix, nous pourrions estimer avoir évité la guerre avec l'URSS, et l'Europe pourra commencer à se doter d'une défense indépendante de la logistique américaine. Mais il est alors à craindre que l'antagonisme grandissant qui existe de fait entre Européens et Américains ne finisse par trouver une expression politique, voire militaire, le « socialisme européen » s'opposant au « capitalisme américain ». Les Américains savent que si les Soviétiques ne s'occupent pas rapidement de l'Europe, c'est une guerre Europe-États-Unis qui, dans vingt ans, pourrait inaugurer le siècle prochain.

Je ne fais pas, dans ce livre, œuvre de spécialiste dans les questions économiques, politiques et stratégiques. Du reste, même si une connaissance détaillée des grands dossiers du monde n'est pas inutile à une telle discussion, elle ne nous garantit aucune objectivité, car chacun de nous est beaucoup trop concerné par ce type de questions pour avoir un recul de jugement suffisant. Il n'est que de lire le livre de Nixon, au demeurant le mieux documenté qui puisse être, pour en avoir une idée. Je préfère donc tout de suite affirmer qu'on trouvera dans les lignes qui suivent une œuvre d'opinion. Mon propos se résumera aux idées générales d'une réflexion sur le présent et l'avenir de la France et du monde. En fait, et c'est là un de mes objectifs, mon raisonnement sera celui que n'importe quel Français, voire n'importe quel Européen pourrait tenir en prenant un peu de recul à la lecture de ses quotidiens et hebdomadaires d'information ou à l'écoute de la radio ou de la télévision.

Quoi que puisse faire augurer le titre de mon livre, je n'ai pas de l'avenir une vision véritablement pessimiste : si j'affirme que la guerre est probable, je suis néanmoins convaincu que la disparition de notre pays et de nos valeurs, elle, n'a rien d'inévitable, bien au

contraire. Il est trop tard, peut-être, pour éviter la guerre, mais il n'est que temps, alors, de s'y préparer et, surtout, de réfléchir aux causes qui y auront mené et aux conséquences qu'elle pourra avoir, afin d'éviter que ne soient commises à nouveau les mêmes erreurs. Je voudrais que mon livre soit un premier élément de réflexion dans ce sens.

FACTEURS DE GUERRE

Nous voici à moins de vingt ans de l'an 2000. Deux décennies nous séparent encore de cette date à laquelle la magie des chiffres ronds, les prophéties de Nostradamus et les romans de science-fiction ont fini par conférer des qualités mythiques. Et, alors que nous devrions nous préparer de toutes nos forces à faire le saut dans le troisième millénaire, la crise économique et ses prolongations politiques et diplomatiques (menaces pour la démocratie, risques de guerre) nous font aujourd'hui nous demander si nous parviendrons seulement à achever le millénaire finissant.

Le chômage et l'inflation vont-ils finir par provoquer des troubles sociaux sérieux dans les pays développés ? La crise économique ne traîne-t-elle pas derrière elle, comme en 1929, son cortège de tentations fascistes et guerrières ? La victoire de la gauche en France aux élections de 1981 nous assure-t-elle mieux qu'en 1936 que nos libertés individuelles et collectives ne seront pas bientôt réduites ? Une troisième guerre mondiale ne signifierait-elle pas tout simplement la fin de l'espèce humaine dans un holocauste nucléaire ? Serons-nous ici dans vingt ans et que serons-nous devenus ?

Il n'est pas possible de répondre à ces questions sans analyser la nature profonde de la crise économique actuelle. Ce n'est que d'une telle analyse que nous pouvons espérer tirer une image de ce que nous offre l'avenir. C'est cette analyse du présent et cette prospective sur l'avenir que je me propose de commencer ici.

La prospective (ou, si on préfère : la futurologie) a beaucoup évolué ces dix dernières années. En 1972, le Club de Rome sonnait l'alarme en prédisant la fin de la croissance économique sous sa forme actuelle au début du XXI^e siècle, du fait de l'épuisement des matières premières non renouvelables (énergétiques et industrielles), de l'explosion démographique, de la limitation des surfaces de terres cultivables et de l'augmentation insupportable de la pollution.

Les méthodes du Club de Rome consistaient à établir les lois d'évolution de ces paramètres en fonction d'autres qui leur étaient liés, puis à laisser l'ordinateur extrapoler à partir du présent observable jusqu'aux points où les courbes viraient à la catastrophe⁵. Le message se limitait à ceci : « Voilà ce qui va se passer si on ne fait rien ». Le rôle des gouvernements étant de faire quelque chose au moment où c'est nécessaire, le modèle prospectif du Club de Rome ne prétendait aucunement décrire une réalité inévitable, mais plutôt une réalité à éviter. Un second rapport en 1974⁶ et d'autres qui ont suivi⁷ ont proposé des modèles à visée plus stratégique.

Le chemin était frayé pour une seconde génération de modèles prospectifs, qui inversaient le raisonnement : « Si je veux que ça se passe autrement, qu'est-ce que je dois faire ? ». C'est ainsi que le travail du Prix Nobel d'économie Wassily Leontief et de son équipe part d'un objectif volontariste fixé par les Nations-Unies : réduire environ de moitié de 1970 à l'an 2000 l'écart du revenu par tête entre pays riches et pays pauvres. Puis, faisant en quelque sorte le calcul en remontant, et utilisant la méthode des scénarios, il détermine ce qu'il faut faire pour y parvenir de la façon la moins coûteuse ou la plus vraisemblable⁸. L'objection qu'on ne peut manquer de faire à ce type de modèle, c'est qu'aucune instance internationale n'est actuellement habilitée à mettre en œuvre la stratégie préconisée. Les prises de décision dont vont dépendre les différents paramètres se font au niveau des États, aucun d'eux ne peut appliquer le modèle tout seul et rien ne peut imposer la concertation.

Troisième type de travail, qui n'est ni une projection excluant le politique, ni un instrument au service d'une politique unique inapplicable, mais un travail prospectif incluant le politique comme une des données à prendre en compte, et qui par conséquent propose plusieurs scénarios du futur en fonction de plusieurs possibilités de décisions politiques nationales ou régionales se répondant mutuellement. Le modèle du type est le rapport rédigé à la veille des années 80 par un groupe de travail sous la direction de Jacques Lesourne

5. J. Delauney, D.H. Meadows, D.L. Meadows, J. Randers, W.W. Behrens, *Halte à la croissance ?*, Fayard, Paris, 1972.

6. M. Mesarovic & E. Pestel. *Stratégie pour demain*, Seuil, Paris, 1974.

7. Voir notamment J. Tinbergen, *Reshaping the international order*. Third report to the club of Rome, E.P. Dutton, New-York, 1976.

8. 1999 : l'expertise de Wassily Leontief. Une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future, Dunod, Paris, 1977.

pour le compte de l'OCDE⁹. Ce dernier rapport propose un certain nombre de scénarios sur l'évolution de l'économie mondiale entre 1975 et l'an 2000. On trouvera le tableau chiffré de ces scénarios un peu plus loin.

Dans les lignes qui vont suivre, j'appuierai mon raisonnement sur les données (évolution de la démographie, de la production et de la consommation de matières premières, d'énergie et de produits finis, évolution de la production agricole, etc.) de l'étude de W. Leontief pour l'ONU et de celle de J. Lesourne pour l'OCDE. Il n'est pas question pour moi de discuter de la validité des chiffres avancés, bien qu'ils soient aujourd'hui à réviser à la baisse dans toutes les hypothèses envisagées. En effet, je ne chercherai pas à démontrer que les décisions politiques à venir sont strictement conditionnées par des facteurs économiques. Je partirai au contraire de l'idée que ces décisions politiques essaient autant que possible d'anticiper sur les données prévisibles de l'économie. Ces chiffres ne font pas loi en eux-mêmes : ce qui compte, c'est leur lecture et leur interprétation par les dirigeants politiques. Ces rapports ont été soumis aux différents gouvernements à qui ils s'adressaient et font, par conséquent, partie des éléments sur lesquels les gouvernants doivent nécessairement s'appuyer pour prendre des décisions qui engagent la politique de leur pays à long terme. Du reste, comme j'essaierai de le montrer plus loin, l'évolution actuelle de la situation internationale et le fait même que la prolongation de la crise nous obligerait à réviser ces chiffres à la baisse indiquent bien que les gouvernants des principales puissances du monde ont pris connaissance de ces études et agissent effectivement en ce moment en fonction de ce que leur promettent les scénarios qui leur sont le plus favorables.

Pénuries : les risques sont politiques

Écartons tout de suite la science-fiction facile. Notre planète n'est pas promise à une apocalypse inéluctable du fait de pénuries physiques : surpopulation, famine, épuisement des ressources naturelles, pollution. Dans l'immédiat au moins, il n'y a pas de limites « physiques » à la croissance économique. La planète est encore assez grande pour abriter tout le monde, pour donner à manger à

9. Face aux Futurs : pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible. Rapport final d'« Interfuturs », OCDE, 1979. Voir aussi J. Lesourne, Les mille sentiers de l'avenir, Seghers, Paris, 1981.

chacun et pour assurer, sans pollution immaîtrisée, un doublement ou un triplement de la production mondiale d'ici à l'an 2000.

Les causes et les conséquences possibles de la crise actuelle sont d'abord politiques : la crise réside dans un problème de redistribution de la richesse mondiale entre pays développés et pays en voie de développement, redistribution que les anciens riches ont naturellement du mal à concéder aux nouveaux.

Considérons d'abord l'éventail des limites « physiques » à la croissance et voyons pourquoi il est possible de les écarter :

- *Démographie* – L'explosion exponentielle de la population mondiale n'aura pas lieu. Les futurologues prennent actuellement en compte des données nombreuses et détaillées pour prévoir l'évolution d'une population : fertilité, mœurs, structure par âges, urbanisation, etc. Ces facteurs permettent d'envisager une forte croissance démographique, mais qui ne se poursuivrait que jusque vers l'an 2025 (9 milliards d'hommes contre 4 actuellement). La population des pays développés se stabiliserait vers cette époque, celle du reste du monde après 2075. La population mondiale ralentirait alors sa croissance (11 milliards en 2050) et se stabiliserait autour de 12 milliards dans la seconde moitié du XXI^e siècle. Le vrai problème démographique n'est pas là, il est dans le bouleversement de certains équilibres au sein même de la population mondiale : la population du Tiers-Monde augmente rapidement alors que celle des pays développés, surtout d'Europe et des États-Unis sera proportionnellement moins nombreuse qu'actuellement. Elle aura également vieilli, alors que les pays du Tiers-Monde seront des pays jeunes.
- *Alimentation* – Ici non plus, les limites physiques ne sont pas menaçantes en elles-mêmes. Il est matériellement possible d'augmenter la production agricole mondiale de 5 % par an jusqu'en l'an 2000, par l'extension des terres cultivées et, surtout, par l'accroissement des rendements. Un tel accroissement des rendements ne serait pas sans précédent : la productivité agricole a augmenté d'environ 80 % entre 1940 et 1970 aux États-Unis et en URSS ; des résultats encore plus frappants ont été obtenus dans le Sud-Est asiatique grâce à l'irrigation intensive ; or, la plupart des pays en voie de développement partiraient d'un niveau de rendement plus bas que celui que connaissait les USA en 1940, ce qui leur promettait en fait un potentiel d'accroissement encore plus important de ces rendements. Il reste que la malnutrition subsis-

tera certainement jusqu'à la fin du siècle, mais moins pour des raisons physiques qu'à cause des inégalités de revenus et de la structure de la propriété foncière dans les pays en voie de développement et de la perte des sols productifs dans les régions très peuplées (érosion, salinité, urbanisation).

- *Matières premières industrielles* – Contrairement aux matières premières énergétiques, il n'y a pas dans ce domaine de risque de pénurie. Mais les matières premières deviennent de plus en plus chères à extraire, ce qui se traduit par des hausses de prix. Un effort plus important en travail et en capitaux doit être consacré à cette extraction et à la recherche de nouveaux gisements. C'est autant qui n'est pas investi dans la production industrielle elle-même, d'où un ralentissement de la croissance économique. Ici aussi, les dangers sont politiques : ils viennent de la concentration de certains minerais dans un petit nombre de pays. Mais il n'est pas exclu que le renchérissement des matières premières finisse par rendre rentable la prospection de certaines régions du globe réputées mal dotées en minerais jusqu'à présent.
- *Énergie* – La menace est plus sérieuse que pour les matières premières industrielles. L'augmentation des prix du pétrole a été le déclencheur de la crise actuelle, au point que beaucoup ont tendance à penser que cette crise est une crise de l'énergie. Ce qui n'est pas vraiment le cas, car la hausse de l'énergie n'a sans doute fait que précipiter l'apparition d'une crise économique qui aurait eu lieu de toutes façons. En fait, les ressources énergétiques existent pour une consommation mondiale nettement plus forte qu'actuellement, mais à des coûts réels plus élevés : il faut consacrer davantage de travail et de capital à la production de l'énergie. J'aborde plus loin en détail la question de l'énergie : les menaces de pénurie tiennent essentiellement à un problème de transition entre le pétrole et les énergies nouvelles et à des risques politiques (coupure brutale dans les approvisionnements pétroliers en provenance du Moyen-Orient, divisions sociales sur la question du nucléaire dans les sociétés développées). Mais, ces réserves étant faites, et bien que le coût réel de l'énergie puisse représenter 4 % du PNB mondial à ce moment-là (contre 2 % en 1975), un scénario de forte croissance mondiale serait matériellement possible. Ce sont les conditions politiques qui détermineront la réalisation ou non de ce scénario.

- *Pollution* – Les limites « physiques » précédentes n'étant pas insurmontables, la croissance économique reste donc possible. La pollution industrielle risque donc de croître dans le même mouvement. Mais, ici non plus, le problème n'est pas insoluble en lui-même : on possède actuellement les techniques capables de contrôler la plupart des causes de pollution (le nucléaire pose un problème particulier, que nous examinons plus loin). Le prix à payer n'est pas négligeable, mais pas démesuré non plus : entre 1,5 % et 2 % du produit brut, en moyenne mondiale. Le problème est de savoir si les gouvernements accepteront de payer ce prix, en sus de la facture énergétique qu'ils auront déjà à régler.

On voit qu'il n'y a pas, au moins dans l'immédiat, c'est-à-dire pour les vingt prochaines années, de limites physiques à la croissance économique. La crise économique actuelle n'est pas une crise de pénurie : l'énergie et les matières premières ne manquent pas dans l'absolu, mais coûtent plus cher à l'extraction.

En fait, il faut mettre l'accent, non pas sur le seul facteur énergétique, mais sur deux facteurs au moins, qui peuvent être considérés comme les déterminants de la crise et dont les répercussions vont affecter les équilibres internationaux des vingt prochaines années : 1/ l'accroissement du coût de l'énergie et des matières premières, bien sûr, mais aussi : 2/ l'industrialisation accélérée des pays du Tiers-Monde, industrialisation qui induit une redistribution internationale de la richesse mondiale.

La hausse des prix de l'énergie et des matières premières

Le fait économique auquel les Français sont le plus sensibles, c'est la hausse des prix du pétrole, à la fin de 1973 d'abord, puis depuis 1979. Cette hausse accompagne en fait une hausse générale des matières premières qui a commencé de façon marquée en 1972-73. Cette hausse des matières premières est double : 1/ les prix de l'énergie et des matières premières industrielles fixés en dollars ont régulièrement augmenté et, de plus, 2/ depuis 1981, la très forte hausse du dollar par rapport aux autres devises a encore renchéri ces prix. Ne considérons pour le moment que la hausse des prix des matières premières elles-mêmes. Celle-ci n'est pas sous-tendue par des menaces de pénurie immédiate : ce n'est pas l'absence effective de pétrole ou de matières premières qui provoque l'augmentation de leur prix. Le bénéfice de ces hausses passe directement dans la poche des pays producteurs ou des compagnies pétrolières, qui n'ont

jamais autant gagné d'argent qu'en ce moment. Mais ces bénéfices servent à financer la recherche de nouveaux gisements et de nouveaux procédés d'extraction, en prévision de pénuries potentielles, c'est-à-dire dans l'idée que le pétrole et les matières premières finiront bien un jour par manquer. Ils servent aussi à financer l'implantation de nouvelles industries dans le Tiers-Monde et la reconversion industrielle en Occident (je reviens sur ce point plus loin).

Ces hausses de prix, par leur brutalité, ont précipité le monde dans la crise : 1/ d'une part, la hausse de ces produits primaires pousse à la hausse de tous les autres prix, en particulier des prix de détail, dans les pays développés ; 2/ d'autre part, elle empêche les gouvernements de rétablir l'équilibre de leur commerce extérieur au niveau qui était celui d'avant la hausse. Examinons ces deux effets de la hausse des prix des produits primaires (pétrole et matières premières industrielles) :

- *Inflation* – Cette hausse des produits primaires provoque une hausse du coût de production des produits industriels, dans la fabrication desquels ils sont utilisés, d'où un effet direct sur les prix de ces produits. De plus, la hausse des prix de détail et la hausse des produits agricoles importés ou nationaux entraînent des revendications de salaires. Ces revendications sont légitimes, car les hausses de salaires doivent essentiellement permettre de rattraper la hausse des prix, pour maintenir le pouvoir d'achat. Mais, bien sûr, ces hausses de salaires pèsent en retour sur les prix des produits industriels, lesquels augmentent à leur tour à nouveau, et ainsi de suite (spirale prix-salaires). Cette inflation est une inflation par les coûts, non une inflation par la demande : les prix des produits augmentent parce que leur coût en travail et en capital est réellement plus élevé, et non pas simplement parce que le produit est plus demandé.
- *Déficit du commerce extérieur* – La seconde conséquence de la hausse du pétrole et des matières premières industrielles, c'est le déficit qu'elle creuse dans les balances commerciales des pays acheteurs. La France, en particulier, qui n'a pas d'indépendance énergétique, importe pratiquement tout le pétrole qu'elle consomme. Sa note pétrolière a décuplé en dix ans, de sorte que notre commerce, qui était excédentaire de 1970 à 1973, connaît un lourd déficit depuis 1974. La politique économique du gouvernement Barre a eu pour effet de modérer ce déficit, mais au prix

d'une réduction de la demande de consommation d'énergie, obtenue à la suite d'une réduction de l'activité économique en général. Cette réduction de l'activité ne peut être maintenue durablement, sous peine d'enliser le pays dans la stagnation. C'est ce qui a justifié la politique initiale de relance économique du gouvernement socialiste actuel. De plus, les nouvelles augmentations des prix du pétrole depuis 1979 ont provoqué un nouveau déficit de notre commerce extérieur, qui ne peut être résorbé par une nouvelle réduction de l'activité économique nationale.

Il est possible de se résigner à la hausse des prix, car elle signifie en fait que nous avons désormais à payer aux pays producteurs de matières premières et d'énergie le prix qui correspond réellement à ce que valent ces produits, alors que jusqu'à présent nous nous livrions sur eux à une véritable spoliation. Mais nous ne pouvons pas nous résigner au déficit commercial car il signifie à terme endettement et dépendance.

Que faire ? Excluons tout de suite l'idée d'augmenter nos propres prix à l'exportation pour rééquilibrer les termes de l'échange : les producteurs de produits primaires feraient de même et ce serait l'escalade.

Dès lors, deux stratégies sont possibles. La première consiste à réduire la demande de consommation en diminuant le pouvoir d'achat ou en faisant circuler moins de monnaie (restriction du crédit). Cette politique a peu d'effet sur les prix, mais elle contribue à réduire les importations. Cependant, la baisse agit aussi sur l'activité économique nationale : le taux de croissance diminue, ainsi que les investissements, ce qui engage l'ensemble de l'économie dans une spirale récessionniste. Une telle politique, qui a été celle du gouvernement Barre en France et qui est celle du gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne, demande beaucoup en termes de privations et n'offre rien en termes de projets.

La seconde stratégie, qui a été pendant un an celle de Jacques Delors, actuel ministre de l'économie, avant que le blocage des prix et des revenus ne laisse l'observateur perplexe quant à ses intentions, consiste à consommer autant, mais en étant obligé de produire plus. Les privations sont aussi sévères, mais le projet est mobilisateur. L'idée est qu'il faut payer le renchérissement des importations de produits primaires en exportant davantage. Cette stratégie suppose cependant une relance de l'économie. Or, une augmentation du Produit National Brut de 2 % implique une augmentation des im-

portations de 4 % : pour que les exportations rééquilibrent ces importations, il faut que les produits nationaux exportés soient compétitifs. Or, un certain nombre des produits industriels que nous fabriquons ont précisément cessé d'être compétitifs sur le marché international.

L'industrialisation du Tiers-Monde

En effet, ici intervient le second phénomène majeur qui dominera, avec l'augmentation des prix des produits primaires, les vingt prochaines années : l'industrialisation rapide des pays du Tiers-Monde. Cette industrialisation n'est pas un fait nouveau : elle a commencé dès le lendemain de la dernière guerre. Elle est le fait d'une logique de la spécialisation internationale, imprimée par le système capitaliste : au fur et à mesure que le progrès technique permet une augmentation de la productivité dans les pays développés, les salaires augmentent dans le même mouvement. Cette hausse des salaires n'affecte pas les entreprises les plus compétitives car, la productivité croissant dans les mêmes proportions, la part de la masse salariale dans le coût du produit reste la même ou diminue. Par contre, les secteurs économiques de moindre productivité sont durement touchés : les entreprises de ces secteurs ont alors intérêt à aller construire leurs usines dans les pays du Tiers-Monde, où les salaires sont en comparaison misérablement bas. À ce prix, les produits qu'elles font fabriquer par les pays à bas salaires et qu'elles font exporter vers les pays riches sont à nouveau compétitifs.

C'est ainsi qu'à partir de 1945, la modernisation de l'industrie dans les pays développés a conduit à une première spécialisation internationale fondée sur la technologie et assurée par des firmes multinationales : les pays riches se réservaient les industries de pointe (automobile, sidérurgie, etc.), employant relativement moins de main d'œuvre, qu'elles pouvaient donc mieux payer, alors que certaines industries traditionnelles (textiles, extraction), employant relativement plus de main-d'œuvre, donc moins rentables à niveau de salaires égal, étaient confiées à des pays du Tiers-Monde à bas salaire. La Grande-Bretagne à partir des années 50, les USA à la fin des années 50 ont souffert de ces importations en provenance de pays à bas salaires, du Commonwealth pour la première, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique Latine pour les seconds. L'Europe est restée protégée jusque vers le milieu des années 1970. Mais la crise économique a accéléré cette industrialisation du Tiers-Monde et

conduit l'économie mondiale à une nouvelle spécialisation internationale. Cette situation tient à deux facteurs complémentaires :

- Les pays du Tiers-Monde non-producteurs de pétrole, qui ont besoin de devises à tout prix pour payer le pétrole qu'ils importent, n'ont d'autre issue qu'une industrialisation forcée tournée vers l'exportation. Les pays pétroliers ou exportateurs de matières premières industrielles profitent de leurs excédents pour s'industrialiser eux-mêmes ou pour investir à l'étranger.
- Inversement, les cinq grands pays producteurs d'équipements et d'usines clé-en-main, soumis à ces mêmes contraintes de balance commerciale, cherchent à vendre à tout prix à ces pays demandeurs d'industrialisation. Se faisant concurrence entre eux, ils offrent aux pays du Tiers-Monde des facilités de paiement sans précédent (baisse des prix, allongement des délais de paiement, augmentation des quotités de prêt). L'industrialisation du Tiers-Monde s'accélère donc et, les salaires des pays en voie de développement étant plus bas, ces pays sont aujourd'hui en mesure de jeter sur les marchés des pays riches des produits à bas prix qui concurrencent la production nationale.

Les pays développés du Nord sont donc soumis à des contraintes de balance commerciale du fait de l'augmentation des prix des produits primaires (énergie et matières premières). Sauf à envisager la stagnation ou la récession, ils doivent produire plus pour exporter davantage. Mais les exportations nationales de produits industriels sont menacées par la concurrence des pays à bas salaire. Les économies des pays développés sont donc contraintes de se restructurer pour accroître leur productivité. Notamment en se lançant dans des secteurs d'activité nouveaux, qui demandent moins de main-d'œuvre, et dont les coûts comprennent donc une moindre part de coûts salariaux. Une nouvelle spécialisation internationale se met en place, les pays du Tiers-Monde assurant la production industrielle qui a jusqu'à présent été celle du Nord développé (sidérurgie, chantiers navals, etc.), tandis que les pays développés se lancent dans des secteurs à haute compétitivité et à faibles besoins de main-d'œuvre (nucléaire, informatique, télécommunications, aéronautique, etc.) ou reconvertissent certains secteurs plus traditionnels (automobile, en particulier) en les automatisant.

Cette nouvelle spécialisation internationale suscite des crises d'adaptation comparables dans leur dimension historique à ce que fut la crise de 1929, qui devait déboucher sur la guerre de 1939-45,

puis sur la première spécialisation après 1945. Les risques de conflits sociaux ou internationaux ne sont pas moindres. Dans les pays développés, en particulier, la reconversion de l'industrie doit passer par une redistribution de la richesse nationale : en France, le but de la politique économique du gouvernement Barre a été de serrer au maximum les revenus des travailleurs pour permettre aux industries de dégager les bénéfices qui leur permettaient d'investir pour renouveler le matériel de production. Mais cette politique de restriction des revenus a aussi eu un effet dépressif sur la consommation des ménages. En l'absence d'une demande de consommation nationale, les entreprises ont donc hésité à réinvestir sur place. Celles qui ont une structure multinationale, en particulier, ont investi dans les pays à bas salaires. Celles qui ont placé leur argent dans l'économie nationale ont investi dans les secteurs compétitifs et employant moins de main-d'œuvre. La réorganisation ou la récession des secteurs industriels traditionnels (sidérurgie, chantiers navals, automobile, etc.) et la montée de secteurs qui n'emploient pas autant de main-d'œuvre qu'auparavant suscitent donc une montée du chômage qui, se surajoutant à l'inflation, contribue à une aggravation des tensions sociales.

Scénarios pour l'an 2000

Inflation, chômage, déficit du commerce extérieur, réduction de l'activité économique générale, récession de branches industrielles entières, tel est donc le tableau résumé de la crise. Est-ce un prélude à pire ? Tout dépend des politiques adoptées par les gouvernants des principales puissances du monde. Les économistes et futurologues, qui s'appuient sur la continuité des paramètres qu'ils prennent en compte, ne peuvent proposer que des scénarios qui excluent les hypothèses de rupture telles que la guerre, à partir desquelles les prévisions ne peuvent qu'être estimées. Ce sont les gouvernants qui choisissent, sur la base des prévisions qui leur sont soumises, de se laisser porter par un scénario du futur qui semble les avantager ou de jouer au contraire une carte telle que celle de la guerre si le scénario leur paraît défavorable.

Nous avons vu qu'il n'y avait pas de menace immédiate sur les facteurs « physiques » de la croissance économique : la planète serait assez grande pour loger et nourrir tout le monde et pour assurer un doublement ou un triplement de la production mondiale d'ici à dans vingt ans. La crise actuelle est une crise de reconversion

industrielle : les pays du Tiers-Monde s'industrialisent rapidement et les pays occidentaux doivent leur abandonner leurs industries traditionnelles pour se doter d'industries nouvelles à haut degré de technologie.

Si les gouvernements réussissent à amortir les tensions sociales et à résorber les risques de guerre qu'implique actuellement la crise, celle-ci peut être traversée sans provoquer de récession économique généralisée comparable à ce que fut 1929. Le rapport de prospective d'« Interfuturs » prévoyait même en 1979 un scénario de croissance forte (voir tableau ci-après : scénario 1). Sauf hypothèse de guerre généralisée ou de troubles sociaux graves, la production mondiale en l'an 2000 pouvait être multipliée par plus de trois par rapport à son niveau de 1975, et le revenu par tête mondial par plus de deux. Dans les mêmes conditions, les pays gagnant plus de 2 500 dollars de revenu annuel par tête auraient pu représenter 760 millions d'hommes en l'an 2000 contre 470 millions en 1975. Cet optimisme, qui peut surprendre alors que nous étions déjà en crise en 1975, tenait précisément au fait que cette crise est une crise de reconversion et que l'industrie mondiale, une fois reconvertie, serait capable d'assurer cette élévation sensible de notre niveau de vie matériel.

LES SCÉNARIOS D'« INTERFUTURS »

Les scénarios les plus optimistes en termes d'évaluation du niveau de vie dans le monde (PIB par tête) supposent une entente entre les pays développés pour la gestion des intérêts et des conflits (scénarios 1 et 2). Mais ce sont aussi ceux qui sont les plus défavorables aux États-Unis en termes de poids économique (et donc politique) relatif sur la scène mondiale. Les États-Unis ne peuvent qu'être tentés de choisir une politique orientée vers l'obtention des résultats du scénario 3 (scénario de tension Est-Ouest et Nord-Sud), dans lequel ils représentent encore en l'an 2000 24% du PIB mondial, avec de loin le niveau de vie le plus élevé du monde. Pour l'Europe et, surtout pour le Japon, ce scénario est catastrophique. Ne pouvant s'entendre avec les États-Unis, ils sont logiquement obligés de faire des choix qui vont dans le sens d'un scénario d'écclatement du monde occidental en trois pôles (scénario 4).

(Source : Face aux Futurs, Rapport final d'« Interfuturs », op. cit.).

SCÉNARIOS		PIB PAR TETE (dollars 1970)				
		1975	2000			
			1	2	3	4
Amérique du Nord	États-Unis	5132	9870	8130	7780	8450
	Canada	4531	8730	7020		
Europe Occidentale	CEE	2752	7960	6110	4450	5680
	Hors CEE	1049	3950	3420	1790	2800
Japon		2371	10260	8230	3590	7 560
Australie / Nouvelle Zélande		2568	5600	4910	4020	5490
OCDE		3044	8000	6470	4880	5630
URSS / EUROPE DE L'EST		1700	5330	5080	4730	5080
Amérique Latine		745	2300	2040	1730	1950
Asie du Sud		101	210	184	148	160
Asie du Sud-Est		224	720	620	510	580
Chine		256	800	1940	710	800
Afrique du Nord / Moyen-Orient		845	2450	800	1680	1940
Afrique subsaharienne		164	380	266	223	360
TOTAL TIERS-MONDE		290	860	790	656	750
TOTAL MONDE		960	2210	1920	1530	1850

SCÉNARIOS		EN % DU PIB MONDIAL				
		1975	2000			
			1	2	3	4
Amérique du Nord	États-Unis	28,7				
	Canada	2,7	21	20	24	21
Europe Occidentale	CEE	18,5				
	Hors CEE	4,0	21	19	16	18
Japon		6,8	10	10	5	9
Australie / Nouvelle Zélande		1,3	1	1	1	1
OCDE		62,0	53	50	47	49
URSS / EUROPE DE L'EST		15,9	16	18	20	18
Amérique Latine		6,2	10	10	1 1	10
Asie du Sud		2,2	2	2	2	2
Asie du Sud-Est		2,2	4	4	4	3
Chine		5,6	7	8	9	8
Afrique du Nord / Moyen-Orient		3,9	6	6	6	6
Afrique subsaharienne		1,3	2	1	1	2
TOTAL TIERS-MONDE		21,6	31	32	33	32
TOTAL MONDE		100	100	100	100	100

Par contre, la crise actuelle constituant également une redistribution de la richesse à l'échelle internationale, le visage du monde en l'an 2000 s'en serait trouvé considérablement modifié. La fin du siècle aurait vu émerger du Tiers-Monde une catégorie de pays à forte croissance, dont certains, par leur superficie géographique ou leur population, auraient eu des dimensions continentales : Brésil, Mexique, Corée du Sud, les pays de l'Asie du Sud-Est, certains pays pétroliers.

Toujours d'après ce rapport prospectif, ces pays en voie d'industrialisation rapide auraient contribué à ce que la frontière entre pays développés et Tiers-Monde s'estompe considérablement : en l'an 2000, les pays occidentaux (OCDE) n'auraient plus représenté au maximum que la moitié de la production intérieure brute mondiale, contre 62% en 1975 (voir tableau). Au contraire, le Tiers-Monde aurait représenté un tiers de cette production, contre 22% en 1975, et les pays de l'Est 18 à 20%, contre 16% en 1975.

En l'an 2000, le revenu par tête des Japonais aurait été probablement plus élevé que celui des Américains et certainement supérieur à celui des Européens de l'Ouest. Les pays d'Europe de l'Est auraient atteint un niveau de vie comparable au nôtre, ce qui n'aurait pas manqué d'affecter le fonctionnement même de leurs institutions politiques, dans le sens d'un appel de leurs populations à une plus grande libéralisation, comme cela s'est manifesté en Pologne.

Ainsi se présentait l'un des visages possibles du monde en l'an 2000, dans l'hypothèse où les pays occidentaux réussissaient à traverser la crise sans être dépassés par les troubles sociaux ou sans plonger dans les tentations guerrières. Ce scénario semble aujourd'hui pour le moins compromis : nous pouvons effectivement penser que c'est dans cette direction qu'inexorablement le monde est en train d'évoluer, mais le retard pris du fait de la crise empêchera certainement que de telles prévisions se réalisent d'ici l'an 2000.

C'est que, comme l'indiquaient les auteurs du rapport de prospective d'« Interfuturs », ce scénario optimiste supposait que les pays développés continuassent à coopérer entre eux, c'est-à-dire que les obstacles aux échanges économiques fussent abaissés et que les problèmes cruciaux fussent traités de façon concertée. Il supposait également qu'au sein même des sociétés développées, un consensus social fût maintenu pour une croissance forte, les adaptations nécessaires étant acceptées par les travailleurs. Enfin, le maintien de la coopération entre pays occidentaux devait permettre une intégration

progressive Nord-Sud, les échanges économiques entre pays développés et pays en voie de développement avant tendance, à s'approfondir, avec une aide concertée du Nord au Sud.

La persistance de la crise économique, neuf ans après le premier « choc pétrolier », l'évolution actuelle de la production intérieure brute mondiale obligent à corriger à la baisse ces prévisions optimistes, ce qui indique bien que leurs conditions de réalisation n'ont pas pu être remplies. Les tensions sociales actuelles en Europe, les tensions internationales qui se sont fait jour depuis que l'Union Soviétique est intervenue en Afghanistan et a pesé de tout son poids pour qu'échouent les tentatives de démocratisation en Pologne, depuis aussi que l'invasion du Liban par Israël a relancé la guerre au Proche-Orient, semblent indiquer que les risques de rupture sont importants. L'évolution des événements nous contraint donc à envisager pour l'avenir du monde des scénarios moins optimistes.

Analysons pour commencer les facteurs qui risquent d'empêcher que le monde sorte indemne de la crise. Ils sont essentiellement de deux ordres, qui peuvent être liés : 1/ les troubles sociaux à l'intérieur des sociétés développées et 2/ les troubles internationaux pouvant dégénérer en guerre.

Les risques sociaux

Les conflits sociaux au sein des sociétés développées constituent le facteur de rupture le moins évitable en apparence. Il est douteux qu'aucun pays développé puisse réaliser un consensus social autour d'une croissance forte rétablie à son niveau d'avant la crise. Les populations des pays développés opposeraient des résistances aux adaptations structurelles qu'un retour à une telle croissance demanderait. La sévérité des politiques énergétiques nécessaires ne serait pas supportée. Les gouvernants auraient des difficultés à maîtriser l'inflation, le chômage dans les branches industrielles sacrifiées et le déficit du commerce extérieur. L'évolution des valeurs diviserait la société, etc.

Pourtant, bien que les risques de conflits entre groupes sociaux soient sérieux, ces conflits n'entraîneraient pas nécessairement une rupture dans la croissance économique. Les difficultés sociales, en retardant les adaptations structurelles, freinent l'expansion économique sans forcément l'arrêter. Il est donc parfaitement possible d'imaginer un scénario dans lequel les antagonismes entre groupes sociaux déboucheraient sur un consensus social, discuté ou imposé,

en faveur, non plus d'une croissance rapide, mais d'une « nouvelle croissance », plus modérée.

En pratique, du reste, c'est cette formule qui a été adoptée dès le début de la crise au sein des sociétés développées. En France, par exemple, les conflits sociaux sont traditionnellement nombreux mais n'ont pas encore conduit à des troubles généralisés. Comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la panoplie des couvertures sociales existantes (sécurité sociale, allocations chômage, conventions collectives, etc.) nous a prévenus dans un premier temps contre une telle généralisation. On peut considérer que l'arrivée des socialistes au pouvoir en France est la traduction politique d'une volonté générale de régler les problèmes sociaux actuels par la concertation, plutôt que de les voir, comme on a pu le voir à certains moments en Italie ou en Grande-Bretagne, dégénérer dans la violence. C'est l'une des raisons qui me font dire que l'arrivée des socialistes au pouvoir en France, comme du reste dans d'autres pays d'Europe depuis 1981, avait quelque chose d'inéluctable.

Par contre, les systèmes de couverture sociale existants ou mis en place depuis le début de la crise, ainsi que l'influence de l'opinion publique, contraignent le patronat et les gouvernements occidentaux, quelles que soient leurs couleurs politiques, à tempérer leurs efforts de restructuration industrielle. Personne ne supporterait l'inflation, le chômage et la réduction du niveau de vie des travailleurs qu'impliquerait une croissance forte rétablie à son niveau des années 60.

Le tableau montre que les rédacteurs du rapport d'« Interfuturs » estimaient qu'un scénario de croissance modérée (scénario 2) aurait malgré tout permis un triplement de la production mondiale en l'an 2000, par rapport à son niveau de 1975, et un doublement du revenu par tête, si les pays développés étaient arrivés à maintenir entre eux une gestion collégiale de leurs intérêts et de leurs divergences malgré les troubles sociaux possibles en leur sein. Ainsi, l'image qu'aurait offert le monde dans vingt ans n'aurait pas été différente, sur le fond, de ce qu'elle aurait été en cas de croissance plus forte.

Les conflits sociaux, qui peuvent être résolus au fur et à mesure qu'ils apparaissent du fait d'institutions régulatrices existantes, ne sont donc pas nécessairement un facteur de risque pour la croissance ou, simplement, pour l'équilibre des sociétés développées, puisqu'on eux-mêmes, ils autorisent malgré tout un scénario théorique de croissance modérée. Par contre, la nécessité dans laquelle se

trouvent les gouvernements nationaux de garantir la cohésion sociale à l'intérieur les contraignent à se montrer plus fermes dans leurs relations économiques et politiques avec l'extérieur. Le gouvernement socialiste français, par exemple, dont le projet est de rétablir la croissance en relançant la demande de consommation intérieure, se trouve du même coup obligé de protéger les entreprises nationales contre la reprise des importations. Ce qu'il ne peut faire qu'en élevant les barrières douanières nationales ou en négociant avec ses partenaires européens une élévation des barrières communes de la CEE.

Illustrations de ces problèmes commerciaux : l'échec de la réunion des pays signataires du GATT à Genève en novembre 1982 ; du côté européen, ce sont les réticences à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun, c'est aussi la guerre du matériel vidéo et hi-fi entre Européens et Japonais ; du côté des États-Unis, c'est le blocage des importations d'acier européen et les attaques répétées contre le système de subventions aux produits agricoles européens institué par le Marché Commun. Pour ne citer que les exemples les plus connus du public.

Il se trouve par conséquent que même ce scénario de croissance modérée est frappé par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les pays développés, du fait de la pression de leurs opinions publiques nationales, de réaliser cette gestion collégiale (baisse des obstacles aux échanges, concertation sur les problèmes importants) qui est une condition de l'approfondissement des échanges économiques et de la spécialisation internationale. Les pays occidentaux sont donc moins menacés par leurs conflits sociaux à l'intérieur que par leurs difficultés à s'entendre entre eux, difficultés qui peuvent aller, comme je vais essayer de le montrer, jusqu'à la guerre.

Le déclin américain

Les relations entre pays occidentaux et pays de l'Est semblent être entrées dans une nouvelle phase de tension. Depuis le début de la crise économique, les États-Unis dénoncent ce qu'ils considèrent comme un double jeu de la part des Soviétiques : ceux-ci veulent négocier pour un désarmement coordonné des deux Grands, mais profitent de la Détente pour étendre leur hégémonie sur un nombre toujours plus important de pays : en Asie et en Afrique en particulier.

On aurait cependant tort de croire que cet antagonisme renouvelé entre l'Est et l'Ouest résume la situation internationale actuelle, qui est beaucoup plus complexe. Assurément, l'Union Soviétique profite des faiblesses de l'Occident pour avancer ses pions où elle peut. Mais cette attitude, qui est locale lorsqu'on considère la dimension de la planète, ne rend pas entièrement compte des antagonismes nouveaux et véritables qui se font jour dans le monde et qui vont conditionner les vingt prochaines années et même le début du troisième millénaire. Au contraire, l'opposition USA-URSS ne fait que masquer la réalité de la situation économique et politique mondiale. Malgré les apparences, nous ne pouvons plus raisonner aujourd'hui avec des idées qui datent de la Guerre Froide : les deux super-Grands ne détiennent plus, comme autrefois, les clés de l'avenir du monde.

Quelle est réellement la situation actuelle ? Une des données en est certainement le déclin américain. De la fin de la guerre du Vietnam jusqu'à la fin de l'affaire des otages de l'ambassade des États-Unis à Téhéran, les Américains ont semblé chercher à se libérer de leurs engagements vis-à-vis des pays asiatiques et africains du Tiers-Monde pour n'avoir plus à concentrer leurs efforts économiques et militaires que sur le seul continent américain (Amérique du Nord et Amérique du Sud). Ce repli a été particulièrement sensible au Moyen-Orient, où les États-Unis ont cherché, avec les accords de Camp David, à régler le contentieux israélo-arabe en hâtant une paix séparée entre Israéliens et Égyptiens sans proposer de solution au problème de fond, à savoir celui de l'existence et de la reconnaissance mutuelle de l'État israélien et d'un État palestinien. De la même façon, les Américains ont retiré leur soutien au Shah d'Iran, qui était pourtant leur représentant le plus fidèle et le mieux armé dans la région. Ils n'ont même pas su (ou voulu) ménager de solutions de transition qui eussent évité à ce pays le chaos dans lequel il a sombré depuis. L'affaire de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran consacrait d'ailleurs le déclin des États-Unis sur la scène internationale.

Assurément, ce repli a laissé pendant un temps un vide dont l'Union Soviétique a profité en prenant pied en Afrique et en Asie du Sud-Ouest. Au point qu'on a pu justifier les interventions militaires de la France en Afrique à l'époque du président Giscard d'Estaing en laissant entendre que notre pays devait y accomplir désormais le travail que les États-Unis ne voulaient plus prendre en charge.

La prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran a aussi été le point de départ d'un retournement de la politique extérieure de Washington, en partie sous la pression d'une opinion publique américaine que l'évènement avait considérablement comotionné. Depuis l'arrivée du président Reagan à la tête du pays, le gouvernement américain semble réagir et vouloir regagner le terrain perdu. Contrairement à ce qui s'est pratiqué sous la présidence Carter, la politique internationale des États-Unis est maintenant celle d'une présence économique et militaire tous azimuts. Mais ce sur-saut politique ne doit pas cacher que les difficultés économiques des États-Unis demeurent : le budget militaire américain pour 1982-83 voisine les 100 milliards de dollars dans un budget d'ensemble en régression, avec seulement 5% d'inflation mais 11 millions de chômeurs. Par ailleurs, l'appui presque inconditionnel du gouvernement américain à des solutions de type militaire empêche la recherche de compromis négociés et ne contribue guère au rétablissement de l'image de marque internationale des États-Unis.

Le conflit au Sahara Occidental nous en donne un exemple parmi d'autres. Les clés de ce problème régional sont entre les mains des seuls pays de la région et des pays occidentaux, en particulier la France et les États-Unis. L'appui que les guérilleros sahraouis ont trouvé auprès des Algériens, qui avec les Français ont les moyens d'inviter le Maroc à négocier, a permis jusqu'à présent d'éviter que les Soviétiques aient une quelconque prise sur le conflit. Or, le gouvernement Reagan a décidé de soutenir militairement et financièrement le roi du Maroc et cet appui n'est assorti d'aucune condition relative au problème du Sahara Occidental lui-même : les États-Unis fournissent leur aide au Maroc parce qu'il leur est allié dans un autre conflit, celui du Proche-Orient. Mais ce soutien inconditionnel permet au Maroc de faire l'économie d'une négociation pénible avec le Polisario, ce qui risque d'inciter ce dernier à chercher des appuis moins tempérés que ceux de l'Algérie, notamment du côté des Soviétiques, par Libyens interposés.

Dans le même ordre d'idées, il semble qu'Israël ait opté pour une politique plus dure dans le conflit qui l'oppose aux Palestiniens et aux pays arabes en général. L'annexion du plateau du Golan, la guerre du Liban risquent de n'être qu'un prélude à l'aventure, à savoir l'annexion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Si le gouvernement Begin poursuit dans la direction amorcée, les pays arabes « durs » auront à leur tour beau jeu de faire remarquer aux « modérés » qu'il n'y a décidément pas moyen de discuter avec les

Israéliens, même quand on leur fait des concessions, comme la « reconnaissance implicite » d'Israël par la Ligue Arabe. Les gouvernements des pays arabes modérés (Maroc en tête) peuvent même à cette occasion être menacés par leurs oppositions internes, progressistes ou musulmanes intégristes, soutenues par les gouvernements de pays comme la Syrie ou l'Iran et qui leur reprocheront leur faiblesse à l'égard d'Israël et des États-Unis. Il n'est pas sûr que l'URSS ne tente pas de peser de son poids sur un tel processus pour tenter de récupérer une influence qu'elle a un peu perdue depuis le début de la guerre du Liban.

Point commun ou continuité de cette politique américaine apparemment contradictoire d'un président à l'autre : elle contribue à ce que se perpétuent les tensions internationales, notamment au Moyen-Orient. C'est que le désordre dans cette région ne nuit pas tant aux Américains qu'aux Européens, qui sont davantage dépendants que les États-Unis des fournitures de pétrole qui en proviennent. Et l'Europe, comme je vais essayer de le montrer dans les lignes qui suivent, n'est pas qu'un ensemble de pays alliés aux États-Unis au sein de l'OTAN et de l'OCDE : c'est aussi un concurrent économique et peut-être demain un concurrent politique sur la scène internationale.

Le déclin américain sur la scène diplomatique et militaire internationale de 1974 à 1980, puis la reprise économiquement coûteuse d'une politique internationale agressive depuis 1981, sont deux moments de la politique américaine, mais ce sont aussi deux aspects d'une même réalité, à savoir la régression de fait du poids économique et politique des États-Unis dans le monde. Rappelons que les experts d'« Interfuturs » prévoyaient, dans l'hypothèse où aucune guerre généralisée ne viendrait modifier les données du problème, que les pays occidentaux ne représenteraient plus en l'an 2000 que la moitié au maximum de la production intérieure brute mondiale contre 62% en 1975. Or, au sein même des pays occidentaux, ce seraient les États-Unis qui, du fait de l'essoufflement de leur productivité, auraient été promis à la réduction la plus sensible de leur part dans la production mondiale. Alors que les États-Unis et le Canada représentaient encore près d'un tiers de cette production en 1975 (28,7% pour les USA et 2,7% pour le Canada), ils n'en auraient représenté sans doute plus qu'un cinquième en l'an 2000.

Les Américains garderont, dans tous les cas de figure envisagés par les futurologues, l'un des niveaux de vie les plus élevés du monde en l'an 2000. Mais l'industrialisation du Tiers-Monde, l'ac-

cès progressif des pays de l'Est au concert des pays développés, la productivité supérieure de pays tels que le Japon et l'Allemagne sont autant de facteurs qui, s'ils ne réagissent pas rapidement, contribueront dans les vingt ans à diminuer leur poids relatif en tant que nation.

Ce déclin des États-Unis est certainement le principal agent d'une guerre possible dans les vingt ans qui viennent et peut-être même d'ici 1985. L'Histoire montre en effet que, depuis que les guerres aux dimensions universelles existent, c'est-à-dire depuis la Révolution Française et Napoléon, c'est toujours le déclin d'une grande nation qui provoque la guerre. En effet, une nation ayant assuré dans le passé une hégémonie de quelque sorte ne tolère pas que cette hégémonie lui soit disputée par une nation montante et trouve dans la guerre contre ce nouveau concurrent le seul moyen de répondre à sa faiblesse économique du moment. Ainsi, les guerres révolutionnaires et napoléoniennes ont-elles été essentiellement une lutte d'influence menée par la France, première puissance européenne sous l'Ancien Régime, contre l'Angleterre, que son dynamisme commercial et sa révolution industrielle préparaient à dominer l'Europe du XIX^e siècle. De même, les deux guerres mondiales ont été menées par la nation allemande, dont l'économie était en crise, d'abord contre ceux de ses voisins qui profitaient d'un empire colonial à son apogée (France et Angleterre, au cours de la première guerre mondiale), puis essentiellement contre la puissance capitaliste montante après 1918, à savoir les États-Unis (au cours de la seconde guerre mondiale).

Nous devons reconnaître que la logique des comportements politiques nationaux réclame que les États-Unis concentrent tous leurs efforts dans une lutte farouche contre leurs nouveaux concurrents, ceux qui sont le plus susceptibles de prendre la place que leur déclin permet de convoiter.

L'ennemi semble alors tout désigné : l'Union Soviétique. Mais ce qui peut surprendre, précisément, c'est que les Soviétiques ne sont pas, dans cette course à l'hégémonie mondiale, les mieux placés dans les prévisions que l'évolution de l'économie internationale, toujours sauf hypothèse de guerre, permet de dessiner.

Crises à l'Est

L'Union Soviétique semble profiter de la crise en Occident pour étendre son influence dans le Tiers-Monde. Depuis 1974,

l'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, l'Éthiopie, le Laos, le Mozambique, le Sud-Vietnam et le Sud-Yémen sont passés sous le contrôle plus ou moins direct des Soviétiques, ce qui représente une population totale de cent millions d'habitants. L'invasion de l'Afghanistan a réactualisé les menaces d'intervention directe de l'URSS dans la région du Golfe Persique. L'Arabie Saoudite, principal fournisseur de pétrole du monde occidental et, en particulier, de l'Europe est cernée de toutes parts, soit par des pays sous influence soviétique (Éthiopie et Sud-Yémen), soit par des régions déstabilisées par les conflits (guerre israélo-arabe, guerre irano-irakienne, guerre du Dhofar dans le sultanat d'Oman, contentieux non réglé entre le Nord et le Sud-Yémen). Si l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats du Golfe passaient demain sous contrôle soviétique, l'URSS commanderait directement les approvisionnements pétroliers de l'Europe et du Japon.

Par ailleurs, l'Union Soviétique a, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, régulièrement consacré à ses dépenses militaires une part bien plus importante de sa production intérieure que n'importe quel pays occidental. La progression régulière de ces dépenses militaires assure l'URSS de détenir sur les États-Unis en 1985 la supériorité nucléaire, une écrasante supériorité au sol et au moins l'égalité sur mer. Même si les États-Unis trouvent le temps de réagir d'ici là, les Soviétiques conserveront une supériorité militaire nucléaire et conventionnelle dans une région importante au moins : l'Europe.

Poussés par la logique expansionniste qui est celle de tout État, qu'il soit capitaliste ou communiste, et animés par leur idéal d'un socialisme universel commandé de Moscou, les Soviétiques ne peuvent qu'être tentés de jouer à la fois de leur supériorité militaire en Europe et des troubles qu'ils peuvent susciter au Moyen-Orient et en Afrique pour étendre leur hégémonie sur toutes ces régions.

Cependant, il convient de ne pas minimiser un fait : c'est que les pays de l'Est souffrent eux aussi de la crise économique actuelle et qu'à cette crise s'ajoutent une crise de société et, en Union Soviétique, les prémisses d'une rupture dans les équilibres démographiques sur lesquels repose la Fédération.

Les politiques économiques nationales menées par les gouvernements des pays de l'Est reposent sur la priorité donnée au développement de la production industrielle, développement que ces gouvernements encouragent notamment en lui assurant un marché intérieur protégé, c'est-à-dire en soutenant la demande de consom-

mation intérieure et le pouvoir d'achat des consommateurs par la garantie des revenus et du travail et par le blocage des prix, les importations en provenance de l'étranger étant par ailleurs sévèrement contrôlées.

Ces politiques n'ont pu manquer d'avoir jusqu'à présent un effet inflationniste, comme c'est le cas de toute politique de croissance, la production ayant toujours du mal à s'adapter à la demande de consommation. Cet effet a été redoublé dans le cas des pays de l'Est par la priorité donnée à la production de biens de production (machines-outils, véhicules utilitaires, etc.) sur celle des biens de consommation pour lesquels il y avait demande pressante. Les prix étant bloqués, ces décalages inflationnistes entre offre et demande ne se sont pas traduits par des hausses de prix, comme en Occident, mais par l'allongement des files d'attente devant les magasins.

Cette distorsion entre structures de production et demande de consommation a aussi été aggravée par la part importante de leur produit intérieur que ces pays consacrent aux dépenses militaires, alors même que ce produit est moins élevé que celui des pays occidentaux. La logique qui veut qu'on ne peut fabriquer davantage de canons qu'en produisant moins de beurre a abouti à ce que certains de ces pays connaissent de véritables crises de pénurie. La Pologne en a été en 1970 et en est à nouveau l'exemple le plus frappant, mais un pays comme la Roumanie, par exemple, connaît actuellement les mêmes difficultés économiques.

La crise économique internationale a bien sûr frappé de plein fouet ces économies déjà fragiles. En effet, les pays de l'Est entretiennent des relations commerciales avec les pays non-communistes. Ils sont de ce fait, eux aussi, intégrés dans les échanges marchands internationaux et ont à subir, à travers les produits qu'ils importent, l'inflation qui sévit depuis 1974 au niveau international.

Cette crise économique n'empêche pas que les pays de l'Est ont su, depuis la fin de la dernière guerre, développer considérablement leur potentiel industriel. Mais le niveau de développement économique qu'ils ont atteint les met précisément en présence de choix nouveaux et ces choix sont politiques.

Tout d'abord, les crises de pénurie qui manifestent la distorsion existant entre structures de production et demande de consommation mettent aujourd'hui les dirigeants des pays de l'Est en demeure de choisir entre relancer la production des biens de consommation (en renonçant du même coup à certaines dépenses militaires) ou poursuivre la politique de défense suivie jusqu'à présent,

ce qui suppose qu'on accepte les risques de tension sociale impliqués par la pénurie et qu'on pousse cette politique jusqu'à la militarisation complète de la société pour prévenir les troubles sociaux, sur le modèle de l'« état de guerre » qui sévit en Pologne depuis le 13 décembre 1981.

À ce dilemme s'ajoute par ailleurs le problème du choix de société. Le développement économique des dernières décennies a entraîné une modification des structures sociales dans les pays de l'Est. Celles-ci sont plus complexes, les rôles et les fonctions socio-économiques sont plus nombreux, plus spécialisés, davantage interdépendants. Des catégories nouvelles de cadres et de travailleurs hautement qualifiés prennent conscience du pouvoir que leur donne le fait de n'être pas aussi interchangeables que des manœuvres ou des préposés aux écritures. Ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie en 1968 et en Pologne en 1970 et depuis 1980 est l'indice qu'une part croissante de la population des pays de l'Est devrait dans l'avenir faire pression sur leurs institutions politiques pour que celles-ci rendent compte de ce pluralisme socio-économique grandissant.

Que les expériences tchèques et polonaises aient été écrasées, cela est seulement la marque de leur prématurité d'un point de vue historique, pas de leur impossibilité : la Pologne et la Tchécoslovaquie, régions de vieilles traditions industrielles dès avant leur capture dans l'orbite soviétique, ont atteint un niveau de développement économique relativement élevé et complexe avec plusieurs années d'avance sur l'URSS et ont été handicapées dans leurs essais de traduction politique de ces changements par l'incompréhension d'un « grand-frère » soviétique qui ne ressent pas encore à l'intérieur de ses propres frontières les effets sociaux de sa révolution industrielle.

La démocratie est une denrée rare : peu de pays peuvent se targuer d'en profiter. Historiquement, c'est un phénomène récent et limité. Cependant, ce n'est pas un accident : c'est bien l'effet, à un moment donné, de l'évolution des forces productives d'un pays et là où elle doit apparaître, ce n'est pas seulement parce qu'elle a été rendue possible, c'est qu'elle est inévitable parce que socio-économiquement conditionnée. Il faut encore aux pays d'Europe de l'Est comme la Pologne attendre que l'Union Soviétique atteigne le niveau de vie à partir duquel il semble que le pluralisme démocratique devienne une condition politique nécessaire à la poursuite du déve-

loppement socio-économique¹⁰. Mais si les pays de l'Est sont appelés dans quelques décennies à rejoindre le niveau de revenu intérieur brut par tête des pays d'Europe occidentale, il est impossible que cela ne se traduise pas dans le même temps par des formes d'harmonisation entre systèmes politiques européens à l'Est et à l'Ouest. Ainsi, le choix politique qui consisterait à militariser à outrance pour prévenir les demandes de mieux-vivre au sein de la population est lui-même condamné d'avance.

En sus de ces difficultés économiques et politiques que connaissent tous les pays de l'Est, une menace plus particulière pèse sur l'Union Soviétique elle-même : celle d'une crise majeure dans les équilibres démographiques sur lesquels reposent ses institutions. Les dirigeants de l'Union sont en majorité slaves (russes blancs), comme l'étaient les dirigeants de la Russie tsariste : les Soviétiques reprennent en ceci l'héritage des tsars et les Chinois, en particulier, ne se privent pas de présenter l'URSS comme la prolongation au XX^e siècle, sous des formes de république fédérative qui ne sont qu'un leurre, du dernier des grands empires coloniaux, celui que les Russes d'Europe exercent sur l'Asie centrale et septentrionale.

Or, l'Asie centrale soviétique est formée par des républiques qui ont gardé une très forte identité musulmane. Hélène Carrère d'Encausse a souligné dans un livre récent les problèmes que pose à l'Union Soviétique la croissance démographique de ces républiques musulmanes, qui est nettement plus forte que celle des républiques slaves¹¹. En l'an 2000, l'URSS comptera cent millions de musulmans qui auront conservé une certaine distance vis-à-vis des dogmes léninistes, qui puisent à une source culturelle différente de la leur. Dès 1985, la majorité des jeunes entrant dans la vie active seront des non-Russes. La majorité de la population active de l'URSS sera de race jaune en l'an 2000 et les dirigeants slaves de l'Union frissonnent à cette perspective : l'armée rouge sera en majorité jaune dans quelques années. De plus, tous ces facteurs n'auront pas manqué d'encourager la Chine à redoubler ses pressions en Sibérie.

Ces éléments nous invitent à nuancer nos jugements lorsqu'il est question de l'expansionnisme soviétique et de la position des pays de l'Est dans la crise internationale. Empêtrés dans leurs problèmes économiques et sociaux, les pays de l'Est ne constituent pas

10. Voir par exemple Roger-Gérard Schwartzenberg, *Sociologie politique*, Ed. Montchrestien, Paris, 1971.

11. Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire éclaté : les révoltes des nations en URSS*, Flammarion, Paris, 1978.

un concurrent économique sérieux des USA à l'horizon de l'an 2000. Ce ne sont pas eux, en tout cas, qui menacent les États-Unis dans leur hégémonie sur le monde de demain : les spécialistes estiment que les pays de l'Est dans leur ensemble ne représenteront, toujours en l'an 2000, qu'au plus un cinquième de la production intérieure brute mondiale (voir tableau précédent). Leur part dans la production mondiale serait donc comparable à celle de l'Amérique du Nord dans le meilleur des cas, mais resterait un peu inférieure. Ils n'auraient pas non plus, de ce même fait, les moyens de soutenir un effort de guerre durable en cas de conflit mondial. Ils ne sauraient donc en eux-mêmes être l'agent offensif, ou simplement l'enjeu, d'un antagonisme guerrier entre l'Est et l'Ouest dans les vingt ans qui viennent.

Par contre, leurs difficultés internes les rendent fragiles, susceptibles d'être manipulés et entraînés dans un conflit qu'ils n'auraient pas véritablement souhaité. Sous la pression de leurs populations, les pays de l'Est sont tentés depuis quelques années de faire le pas vers une société communiste économiquement développée, c'est-à-dire d'entrer enfin dans l'ère de la consommation. Mais ce choix impliquerait aujourd'hui qu'on produise plus de beurre et moins de canons. Les dirigeants soviétiques adressent aux occidentaux des appels à la détente qu'on peut estimer sincères de ce point de vue. Mais ils ne peuvent se résigner à découvrir militairement leurs flancs : dès le début de la révolution de 1917, l'Union Soviétique a dû subir l'hostilité des pays occidentaux et vit depuis sur une forme de délire paranoïaque d'encerclement ; désarmer, ce serait se livrer sans défense, sans contrepartie garantie à l'intégration progressive dans les circuits capitalistes internationaux, ce serait trahir aussi la vocation de l'URSS comme défenseur armé des régimes progressistes du Tiers-Monde, ce serait renoncer à sa position de super-Grand dans le monde. Les dirigeants soviétiques sont vieux, ils ne peuvent penser le monde autrement qu'en termes d'affrontement hostile entre bloc communiste et bloc capitaliste. Le moindre regain de tension ne peut alors que leur donner raison et les contraindre à choisir l'alternative qu'ils jugent la moins « risquée » : dépasser la crise par une militarisation à outrance de l'économie et de la société au risque de devoir aller jusqu'à la guerre.

L'invasion de l'Afghanistan, la répression en Pologne peuvent alors se comprendre comme l'effet d'une nécessité vitale pour l'Union Soviétique : celle d'enrayer par la force, d'une part les risques de contagion du réveil islamique actuel aux républiques

soviétiques musulmanes voisines de l'Iran, de l'autre les risques de démocratisation en Europe orientale qui laisserait s'exprimer librement les demandes populaires de mieux-vivre et contraindraient les gouvernants des pays de l'Est à démilitariser unilatéralement, menaçant ainsi d'éclatement le bloc communiste tout entier sous son aspect actuel.

Le problème des gouvernants de quelque pays que ce soit est d'asseoir leur pouvoir sur les hommes. Or, le pouvoir est la donnée de deux éléments qu'on peut a priori distinguer du point de vue de l'analyse, bien qu'ils soient dans les faits très intriqués, à savoir : 1/ la puissance et 2/ la légitimité¹². Exercer le pouvoir, c'est bien sûr faire usage de la puissance, c'est-à-dire, en schématisant, manier le bâton ou la carotte selon les cas, contrôler les ressources, les moyens de production, le territoire d'un pays, par exemple, en un mot : exercer une pression sur les besoins d'autrui (en les menaçant ou, au contraire, en promettant de les satisfaire) de façon qu'autrui satisfasse vos besoins propres. Mais aucun pouvoir ne peut durablement reposer sur ces seules bases de l'exercice « brut », en quelque sorte, de la puissance. Pour que des individus ou des peuples acceptent durablement une situation de dépendance ou de domination, il faut qu'ils en aient intériorisé les règles au point de s'empêcher eux-mêmes de les transgresser. Il faut que la puissance des gouvernants soit légitimée par les gouvernés eux-mêmes.

Les problèmes de la puissance et de la légitimité sont en fait étroitement liés dans l'exercice du pouvoir. L'établissement de la légitimité du pouvoir peut être posé comme la recherche d'un moyen supplémentaire de la puissance. Cela revient à dire que contrôler les hommes, ce n'est pas seulement contrôler les ressources, les moyens de production ou le territoire, c'est aussi contrôler les idées. Mais le besoin humain sur lequel il est fait pression dans ce cas est d'un autre ordre. La demande de légitimation que les gouvernants adressent aux gouvernés est une demande de reconnaissance, qui peut être ramenée en dernier ressort à une demande d'amour¹³. La notion de

12. J'emprunte cette distinction à Maurice Duverger. Cf. M. Duverger, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, PUF, Paris, 1955 (édition régulièrement mise à jour).

13. Cet élément généralement occulté de l'exercice du pouvoir est très bien analysé par Pierre Legendre. Cf. P. Legendre, *L'amour du censeur*, Seuil, Paris, 1974, et *Jouir du pouvoir*, Éditions de Minuit, Paris, 1976. Les ressorts et les incidences psychologiques du pouvoir sont aussi l'objet d'un travail d'équipe à l'Institut Européen de Psychologie de Strasbourg.

légitimation suppose l'existence d'un besoin humain particulier qui se satisfait de voir autrui satisfait.

Tout ceci pour dire que s'ils pouvaient choisir, les dirigeants soviétiques le feraient certainement dans le sens de la paix et de la prospérité qui seraient nécessaires au développement d'une société communiste évoluée, telle qu'ils la promettent depuis plus de soixante ans. L'évolution des sociétés occidentales depuis la fin de la dernière guerre montre bien que la « société de consommation » est le meilleur moyen de réaliser cet élément de l'exercice du pouvoir qu'est le contrôle des idées : la satisfaction d'un grand nombre de besoins et la promesse que fait ce type de société de satisfaire un jour les besoins qui ne le sont pas encore réalisent un consensus social autour du maintien de son fonctionnement.

Concevoir l'Union Soviétique comme un monstre menaçant appelle donc deux remarques :

1/ Les difficultés économiques et sociales actuelles en URSS ne mettent pas les Soviétiques en position d'inquiéter sur ce terrain les États-Unis et les Occidentaux en général avant l'an 2000.

2/ Même si l'URSS pouvait se débarrasser de ces difficultés et représenter dans les années qui viennent une puissance économique comparable à celle des États-Unis ou de l'Europe en termes de revenus par habitant, cela n'en serait que préférable, car ce n'est pas tant la force des Soviétiques que leur faiblesse qui constitue un facteur de guerre : ce n'est que contraints par ces difficultés internes et persuadés qu'elles font peser une menace sur leurs institutions qu'ils seraient tentés de s'engager dans une guerre qu'ils n'ont au demeurant pas les moyens de soutenir durablement. Et s'il est bien vrai que la tension actuelle entre États-Unis et Union Soviétique comporte un risque réel de guerre, les véritables agents d'une telle guerre seraient à chercher ailleurs.

Europe contre États-Unis

En fait, ce que les vingt ans qui viennent nous offrent de remarquable, c'est que ce n'est pas de l'autre côté du rideau de fer, mais dans le camp même des pays occidentaux, au sein de l'OCDE et de l'OTAN que les Américains vont trouver leurs nouveaux rivaux sur la scène économique et politique internationale. Le tableau précédent montre que la forte productivité actuelle du Japon permettrait sans doute à ce pays, sauf hypothèse de guerre, de représenter en l'an 2000 10% de la production intérieure brute mondiale,

contre 6,8% en 1975. La part de l'Europe dans la production mondiale tend actuellement à baisser, comme celle des États-Unis, mais la productivité élevée de pays comme l'Allemagne permettrait malgré tout aux Européens de l'Ouest, dans le cas du scénario 2 envisagé plus haut, de représenter dans vingt ans encore 20% ou plus de cette production, contre 22,5% en 1975 (18,5% pour la CEE, 4% pour le reste de l'Europe occidentale). En d'autres termes, si les États-Unis acceptent de jouer le jeu de l'entente entre pays de l'OCDE, l'Europe occidentale prise comme un tout pourrait représenter en l'an 2000 un poids économique égal ou supérieur à celui des États-Unis ! Les Européens, malgré un niveau de vie qui resterait matériellement inférieur à celui des Américains, concurrenceraient sérieusement les États-Unis sur la scène économique et politique mondiale.

L'hypothèse que je pose dans ce livre et que je vais essayer de justifier au long des pages qui suivent, c'est que les États-Unis ne peuvent logiquement renoncer à la domination qu'ils ont jusqu'à présent exercée sur le monde. Il est possible aux Américains d'accepter l'idée de ne plus représenter en l'an 2000 qu'un peu plus de 20% de la production intérieure brute mondiale, à condition que cette réduction de leur poids économique relatif ne modifie pas leur position dominante. En effet, il importe peu que les pays de l'Est puissent représenter un poids économique comparable à celui des USA à ce moment-là, dans la mesure où un tel scénario admet aussi que les pays occidentaux dans leur ensemble continueront à peser pour moitié dans la production mondiale (voir tableau) : si les États-Unis peuvent encore espérer orienter dans l'avenir la politique internationale de ces pays occidentaux, ils sont assurés de pouvoir conserver, par leur intermédiaire, leur hégémonie sur le monde.

Mais c'est précisément cette position dominante au sein de l'OCDE qui est aujourd'hui remise en question. En 1975, les États-Unis et le Canada représentaient plus de la moitié de la production intérieure brute des pays occidentaux. Ils n'en représenteront sans doute plus que 40% en l'an 2000 si les choses continuent à évoluer de la même façon, contre près de 40% également pour l'Europe de l'Ouest et 20% pour le Japon. Si on ajoute que le revenu par tête des Américains pourrait certainement avoir été dépassé, à ce moment-là, par celui des Japonais et, peut-être, par celui des Allemands, on se rend compte que la logique économique qui a jusqu'à présent été celle des États-Unis (la logique de la rentabilisation de capitaux qui ignorent les frontières) est en train de se retourner

contre eux et les conduit à un déclassement progressif de leur position au sein de l'OCDE, donc à une perte de leur hégémonie internationale.

Dès lors, il est logique de supposer que les États-Unis feront tout ce qui est en leur pouvoir pour conserver cette hégémonie qui est en train de leur échapper. Logiquement aussi, il faut supposer que ce sont des moyens extra-économiques qui seront utilisés pour maintenir cette position hégémonique, puisque l'économie fonctionne en ce moment contre eux. Le type de ces moyens extra-économiques, c'est la guerre. Et l'on sait que les États-Unis sont bien armés de ce côté, alors qu'Européens et Japonais seraient incapables, à l'heure actuelle, d'assurer leur défense contre eux.

Mais il n'est pas nécessaire aux États-Unis d'aller jusque-là pour modifier les données du problème qui se pose à eux. En effet, sans aller jusqu'à provoquer un conflit mondial qu'il leur serait difficile de justifier auprès de leur propre opinion publique si ce conflit est mené contre des pays en principe alliés (au sein de l'OTAN), les États-Unis ont intérêt à susciter une situation de tension internationale qui modifierait en leur faveur les données économiques internationales.

Examinons certains aspects de la politique internationale actuelle des États-Unis. La politique énergétique du gouvernement américain est orientée exclusivement vers la défense des intérêts immédiats des seuls États-Unis : les Américains achètent leur pétrole au prix fort, provoquant ainsi une poussée des prix à la hausse qui empêche les pays occidentaux moins riches (Europe, Japon) d'acheter leur pétrole importé à des prix raisonnables ; les États-Unis préfèrent absorber cette augmentation de leurs coûts de production plutôt que de participer à une politique internationale d'économies d'énergie en vue de gérer rationnellement le patrimoine mondial des matières premières énergétiques.

La politique de dépréciation du dollar, menée jusqu'au début de 1981 par la Présidence et la Banque Fédérale de Réserve, a contribué à amplifier et à généraliser rapidement l'inflation dans le monde, les prix du pétrole et des matières premières étant formulés dans les contrats en dollars. Cette politique a permis aux Américains de payer leur pétrole dans une monnaie dépréciée, mais la déstabilisation qui en est résulté a aussi eu pour effet d'empêcher la conclusion d'accords de développement durables entre certains pays occidentaux importateurs de matières premières et des pays du Tiers-Monde demandeurs d'industrialisation. L'Europe et le Japon,

qui n'ont pas d'autonomie en matière d'énergie et de matières premières industrielles et qui auraient pu garantir leurs fournitures par de tels accords, ont été les premiers à subir les contrecoups de la politique américaine. Actuellement, la politique de taux d'intérêts élevés menée par le président Reagan pour freiner l'inflation et le déficit extérieur tend au contraire à revaloriser le dollar. Mais, sans arriver pour autant à ralentir l'inflation au niveau international, elle nous fait maintenant payer plus cher notre pétrole et nos matières premières, toujours libellés en dollars.

Depuis la chute du Shah d'Iran et l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, les États-Unis ont réussi à raviver en Occident le mythe de l'expansionnisme communiste et du terrorisme international manipulé depuis Moscou. Ce thème traverse en particulier dans tous ses développements le livre de Nixon dont j'ai parlé plus haut. Il permet aux États-Unis d'appliquer à l'Union Soviétique et à ceux qui sont considérés comme ses protégés un certain nombre de sanctions économiques qui ont la particularité de nuire aussi bien aux Européens et aux Japonais qu'aux pays de l'Est et du Tiers-Monde.

Au moment de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, les États-Unis ont demandé aux Européens et aux Japonais de s'associer à leurs mesures de rétorsion économique contre l'Iran, alors qu'ils savaient que ce pays était jusque-là l'un de nos principaux fournisseurs de pétrole avec l'Arabie Saoudite et que nous étions de ce fait davantage dépendants qu'eux à son égard. Au moment de l'invasion de l'Afghanistan, les États-Unis ont pu reprocher aux Européens d'avoir été moins fermes qu'eux, alors que l'Europe serait la première menacée en cas de tension grave entre l'Est et l'Ouest. Les sanctions économiques prises par les États-Unis contre l'Union Soviétique à la suite du coup d'état militaire en Pologne comprennent en particulier le blocage des transferts de technologie qui doivent permettre la construction du gazoduc entre l'URSS et l'Europe occidentale : cette mesure aura surtout pour effet de ralentir la réalisation d'un projet qui aurait dû assurer nos approvisionnements en gaz en provenance d'URSS. D'une façon générale, ces sanctions, en particulier celles qui portent sur les exportations de céréales en direction de l'URSS, ont pour résultat d'approfondir la crise économique dans les pays de l'Est et ne font de ce point de vue qu'accroître les risques de guerre entre l'Est et l'Ouest, risques qui menacent en tout premier lieu l'Europe.

Que se passera-t-il si la politique monétaire et la politique étrangère des États-Unis réussissent à déstabiliser gravement l'économie internationale ? Les projets de « nouvel ordre économique international », dont il était tant question il y a quelques années mais dont on parle de moins en moins, feront définitivement faillite. Les pays du Tiers-Monde, se heurtant à une impossibilité de s'entendre avec les pays occidentaux, seront tentés d'adopter une politique économique collective appuyée dans certains cas militairement par l'URSS, de nationaliser les actifs industriels occidentaux, d'élever les prix des matières premières qu'ils exportent, etc. Les pays occidentaux seront contraints de resserrer leur coopération autour des États-Unis et de libéraliser leurs échanges mutuels pour poursuivre entre eux une spécialisation économique internationale devenue impossible à l'échelle mondiale.

Ce scénario d'un futur possible a été envisagé par les rédacteurs du rapport d'« Interfuturs » (voir tableau, scénario 3). On peut imaginer qu'il serait extrêmement noir : la production intérieure brute mondiale et le revenu par tête mondial seraient considérablement ralentis dans leur progression. Mais, à en juger d'après les chiffres prévus par ce rapport, cette formule serait, à tout prendre, la meilleure pour les États-Unis. Le regroupement des pays occidentaux et leur isolement des sources de matières premières joueraient en faveur des Américains, qui disposent sur leur sol de ressources plus diversifiées que les Européens et les Japonais. À ce prix, les États-Unis conserveraient leur suprématie économique et politique au sein de l'OCDE, et leur revenu par tête resterait le plus élevé du monde. L'Amérique du Nord continuerait du reste à peser à elle seule pour un quart environ dans la production intérieure brute mondiale, alors que les autres scénarios ne lui promettaient qu'un cinquième en part de cette production.

La politique de tension Est-Ouest entretenue actuellement par les États-Unis s'explique donc en ce qu'elle permet à ces derniers de retarder l'avènement d'un monde multipolaire dans lequel les deux Grands ne seraient plus les seuls à discuter et à décider. Cet état de tension internationale est un élément qui échappe à la stricte logique des échanges économiques internationaux et qui, tout en n'allant pas jusqu'au conflit ouvert entre les deux superpuissances, renforce cependant la bipolarisation sur la scène politique mondiale.

À ce jeu, les Américains prennent un risque : celui d'entraîner effectivement les Soviétiques dans une guerre généralisée. Les États-Unis misent sur un scénario qui suppose la tension (Est-Ouest,

mais aussi Nord-Sud) mais pas la guerre. Cependant, les sanctions prises contre l'URSS et destinées à alimenter cette tension en y associant Européens et Japonais ont aussi pour effet d'aggraver la crise que traversent les pays de l'Est et de rendre un peu plus imprévisibles leurs réactions possibles.

Il faut admettre, d'ailleurs, que les Soviétiques ne font pas que subir ce jeu de la tension, car ils savent pouvoir en partie en profiter. Ce scénario va en effet dans le sens d'un accroissement possible de l'influence de l'URSS dans le Tiers-Monde. Comme semble l'indiquer la reprise de l'expansionnisme soviétique dans le monde depuis 1974, les pays de l'Est, affectés par la régression de leurs échanges économiques avec l'Occident, essaient de compenser cette perte par le développement de leurs échanges avec le tiers-monde. Le tableau (scénario 3) indique bien que, s'ils y parvenaient, leur part dans la production intérieure brute mondiale en l'an 2000 serait sans doute supérieure à ce qu'elle aurait été en l'absence de tension internationale (20 % contre 18%).

On peut donc estimer qu'il existe une sorte d'alliance objective entre les deux Grands pour accroître les tensions internationales, à la fois entre Est et Ouest et entre pays riches et pays pauvres, de façon à préserver ou à renforcer leur domination, sur le monde occidental en ce qui concerne les États-Unis, et sur l'Europe de l'Est et un cartel progressiste de pays du Tiers-Monde en ce qui concerne l'Union Soviétique.

Si ces tensions n'appellent pas en elles-mêmes la guerre, on ne peut cependant nier qu'elles y contribuent : car il suffit d'un grain de sable dans les rouages de ce jeu dangereux pour qu'il s'emballe sans possibilité d'être freiné. Or, des grains de sable, il y en a. Il y en a au moins un de taille : c'est l'Europe et, plus précisément, la France, seul pays du monde hormis les deux Grands à posséder une armée moderne équipée d'un matériel presque exclusivement de fabrication nationale !

Vers l'éclatement du monde

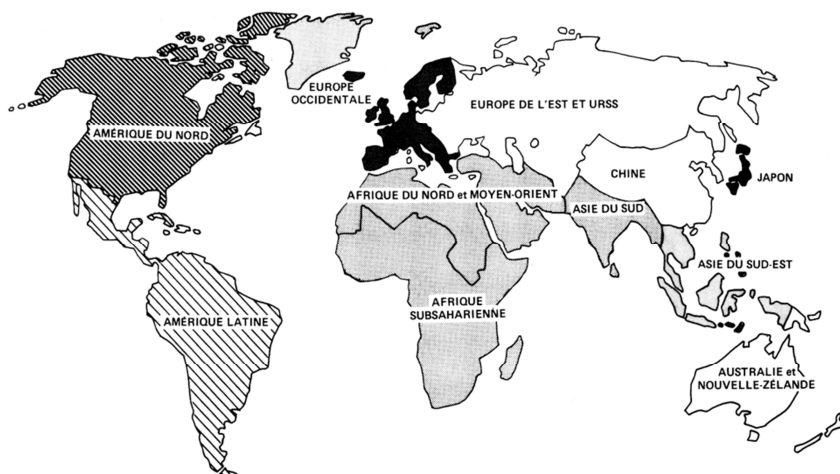
En effet, si nous nous reportons au tableau, nous devons admettre qu'économiquement, ni l'Europe ni le Japon ne peuvent tolérer qu'un scénario de tension internationale Est-Ouest ou Nord-Sud se réalise. Un tel scénario serait particulièrement catastrophique pour le Japon, qui verrait se briser net ses espoirs de croissance rapide et d'élévation spectaculaire de son niveau de vie. En l'an

2000, le revenu par tête des Japonais resterait inférieur à celui des Européens et, de moitié inférieur à celui des Américains. La part du Japon dans la production mondiale, au lieu de monter à 10%, tomberait à 5% (contre 8,6% en 1975). Quant à l'Europe occidentale, elle verrait son poids économique et son niveau de vie tomber en dessous de ceux des pays de l'Est.

Européens et Japonais ont donc un intérêt vital à contrecarrer la politique d'accentuation des rivalités Nord-Sud et Est-Ouest, politique qui semble devoir être celle des États-Unis et, peut-être, de l'Union Soviétique pour les prochaines années. Or, ils ne peuvent le faire qu'en rompant d'une certaine façon avec la logique à laquelle Américains et Soviétiques essaient de les soumettre : en particulier en proposant aux pays du Tiers-Monde des accords de coopération et de développement par régions qui constitueraient une sorte de « troisième voie » à égale distance des USA et de l'URSS.

Pour toutes les raisons précitées, qui opposent les intérêts des États-Unis à ceux de l'Europe et du Japon, il y a tout lieu de penser que, depuis le début de la crise et pour les vingt prochaines années, les pays développés ont en fait, sans le dire expressément, renoncé à s'entendre entre eux. À cela s'ajoute que, tôt ou tard, les opinions publiques des pays riches, supportant mal les adaptations structurelles nécessitées par la concurrence mondiale, vont contraindre leurs gouvernements à élever les barrières douanières pour protéger leurs entreprises en difficultés. Les pays développés tendent déjà actuellement à se regrouper en trois zones protégées : l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon, en même temps que se développent autour de chacun de ces trois pôles des relations Nord-Sud privilégiées comprenant des accords de coopération et de développement industriel entre producteurs et consommateurs de matières premières : l'Amérique du Nord avec l'Amérique Latine, le Japon avec les pays de l'Asie du Sud-Est et, dans une moindre mesure, avec l'Asie du Sud, l'Europe occidentale avec l'Afrique noire et l'Asie du Sud, avec une présence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

UN MONDE MULTIPOLAIRE



Le scénario 4 est celui de l'éclatement du monde occidental entre trois pôles : Amérique du Nord, Europe Occidentale et Japon. Des relations privilégiées Nord-Sud se développent autour de chacun de ces pôles : l'Amérique du Nord avec l'Amérique Latine, l'Europe avec l'Afrique et l'Asie du Sud-Ouest, le Japon avec l'Asie du Sud-Est.

Ce scénario, qui est également envisagé par les rédacteurs du rapport « Interfuturs » (scénario 4 dans le tableau déjà cité), serait moins catastrophique économiquement que celui d'une tension internationale Est-Ouest et Nord-Sud. Globalement, la production mondiale en l'an 2000 pourrait être presque triplée par rapport à son niveau de 1975, et le revenu par tête presque doublé. Par contre, les écarts régionaux entre pays développés s'accroîtraient.

En effet, l'Amérique du Nord et le Japon, associés à des pays du Tiers- Monde qui leur sont relativement bien complémentaires par les ressources qu'ils offrent, réussiraient mieux que l'Europe leur adaptation à ce nouvel état du monde. Associée à des pays pauvres, l'Europe serait, ici encore, la grande perdante, si elle ne joue que de ses seules capacités économiques : la part de l'Europe occidentale dans la production intérieure brute mondiale, comparable en l'an 2000 à celle des pays de l'Est, serait inférieure à celle des États-Unis ; le revenu par tête des Européens serait nettement inférieur à celui des Japonais et des Américains.

Les vingt années qui viennent s'annoncent donc difficiles pour les Européens. L'Europe est inquiétée par la montée économique du Japon et doit contrecarrer la politique étrangère des États-Unis qui menace à la fois les contrats de développement que les Européens pourraient passer avec certains pays du Tiers-Monde et la paix et la détente entre Est et Ouest en Europe même.

C'est pourquoi il est à craindre que l'Europe, et la France en particulier, ne soit tentée d'utiliser son potentiel diplomatique et militaire autant que ses capacités économiques : pour s'ouvrir en Afrique et au Moyen-Orient une « zone réservée » qui lui garantirait ses approvisionnements en matières premières industrielles et en énergie, et pour perturber, en Amérique Latine et en Asie, le fonctionnement des « zones » correspondantes de ses concurrents américains et japonais. Ainsi, sous cette lumière nouvelle, la politique africaine du président Giscard d'Estaing et la politique du président Mitterrand aussi bien au Moyen-Orient qu'en Amérique latine (soutien aux opposants progressistes aux régimes défendus par les USA), revêtent leur complète signification et, d'une certaine façon, révèlent leur continuité.

Cette « lumière » est encore crue, surprenante, sans doute discutable. Mais il faut considérer comme un fait que les nouvelles forces qui agitent le monde vont susciter avant l'an 2000 les antagonismes que nous ne soupçonnions pas il y a encore dix ans.

Dans vingt ans, si les États-Unis et l'Union Soviétique laissent courir l'évolution actuelle du monde, l'Europe peut accéder au concert des super-Grands et représenter un concurrent, certes moins brillant que le Japon ou les USA par son niveau de vie, mais, du fait d'une population plus importante, aussi pesant qu'eux ou davantage par sa production intérieure brute totale, c'est-à-dire par son poids économique dans le monde. Par ailleurs, la France et la Grande-Bretagne possèdent l'arme atomique, la France et l'Allemagne ont des projets communs d'armement, ce qui ne peut qu'éveiller chez les Américains et les Soviétiques la crainte d'une défense européenne indépendante à l'horizon de l'an 2000. Défense qui donnerait au poids économique de l'Europe sa pleine valeur politique.

C'est devant cette émergence politique de l'Europe que les Américains ne peuvent pas ne pas réagir, car elle signifie à terme leur déclassement comme puissance dominante en Occident et dans le monde. Je défends ici l'opinion que, si dans vingt ans les Européens ont réussi à organiser leur économie et leur défense, les États-Unis, dont le déclin économique actuel sera devenu patent,

seront acculés à défendre leur position dominante par une guerre ouvertement tournée vers l'Europe.

Les Américains le savent, au vu des rapports de prospective dont j'ai parlé et que j'ai moi-même utilisés, et ils savent aussi qu'une telle guerre ne se déroulerait pas dans les conditions militaires et diplomatiques les plus avantageuses pour eux, si précisément ils se trouvent être au creux de la vague à ce moment-là. C'est pourquoi, je défends aussi l'idée que les Américains pourraient être tentés de laisser dégénérer jusqu'au bout la tension qui s'est rallumée depuis quelques années entre l'Est et l'Ouest. En effet, tant qu'ils possèdent encore une marge de manœuvre économique et militaire importante, les États-Unis ont intérêt à pousser les Soviétiques à la guerre ouverte. Si cette guerre a lieu dans les cinq ans qui viennent, le sol des États-Unis bénéficierait des conditions stratégiques actuelles qui en font, comme nous le verrons plus loin, un « sanctuaire ». L'Europe serait par contre envahie par les troupes soviétiques et son économie désorganisée en profondeur. Les USA n'auraient donc plus à faire ultérieurement la guerre à l'Europe : il suffirait de laisser les Européens se débrouiller avec les Soviétiques, en attendant d'envisager de leur prêter main-forte, par exemple par Chinois interposés, et de se poser quelques années après en « libérateurs » d'une Europe affaiblie et économiquement hors-circuit. Les déclarations du président Reagan, en octobre 1981, laissant clairement comprendre que les États-Unis n'interviendraient pas forcément en cas d'invasion de l'Europe par les Soviétiques, vont dans le sens de cette hypothèse et invitent d'ailleurs ouvertement ces derniers à saisir l'occasion qui leur est offerte.

LE « THÉÂTRE » EUROPÉEN

Les stratèges appellent « théâtre » une région géographique où se déroulent un ensemble d'opérations militaires coordonnées entre elles. L'Europe est devenue un théâtre, dans tous les sens du terme : non seulement parce que c'est sur le territoire des pays européens que se dérouleraient les opérations militaires en cas de conflit entre l'Est et l'Ouest, mais aussi, plus généralement, parce que c'est sur la « scène » européenne que nous jouons nos avenir particuliers de Français, d'Allemands, de Britanniques, etc. C'est ce que les gouvernants français ont bien compris, qui depuis plus de trente ans pratiquent une politique délibérément européenne : ce n'est pas là un hasard de l'Histoire ou le fait de décisions universalistes désintéressées ; c'est une question de survie.

Dans les vingt ans qui viennent, l'Europe aura à lutter, peut-être par les armes, pour affirmer son indépendance vis-à-vis de l'URSS, mais aussi, comme nous venons de le voir, des États-Unis. Ceci peut surprendre, car l'Europe, il faut bien le dire, n'est pas encore devenue ce qu'elle aurait dû être dans l'esprit de ses promoteurs des années 50. Le ton de la première campagne électorale pour les élections au Parlement Européen, en 1979, était de ce point de vue significatif : la classe politique, en France comme chez nos voisins, n'est pas encore résolue à adopter un discours unanimement et sincèrement européen. Il n'existe aucune politique économique européenne, ni de défense européenne commune : comment l'Europe, divisée comme elle l'est actuellement, pourrait-elle s'opposer aux deux Grands, l'Union Soviétique aujourd'hui et les États-Unis demain ?

La réponse est inscrite dans la question. Il n'a pas été nécessaire, jusqu'à présent, aux gouvernements des pays européens de susciter un sentiment européen auprès de leurs opinions publiques nationales, parce qu'il n'existait pas de pays concurrent puissant qui

justifiât qu'on se liguât contre lui. Les États-Unis étaient un pays ami qui avait participé, avec le Plan Marshall, à la reconstruction des économies européennes après la seconde guerre mondiale. L'Union Soviétique était un géant menaçant, mais la présence de l'allié américain avait jusque-là contenu ses tentations expansionnistes en Europe. Les Européens n'étaient donc en rien motivés à approfondir leurs échanges mutuels ailleurs que dans le domaine économique.

Aujourd'hui, le déclin américain rend de nouveau le voisin soviétique menaçant. Les États-Unis eux-mêmes assistent avec inquiétude à la montée de nouveaux pôles de puissance économique et politique dans le monde et nous avons le droit de supposer que, fidèles à une logique d'efficacité qui a été jusqu'à présent le moteur de leur richesse et de leur puissance, ils feront tout pour empêcher l'émergence d'une Europe indépendante et influente. Les modifications de l'environnement international menacent l'existence même des pays européens. Les Européens n'ont pas réussi à construire l'Europe en période de détente internationale : ce sont donc, paradoxalement, les Soviétiques et les Américains qui, par leur attitude, les forcent aujourd'hui à resserrer les rangs et à réaliser ce projet. Non plus en vertu des idéaux culturels ou politiques qui étaient affichés autrefois, mais simplement sous peine de disparaître. Et avec la crainte qu'il ne soit déjà trop tard.

L'Europe économique en panne

Les rédacteurs des traités qui lient aujourd'hui les membres de la Communauté Économique Européenne n'ont pas choisi de construire l'Europe sur une base politique, celle d'une fédération ou d'une confédération d'États européens. Aucune des nations européennes de l'époque n'aurait consenti à cet abandon de leur souveraineté. Ils ont pensé que la multiplication des échanges strictement économiques et technologiques, en provoquant une spécialisation de chacun des partenaires dans ce en quoi il était le mieux qualifié, provoquerait peu à peu leur interdépendance et nécessiterait leur coopération croissante d'abord économique, puis politique.

En effet, l'union douanière instituée en 1958 entre six pays européens : l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, établissait un programme de réduction échelonnée des droits de douane entre ces pays, ainsi qu'un tarif douanier commun vis-à-vis des pays extérieurs à l'union douanière. La logique de ce système est que chaque pays ouvre son marché

national à ses partenaires, mais peut en retour vendre ses produits chez eux sans avoir à payer de droits de douane. Les entreprises peu compétitives de chaque pays membre tendent à disparaître du fait de la concurrence des industries des pays voisins. Mais les entreprises compétitives, au contraire, en vendant davantage sur un marché élargi, augmentent leurs chiffres et se concentrent.

Or, si on suit la logique de l'union douanière, la seule suppression des droits de douane ne suffit pas à libérer complètement les échanges. Des barrières fiscales et réglementaires subsistent qui permettent à chaque État, par une politique appropriée, d'influer sur le niveau de ses échanges avec ses partenaires. La poursuite de la libération des échanges devait donc mener à une harmonisation des législations et des politiques économiques et monétaires. L'union douanière préparait l'union économique des pays qui en faisaient partie en un marché commun proprement dit. À terme, cette harmonisation des institutions et des législations en matière économique ne pouvait que mener à une forme d'unité politique.

C'est ce qui ne s'est pas produit. En 1965, en refusant d'accorder à la Commission Européenne une autonomie de budget qu'elle demandait, le général de Gaulle et Maurice Couve de Murville, alors ministre des affaires étrangères, découragèrent les tentatives de supranationalisation du pouvoir économique. L'Europe devait, du même coup, marquer le pas. Depuis la création du Marché Commun, tout a été fait pour réaliser une union douanière complète, mais il n'existe aucune politique économique européenne commune, sauf dans le domaine de l'agriculture.

Les échanges économiques se sont développés entre pays européens à un rythme très rapide, leur accroissement étant beaucoup plus que proportionnel aux croissances des productions internes nationales. Mais, en même temps, les pouvoirs publics nationaux ont perdu une grande partie de leur capacité d'intervention comme régulateurs des crises économiques cycliques. En effet, un État ne maîtrise son espace économique national qu'à condition que les échanges internationaux n'y jouent pas un rôle prépondérant. Or, l'indiscutable réussite du Marché Commun est d'avoir favorisé un approfondissement très rapide des échanges entre partenaires européens, au point que les importations et les exportations ont une part relative beaucoup plus grande dans le produit et le revenu nationaux respectifs de ces derniers.

C'est ainsi que le gouvernement socialiste français, en relançant la consommation intérieure dans l'espoir de redonner un mar-

ché aux entreprises nationales, risque en même temps d'encourager les importations et de laisser se creuser le déficit du commerce extérieur. Pour éviter cela, il faudrait que nos exportations augmentent dans les mêmes proportions, c'est-à-dire que l'ensemble des pays européens pratique une politique concertée de relance de la consommation. Or, tous les gouvernements européens ne sont pas d'accord entre eux sur ce point et aucune autorité ne peut trancher.

Chacun des États européens a donc perdu une part de sa capacité de contrôle économique, alors qu'aucun régulateur n'est venu prendre la relève au niveau européen. Les entreprises de pointe travaillent et exportent pour le monde entier. La concentration accélérée des entreprises, la croissance rapide de la production et des échanges, les mutations industrielles ont au contraire fait dépérir des régions et des branches industrielles entières et ont multiplié les déséquilibres géographiques et sociaux, sans qu'aucun organisme international n'ait la capacité de répartir ce coût social entre les différents pays d'Europe. La crise actuelle a donc frappé les pays européens de plein fouet, sans que personne n'ait les moyens d'y répondre.

L'augmentation du prix des matières premières industrielles et de l'énergie a provoqué au sein des pays européens une inflation immaîtrisable. Étant différemment frappés, certains pays ont vu leurs prix augmenter plus vite que d'autres, leurs productions devenant ainsi moins compétitives à l'exportation. Les modifications nécessaires de parités monétaires ont alors fait éclater le système de parités fixes de l'époque (le « serpent monétaire ») qui était une condition de l'union douanière.

Pour payer leur énergie et leurs importations croissantes de produits industriels en provenance de pays à bas salaires, les pays européens, en pleine crise, sont contraints de reconverter leur économie en se lançant dans des secteurs d'activités à rendement élevé, qui doivent leur permettre d'exporter des produits compétitifs à la fois par leur faible coût en main d'œuvre et par l'importance de la qualification intellectuelle nécessaire à leur fabrication : ordinateurs, services, etc. Dans cet effort de restructuration, les pays européens sont d'abord partis en ordre dispersé, aucun d'entre eux ne pouvant abandonner à une instance européenne inexistante une part des outils économiques (budget, fiscalité, etc.) qui leur étaient nécessaires dans la conduite de leur politique.

La fermeture des usines des branches en crise et leur remplacement par des unités de production n'employant pas autant de main

d'œuvre qu'autrefois suscitent une montée du chômage, qui a atteint en 1982 pour l'ensemble de l'Europe occidentale la cote des dix millions de chômeurs. En l'absence d'une politique sociale commune, aucun pays européen n'a pu se permettre jusqu'à présent d'en profiter pour aménager le temps de travail et réduire, par exemple, la semaine de 40 heures à 35 heures à salaire égal. Les secteurs en crise n'auraient pas supporté cette nouvelle aggravation du poids de leurs coûts salariaux et auraient été concurrencés, non seulement par les pays du Tiers-Monde à bas salaires, mais encore par les secteurs correspondants des autres pays européens. Le gouvernement socialiste français projette de ramener le temps de travail hebdomadaire à 35 heures d'ici la fin de la législature et a déjà pris des ordonnances pour l'institution de la semaine de 39 heures, de la retraite à 60 ans et de la cinquième semaine de congés payés. Mais le succès de cette politique et la réalisation de ce projet vont dépendre des possibilités de relance de la production nationale et des exportations, c'est-à-dire, en gros, de ce qui se fera également chez nos voisins.

L'Europe économique est donc en panne. Et, c'est pourtant à l'heure où ses institutions économiques montrent leurs limites que l'unité européenne révèle sa nécessité politique.

L'Europe nécessaire

L'Europe était une institution précaire que l'abondance des années 60 avait cependant rendue possible. La crise des années 70 l'a balayée comme un fétu de paille. Mais sa construction ou sa reconstruction reste un des enjeux majeurs des vingt prochaines années. Dans vingt ans, le monde sera dominé par des puissances aux dimensions continentales : USA et URSS, bien sûr, mais aussi Chine, Brésil, Inde, le Japon n'étant petit que par ses dimensions géographiques, qu'il compensera par sa population et son dynamisme économique (peut-être 130 millions d'habitants et 10% de la production intérieure brute mondiale en l'an 2000). Isolés, les pays européens ne pourront espérer faire entendre leur voix sur la scène internationale.

C'est le monde de demain qui, se présentant sous un jour menaçant, contraint aujourd'hui les Européens à construire l'Europe, qu'ils le veuillent ou non. Et c'est autour de trois questions, essentiellement, que cette construction s'organise : 1/ la question de l'énergie et des matières premières industrielles, 2/ la question de la

reconversion industrielle et 3/ la question de la défense et des armements militaires.

1/ Énergie et matières premières industrielles – Le problème essentiel des vingt prochaines années sera celui de l'énergie et, dans une moindre mesure, des matières premières industrielles. Or, le continent européen est le seul qui soit privé d'autonomie énergétique. En particulier, l'Europe importe l'essentiel de son pétrole. Les États-Unis, au contraire, ont un sous-sol riche en matières premières, en pétrole notamment : ils n'importent du pétrole des pays exportateurs que pour économiser le leur et parce que ces importations reviennent encore, pour le moment, moins cher que l'extraction du seul pétrole national. Leur moins grande dépendance à l'égard des sources d'approvisionnement permet aux Américains de diversifier leurs importations : le pétrole importé par les États-Unis vient aussi bien d'Amérique du Sud que d'Afrique ou d'Asie. L'Europe, au contraire, grande consommatrice de pétrole importé, dépend du Moyen-Orient, principal producteur actuel, pour l'essentiel de ses approvisionnements. Toute tension sur le marché des matières premières énergétiques est une menace pour l'Europe, beaucoup plus que pour les États-Unis, qui y voient au contraire une occasion de ralentir le développement des pôles économiques qui les concurrencent (Europe et Japon). Ainsi, contrairement à ce qu'on pourrait penser, la crise iranienne et le risque de guerre que fait peser sur le Moyen-Orient l'interventionnisme soviétique dans la région favorisent les États-Unis parce qu'ils menacent d'abord l'Europe. L'Europe a donc besoin, plus que jamais, d'organiser une politique commune indépendante des États-Unis pour ses approvisionnements en matières premières énergétiques et industrielles. L'accord passé récemment entre l'URSS et plusieurs pays d'Europe occidentale, dont la France, pour la fourniture de quantités importantes de gaz sibérien va bien dans ce sens et c'est pourquoi, en dehors des risques politiques que cet accord comporte, il fait tant grincer les dents des Américains.

2/ Reconversion industrielle – L'augmentation des prix du pétrole et des matières premières industrielles a renchéri le prix des produits industriels fabriqués en Europe. Un certain nombre de ces produits (sidérurgie, chantiers navals, automobile, etc.) sont d'ailleurs de plus en plus fabriqués par des pays du Tiers-Monde à bas salaires, qui pratiquent des prix à l'exportation contre lesquels nos industries ne peuvent lutter. Les pays européens n'ont d'autres solutions que de moderniser leur industrie, en se lançant dans des

secteurs à haute rentabilité demandant moins de main d'œuvre (informatique, aéronautique, télécommunications, etc.) ou en modernisant et en automatisant la production dans les secteurs plus traditionnels. Cependant, la fermeture pure et simple des usines non compétitives au niveau international dans la sidérurgie, l'automobile, etc., entraînerait à terme une dépendance croissante de l'Europe à l'égard des produits industriels du Tiers-Monde pour tout ce que nous ne fabriquerions plus nous-mêmes. Le seul moyen, pour les pays européens, de ne pas sacrifier leurs industries nationales est donc d'élargir et d'approfondir le marché européen et de garantir ce marché contre les importations en provenance du reste du monde, grâce à un renforcement du tarif extérieur commun de la CEE. Ainsi protégés des importations asiatiques et américaines, les pays européens pourraient alors passer des accords de développement préférentiels avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique, à l'égard de qui ils dépendent davantage pour leurs fournitures en matières premières et qui eux-mêmes pourraient bénéficier d'une politique européenne cohérente pour leur équipement industriel. Chacun des pays d'Europe est trop petit pour répondre seul à un tel défi et ceux d'entre eux qui exportent des biens d'équipement vers le Tiers-Monde (essentiellement Allemagne, France, Grande-Bretagne) se feront une concurrence inutilement sauvage s'ils n'harmonisent pas leurs décisions au sein d'une instance européenne commune.

3/ Défense et armements militaires – L'équilibre diplomatique et militaire du monde est en train de changer. La bipolarisation du monde entre États-Unis et Union Soviétique avait d'une certaine façon permis la Détente, chacun des deux Grands se partageant l'influence qu'ils exerçaient sur le reste de la planète. L'apparition de la Chine, du Japon et, surtout, de l'Europe sur la scène internationale a provoqué une multi-polarisation instable. Le perfectionnement et la dissémination des armes nucléaires ont conduit les deux Grands à aménager leur coexistence en signant des accords (SALT) qui limitent leurs moyens de se détruire mutuellement mais négligent l'Europe. Une impressionnante panoplie de fusées soviétiques à têtes nucléaires est pointée vers l'Europe occidentale. Les Américains, qui tiennent à conserver la maîtrise du jeu stratégique occidental, n'acceptent de fournir les Européens qu'en fusées nucléaires à court rayon d'action, qui n'interviendraient qu'en cas d'invasion soviétique et sur le sol même des pays européens. De plus, l'opinion que je défends ici est que les Américains ne nourriront pas la vipère en leur sein : ils ne resteront les alliés de l'Europe occidentale contre

les Soviétiques qu'autant qu'ils resteront les maîtres de la stratégie et de la défense européennes. Si l'Europe devait devenir un concurrent politique et économique des États-Unis d'ici à dans vingt ans, ceux-ci ne réagiraient pas forcément à une invasion de l'Europe par les Soviétiques. Et ceci quelle que soit la teneur des traités d'alliance actuels, comme l'indiquent bien les propos tenus par le président Reagan en octobre 1981. L'Europe se découvre donc être l'enjeu stratégique et industriel (le « théâtre », comme disent les stratèges) des prochaines années, une sorte de gros fruit mûr qui représentera 250 millions d'habitants et 20% de la production mondiale en l'an 2000 et que les Soviétiques, comme les Américains peuvent cueillir d'un moment à l'autre sans qu'aucun des systèmes de défense nationaux européens puisse vraiment s'y opposer.

Une vieille idée

Cette idée que l'Europe doit construire son unité pour défendre son originalité et son indépendance aussi bien vis-à-vis des États-Unis que de l'Union Soviétique n'est pas neuve. Sous cette forme, il s'agit d'une thèse qui a été très tôt défendue par le général de Gaulle, qui a été reprise par ses successeurs et qui semble désormais avoir été comprise par le gouvernement allemand, depuis que le parapluie militaire américain qui protégeait la République Fédérale a cessé d'être fiable, pour des raisons que j'examinerai dans le chapitre suivant.

La politique extérieure de la France, en particulier en matière économique, privilégie depuis longtemps les rapports de notre pays avec nos partenaires européens. La politique étrangère, en France, est un « domaine réservé » du Président de la République depuis 1958. 11 n'est donc pas étonnant que cette politique soit encore aujourd'hui marquée par la figure de celui qui en a assumé la responsabilité pendant plus de dix ans, à savoir le général de Gaulle. Or, ce dernier a orienté la politique étrangère française dans un sens original, en fonction d'une idée personnelle qu'il se faisait de son pays et de l'Europe.

De Gaulle n'a pas créé le Marché Commun. Celui-ci est une œuvre de la IV^e République. Mais les partis qui menèrent la politique européenne de la France sous la IV^e République (MRP, socialistes, radicaux et indépendants) étaient aussi favorables à une coopération plus étroite entre l'Europe et les États-Unis. Or, de Gaulle

était opposé à un tel rapprochement, qui menaçait l'indépendance de l'Europe, donc de la France.

Lorsqu'on évoque les formules fracassantes du général de Gaulle, on est tenté de souligner son échec dans son entreprise de construction d'une « Europe des États », ainsi que dans sa politique de détente avec l'URSS, en tout cas sous sa forme idéaliste dont l'objectif avoué était de parvenir à une Europe unifiée « de l'Atlantique à l'Oural ». En fait, ces formules cachent un dessein que de Gaulle n'espérait pas voir réalisé de son vivant. Ce n'est qu'aujourd'hui, plus de dix ans après sa mort, que l'état actuel du monde et l'avenir qui s'offre à nous expliquent et justifient a posteriori un comportement qui avait surpris, voire révolté à l'époque.

De Gaulle, bien que nationaliste, ne s'est jamais imaginé que la France pourrait jouer le rôle d'une puissance de premier rang comparable aux USA ou à l'URSS. Mais il estimait que le fait de n'être qu'une puissance de second rang ne devait pas conduire automatiquement à une démission au profit d'un des deux super-Grands, démission qui aurait conduit à terme à une forme de colonisation économique, politique et culturelle, c'est-à-dire à une perte d'identité. C'est pourquoi il s'est attaché à dégager la France de la tutelle américaine. Or, la France ne pouvait espérer s'affirmer dans le monde que par l'intermédiaire de l'Europe, qui seule avait un poids économique comparable à celui des USA. L'affirmation de l'identité française passait donc nécessairement par l'affirmation de l'indépendance de l'Europe par rapport aux États-Unis.

De Gaulle n'était pas anti-américain. Mais il a toujours douté de la capacité des États-Unis à sentir et à prendre en compte les intérêts européens. Sur le plan économique, les États-Unis tentaient à l'époque d'associer l'ensemble des pays européens à des accords de libre-échange comprenant une baisse des barrières douanières, qui auraient en fait favorisé leur économie, plus compétitive que les économies européennes. Militairement aussi, la guerre de Corée, puis la guerre du Vietnam avaient déplacé les intérêts américains vers l'Asie et le Pacifique. En cas de guerre avec l'URSS déclenchée par l'un des super-Grands, c'était en fait l'Europe qui risquait de payer la note la plus élevée. Il importait donc que l'Europe se prît en charge elle-même, si elle voulait garder un destin propre.

La Grande Bretagne a manqué l'occasion qui lui était offerte, dès le lendemain de la guerre, de jouer un rôle essentiel en lançant la construction européenne. Effet de son « insularité » : elle s'est jusqu'à très récemment satisfait de sa situation de satellite privilégié

des États-Unis et a préféré conserver ses liens avec les pays du Commonwealth (souvenir de la grandeur passée de son empire colonial), plutôt que de se lancer dans l'aventure d'une union douanière avec des pays qu'elle considérait davantage comme des concurrents économiques que comme des partenaires possibles.

Des autres pays européens, il n'y avait que l'Allemagne à avoir un poids suffisant pour envisager d'assumer un rôle moteur en Europe à la place des Britanniques. Mais, discréditée par la guerre aux yeux des autres pays européens, elle avait également choisi la dépendance à l'égard des États-Unis. De plus, l'Allemagne Fédérale est encore aujourd'hui hantée par le fantôme d'une réunification possible avec l'Allemagne de l'Est. C'est donc finalement à la France que fut dévolu le rôle de donner à l'Europe une voix sur la scène internationale. Ce qui explique que ce soit actuellement encore l'axe Paris-Bonn qui constitue, qu'on l'admette ou non, la colonne vertébrale de l'unité européenne.

Pour de Gaulle, la division de l'Europe entre Est et Ouest était un accident politique qui ne pouvait durer éternellement. Historiquement et culturellement, l'Europe était bien solidaire « de l'Atlantique à l'Oural ». La pression de la Chine sur les contrées sibériennes obligerait un jour la Russie à abandonner son empire asiatique et à choisir l'Europe comme sa communauté naturelle d'appartenance. Cette idée explique que de Gaulle ait ouvert aux Russes une porte sur une possible détente sur leur flanc européen : la partition de l'Europe en deux et l'inféodation de sa partie occidentale aux États-Unis, c'est-à-dire à une nation d'un autre continent, séparée d'elle par un océan, lui semblait une aberration historique et géopolitique. La Guerre Froide devait donc faire place à la Détente. La France devait quitter L'OTAN et faire évacuer les bases militaires américaines installées jusque-là sur son sol. Elle devait se doter de sa propre force de frappe nucléaire et d'un armement conventionnel de fabrication nationale. Elle devait aussi se lancer dans la production de l'énergie atomique, qui devait lui permettre d'assurer son autonomie énergétique.

De Gaulle a cependant découragé toutes les tentatives qui auraient pu conduire à une Europe fédérale. Pour lui, l'Europe n'était pas un but en soi : les nations étaient le cadre normal dans lequel s'exprimaient les identités individuelles et collectives, et l'Europe, une « Europe des États », ne devait être qu'un moyen pour les nations européennes de s'affirmer davantage, de faire mieux entendre leur voix sur la scène mondiale. Les Européens en ont pris acte :

l'Europe a peu de chances d'être une fédération d'États en l'an 2000 ; aucun des pays européens, à commencer par la France et la Grande-Bretagne, n'accepterait un tel abandon de sa souveraineté nationale. Mais cet aspect institutionnel a peu d'importance car il n'empêche pas les pays européens de multiplier leurs échanges concrets. Les « États-Unis d'Europe », qui étaient une conception institutionnelle, idéologique, de l'Europe, n'intéressent pas vraiment la nouvelle génération d'Européens, qui est plus pragmatique et préfère œuvrer à la construction d'une Europe réelle, effective.

Une nouvelle génération d'Européens

Le premier atout de l'Europe, face à la crise actuelle et à un avenir menaçant, c'est en effet l'arrivée à l'âge de la maturité d'une nouvelle génération d'Européens.

Les craintes que des hommes politiques comme Michel Debré formulent sur notre avenir démographique sont légitimes : la faiblesse de la natalité, en France comme dans le reste de l'Europe, fait que la population des pays européens ne se renouvelle plus. En l'an 2000 la population européenne, qui augmente moins vite que celle des pays du Tiers- Monde et tend même à se stabiliser, sera plus faible qu'aujourd'hui, relativement au reste du monde, et aura considérablement vieilli. Mais d'ici là, les vingt années qui viennent nous laissent l'occasion de nous adapter à cette nouvelle situation, pour deux raisons au moins :

- Paradoxalement, ce déclin démographique présente un avantage à court terme dont il faut absolument profiter. Les classes d'âge qui arrivent à maturité actuellement sont les plus nombreuses : elles rassemblent tous ceux qui sont nés après la guerre, pendant le « baby-boom » des années 50. Elles succèdent à une série de classes d'âge peu nombreuses, celles des Européens nés avant et pendant la guerre, et précèdent les classes d'âge également moins nombreuses de leurs cadets nés après 1960. Leur poids démographique est donc exceptionnel.
- De plus, ces générations ont été élevées par des parents qui avaient connu la guerre et remettaient en question les grands systèmes de valeurs des sociétés modernes : le christianisme d'un côté et le marxisme dans sa version stalinienne de l'autre. Élevés sans idées préconçues, elles ont donc à leur tour exprimé leur opposition aux systèmes institutionnels et idéologiques établis :

en 1968, la classe d'âge la plus nombreuse était précisément celle qui regroupait les jeunes de vingt ans, nés après la guerre, ce qui est loin d'être étranger au phénomène de mai. Aujourd'hui, les révoltés de 1968 ont la trentaine : leur nombre grossit celui de la population en âge de travailler et n'est pas non plus étranger à l'importance actuelle du chômage, spécialement chez les jeunes. Demain ils accéderont aux responsabilités de leurs pays.

Les générations nombreuses de l'après-guerre vont donc atteindre l'âge de la quarantaine dans les années qui viennent. Or ces générations ont un poids démographique plus grand que celles de leurs aînés et de leurs cadets. Aujourd'hui déjà, le poids relatif de la population active au sein de la population totale est plus important que ce qu'il était dans les années, 60 et que ce qu'il sera après 1990. Cette donnée pèse sur les chiffres du chômage en Europe mais elle est aussi un facteur inestimable de dynamisme économique et social. Ceci est particulièrement vrai de la France, dont la population active a augmenté entre 1973 et 1977 de près d'un million de personnes, alors qu'elle diminuait au contraire d'une quantité comparable en Allemagne (ce qui explique en partie que l'Allemagne ait moins de chômage que la France, mais ce qui donne en principe aux Français un avantage démographique sur leurs voisins pour les dix ou vingt ans qui viennent).

Ces anciens de mai 1968 ont rejoint aujourd'hui les rangs de la société qu'ils contestaient. Mais il est douteux qu'ils s'y soient assimilés sans continuer à la discuter : principales victimes du chômage et de l'inflation, ils n'ont pu qu'être renforcés dans leurs convictions les plus solides et ont en fait affiné leur contestation, qui vient aujourd'hui à maturité avec eux. Sous cette lumière, les élections présidentielles et législatives de 1981 en France ont pris un sens particulier : davantage que les précédentes, il leur aura été demandé d'exprimer un choix de société. Cette génération qui a secoué les préjugés et les tabous aborde les problèmes avec un pragmatisme nouveau qui ne se reconnaît plus dans le discours doctrinaire et les disputes de chapelles de nos politiciens actuels. Et rien ne vaut un tel pragmatisme pour affronter la situation présente, à laquelle il n'est possible d'adapter aucun des schémas économiques et politiques du passé.

Les femmes et les hommes de cette génération ont donc toutes les chances de prendre conscience des dangers de l'avenir et sont capables d'y répondre. Ils ne sont plus loin de réaliser que la poli-

tique actuelle des États-Unis, en matière économique et monétaire comme en matière diplomatique et militaire, n'a pour but que de préserver les seuls intérêts américains et d'empêcher le développement de pôles économiques concurrents, spécialement en Europe. De plus, ils ne croient plus aux vertus du travail et de l'effort, aux références à l'argent et à la technique qui furent celles de leurs aînés et qui demeurent celles de la société américaine.

Mai 1968, surtout en France, a marqué le rejet d'une société repue, bloquée par l'inertie des administrations publiques et des firmes multinationales. Les États-Unis représentent encore de nos jours le type d'une société où l'autonomie de l'individu, l'expression de son identité et de celle des groupes sociaux, ethniques ou régionaux est de moins en moins possible, où le système, de par son fonctionnement, provoque la marginalisation d'un pourcentage grandissant de la population (chômeurs, pauvres, délinquants, déracinés culturels, etc.). La génération qui a « fait » 1968 demande aujourd'hui une société moins inégalitaire, moins motivée par le profit et l'efficacité technique, davantage orientée vers la communication que vers la consommation.

Ce désir, s'il trouve son expression politique dans les prochaines années, s'opposera nécessairement aux intentions des multinationales et au pouvoir des États-Unis. Déjà, les Américains croient voir dans l'arrivée des socialistes au pouvoir en Europe, d'abord en France, puis en Grèce, en Finlande et en Espagne et demain peut-être au Portugal et en Suède, le signe d'une volonté d'autonomie politique de la part des Européens vis-à-vis des États-Unis. En découvrant peu à peu les antagonismes d'intérêts qui existent entre les Américains et eux, les Européens seront nécessairement amenés, dans les quelques années qui viennent, à se regrouper, à retrouver leur fond culturel commun et à inventer un modèle proprement européen de développement.

Les Européens de cette nouvelle génération ne sont pas de ceux qui baissent les bras devant les difficultés. Mais ils n'ont ni le culte du travail idiot, ni celui des réflexions oiseuses. Ils contestent le modèle américain. Ils savent de plus que ce modèle est hors de portée des Européens : parce que l'Europe n'a ni énergie ni matières premières et qu'elle doit donc consacrer une partie de son produit à leur achat à l'extérieur ; parce qu'elle paie ses travailleurs à un niveau qui, tout en étant insuffisant pour ces derniers, réduit la compétitivité de ses entreprises ; et parce que, d'une façon générale, le poids de ses traditions et de sa culture interdira toujours aux Euro-

péens d'être aussi efficaces et, parfois, aussi peu scrupuleux que les Américains.

La persistance du modèle actuel de développement, qui vise à rattraper le niveau de vie matériel des États-Unis, demanderait aux Européens un effort collectif qui ne pourrait être mobilisé qu'aux prix d'une restriction des libertés, de la généralisation du nucléaire et de la militarisation de la société. Personne n'en veut : les Européens qui ont vécu 1968 et ses effets ne se mettront à la tâche que pour défendre leur indépendance et leurs libertés. Plus que leurs aînés, ils sont capables d'invention et d'imagination parce que leur esprit est libre de préjugés. Mais ils ne consacreront leur effort qu'à bâtir une société où l'échange de services prime sur la consommation de biens, où les technologies « douces » à dimension humaine tendent à remplacer les technologies « dures », où sont encouragées les formes décentralisées et autonomes de production industrielle et énergétique.

Quelle société pour quelle Europe ?

Ce nouvel esprit européen a trouvé une forme de consécration le 10 octobre 1981, lorsque 300 000 personnes se sont rassemblées à Bonn pour une manifestation sans précédent en Allemagne depuis la dernière guerre, contre la politique américaine de réarmement sur le sol allemand et pour la paix. Cette manifestation a été suivie de plusieurs autres du même type qui ont rassemblé trois millions de personnes dans la plupart des capitales d'Europe occidentale.

On peut toujours prétendre que ces mouvements ont été manipulés par les communistes parce que les Soviétiques ont pu y trouver leur compte. Ce qui m'intéresse dans ces manifestations, c'est qu'elles font espérer que l'Europe a la capacité de s'éloigner aussi bien des tentations totalitaristes de droite ou de gauche que du libéralisme sauvage incarné par les États-Unis. Les Européens de la nouvelle génération, parce qu'ils rejettent aussi bien les dogmes du capitalisme que ceux du stalinisme, ont une conception concrète de la démocratie et des libertés individuelles et collectives. Ils n'ont pas la religion de la science et de la technique. Ils acceptent l'ordinateur mais refusent l'ordre froid et total qu'il représente. Ils acceptent les économies d'énergie et soutiennent l'innovation en matière d'énergies nouvelles, mais refusent le nucléaire, autant pour les risques physiques qu'il comporte que pour le type de société (centralisation extrême du pouvoir et du savoir) qu'il préfigure.

En choisissant un modèle autonome de développement pour l'Europe, aussi éloigné du libéralisme américain que du totalitarisme soviétique, les Européens de la nouvelle génération seraient en mesure de proposer aux pays du Tiers-Monde une « troisième voie » entre les deux super-Grands, comportant en particulier des accords d'échanges de matières premières contre des biens d'équipement agricoles et industriels. Un modèle de croissance à l'américaine est consommateur et gaspilleur d'énergie et de matières premières industrielles. Cette avidité le contraint à piller les ressources du Tiers-Monde, au besoin par les armes. Au contraire, une société où l'échange de services prime sur la consommation de biens est aussi une société plus économe, moins avide, une société qui, tout en nous préservant de la dictature à l'intérieur, peut faire l'économie de la guerre à l'extérieur.

Mais nous devons aussi craindre, à l'inverse, que les Européens de cette nouvelle génération, victimes du chômage et de l'inflation qui frappent d'abord les jeunes, frustrés dans leurs ambitions professionnelles ou domestiques par le ralentissement de la croissance économique, ne soient tentés de trouver dans la révolte ou la guerre un exutoire à leurs problèmes du moment. La guerre est dans nos têtes, il ne faut pas le nier : l'appel de la violence se fait entendre en nous-mêmes chaque fois qu'une situation d'injustice ou d'inégalité nous frappe ou frappe nos proches, et la crise actuelle ne peut que multiplier ces situations. Qui d'entre nous n'a pas pensé, ne serait-ce qu'une fois ces dernières années, qu'une « bonne » guerre l'arrangerait bien si elle faisait disparaître tel supérieur incompétent dont on convoite la place ou tel subordonné trop peu zélé mais que l'entreprise ne peut jeter à la porte ? La guerre n'est-elle pas une solution au chômage ? N'est-elle pas aussi le moyen le plus radical de changer la société, de jeter bas les anciennes institutions pour en bâtir de nouvelles, d'imposer au monde environnant ces idéaux dont il vient d'être question ?

On use fréquemment d'une comparaison pour situer les rapports actuels de l'Europe aux États-Unis ou à l'Union Soviétique : nous serions comme les cités grecques de l'Antiquité, s'entredéchirant sur des questions locales pendant que Rome étend son empire. Il faut admettre comme une possibilité que cette comparaison puisse jouer jusqu'au bout. Il est indéniable qu'existe une culture européenne distincte de la culture américaine, mais nos comportements quotidiens, nos télévisions et nos radios, notre logique économique véhiculent continuellement *l'American way of life*. De plus en plus,

les États-Unis concentrent l'essentiel de la production intellectuelle et de la recherche technologique mondiales.

Il est possible que les Européens refusent de se réveiller aux réalités du monde actuel et se replient sur la contemplation narcissique de leurs gloires passées jusqu'au désastre final. Attachant à leurs querelles politiques une importance qu'elles ont cessé d'avoir, ils réuniront alors progressivement, en y ajoutant le tassement de leur démographie, les conditions de leur décadence historique. Bien que nous nous sentions tous français, allemands, anglais, etc. avant qu'européens, cette perspective ne devrait pas satisfaire nos fiertés nationales.

Heureusement, sur ce point, l'attitude des gouvernements européens laisse aujourd'hui penser que nous ne sommes pas en train de nous endormir sur nos lauriers. La politique passée de dépréciation du dollar conduite par la Banque de Réserve et le gouvernement américain a alimenté l'inflation mondiale et a provoqué une déstabilisation monétaire qui a empêché au début les Européens et les Japonais de conclure avec les pays du Moyen-Orient et du Tiers-Monde des accords de développement libellés en unités de compte stables. Les Européens ont déjà réagi en rétablissant un système de parités fixes entre leurs monnaies : l'Unité de Compte Européenne (l'ECU). Les pays du Moyen-Orient ont menacé les Américains d'abandonner le dollar comme moyen de paiement et de choisir un panier pondéré de monnaies occidentales (dont européennes) pour unité de compte. La Convention de Lomé lie l'Europe à de nombreux pays d'Afrique et des Caraïbes par des engagements que la Communauté ne pourra respecter que si elle renforce sa cohésion interne.

Tout indique donc que l'Europe a déjà commencé à se prendre en main, à se démarquer des États-Unis et à se constituer, notamment parmi les pays africains et arabes, un marché avec qui elle compte entretenir des échanges préférentiels. Mais le temps manque pour changer la face du monde et la manière dont se réalisera cet éveil européen demeure encore une inconnue.

Car l'Europe a pris conscience du danger. Mais le danger, en réveillant la solidarité des nations européennes, entre elles et en leur sein-même, peut provoquer les réactions les plus excessives. Réagissant comme un groupe menacé, n'importe quel peuple européen peut susciter en lui de vieux réflexes que la société d'abondance avait jusque-là endormis. Le pouvoir politique, parce qu'il guide vers le salut, cesse alors d'être critiqué. La science et la technique,

qui sont les seules armes que comptent encore les Européens, cessent d'être discutées. Le totalitarisme s'installe, d'autant plus implacable qu'il s'appuie sur ce savoir scientifique et technique et qu'il invoque, non pas une idéologie toujours contestable, mais la sécurité et la survie mêmes du groupe, et d'autant plus insidieux que, faisant la quasi-unanimité sur ces objectifs, il peut conserver la couverture des institutions démocratiques. Les gouvernements européens les mieux armés peuvent alors être tentés par l'aventure militaire : ventes d'armes ou interventions directes en Afrique ou au Moyen-Orient, destinées à protéger les sources de matières premières dont dépend le fonctionnement de leurs économies.

Il est bien sûr souhaitable que la prise de conscience et la réaction au danger se fassent dans le respect des libertés. Que les solidarités nationales retrouvées nous préservent cependant du totalitarisme sous toutes ses couleurs. Que notre fermeté à l'égard des pays devenus nos adversaires soit néanmoins conciliante. Mais ce chemin, qui est le plus constructif, est aussi le plus difficile. Et la politique d'intervention militaire directe de la France en Afrique avant 1981 (Zaïre, Tchad, République centrafricaine) ou la politique française de vente d'armes et de soutien logistique aux gouvernements ou aux groupes d'opposition progressistes en Amérique latine depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en France indiquent bien que les écueils ne sont pas loin, vers lesquels nous entraîne tout faux-pas hors de cette voie.

Horizon 1984 en Grande-Bretagne

Il est difficile de parler de l'Europe, surtout en évoquant la pensée du général de Gaulle, sans revenir plus en détail sur l'attitude passée et présente de la Grande-Bretagne dans ce domaine. La France et l'Allemagne Fédérale ont été, très tôt, directement intéressées par la construction de l'Europe. La France par volonté politique, comme on vient de le voir. L'Allemagne par nécessité, parce qu'elle avait perdu, après la guerre, tout crédit auprès des pays européens et parce que, ne disposant pas de l'arme atomique, elle ne peut assurer sa défense en dehors d'un système d'alliances européen. La Grande-Bretagne, au contraire, n'a jamais participé aux discussions européennes qu'avec beaucoup de réserves. Enfant chérie des États-Unis après la guerre, elle pouvait difficilement s'associer à un projet européen partiellement monté contre l'allié américain. Par ailleurs, choisir l'Europe aurait conduit le Royaume-Uni à aban-

donner le système de préférences douanières qu'il avait élaboré avec les pays de son ancien empire colonial.

Ceci explique que de Gaulle se soit opposé dans le passé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le concert européen. Au moment de son arrivée au pouvoir, en 1958, les négociations entre Européens portaient sur la nature de ce que serait l'Europe économique : la Grande-Bretagne, cherchant à déborder le Marché Commun, avait fait la proposition d'une vaste zone de libre-échange couvrant l'ensemble de l'Europe occidentale.

La zone de libre-échange se distingue de l'union douanière en ce que les pays qui acceptent de réduire leurs droits de douane entre eux conservent cependant leur propre système douanier vis-à-vis des pays tiers. En l'absence d'un tarif extérieur commun (signe distinctif de l'union douanière), la Grande-Bretagne aurait pu conserver son système de « préférences impériales » à l'égard du Commonwealth et jouer sur deux tableaux, celui de ses anciennes colonies et celui de l'Europe : par exemple en revendant en Europe des produits industriels ou agricoles achetés à bon marché à des pays du Commonwealth à bas salaires. Les Européens auraient ainsi subi la concurrence des produits du Commonwealth transitant par la Grande-Bretagne, mais n'auraient eu accès en retour qu'au marché britannique.

En 1958, de Gaulle choisit donc l'union douanière à six plutôt que la zone de libre-échange à dix-huit et les pays non-membres de la CEE créèrent l'AELE (Association Européenne de Libre-Échange). Il s'opposa à nouveau à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun en 1963, les Britanniques ayant été suspectés de vouloir, par leur entrée, diluer l'union douanière au sein de larges accords de libre-échange associant les États-Unis.

L'un des résultats de l'insularité britannique fut son isolement et son déclin progressif au sein de l'ensemble européen. Alors que l'Europe est restée relativement protégée jusque vers le milieu des années 70, le Royaume-Uni a très tôt et très durement souffert de la concurrence des biens industriels simples produits dans les pays à bas salaires du Commonwealth. Ceci explique sans doute les difficultés actuelles de la Grande-Bretagne et le faible taux de croissance de sa production industrielle depuis le début des années 50.

Ayant passé un an en Angleterre (où j'ai d'ailleurs commencé la rédaction de la première version de ce livre), j'ai pu me rendre compte que le Royaume-Uni traverse une crise de reconversion industrielle qui, à bien des égards, est plus pénible qu'en France ou en Allemagne Fédérale. La crise économique internationale a rendu

la concurrence des produits industriels du Tiers-Monde définitivement insupportable. L'arrivée des conservateurs au pouvoir en 1979 a d'ailleurs sanctionné politiquement l'échec économique des travaillistes. Mais la politique de restrictions du gouvernement Thatcher n'a eu jusqu'à présent pour résultat que d'augmenter le chômage, qui a plus que doublé en trois ans et a dépassé le cap des trois millions de chômeurs. En 1982, le taux annuel de l'inflation restait par contre supérieur à 10%.

Depuis le début de la crise économique, la Grande-Bretagne s'est résigné à choisir la voie européenne. L'opinion publique britannique rend le Marché Commun en partie responsable de cette crise, parce que le marché national est désormais ouvert à la concurrence des produits européens, ce qui menace les entreprises du Royaume-Uni, et surtout parce que les produits agricoles du Commonwealth ont aujourd'hui à subir le tarif extérieur commun de la CEE, ce qui oblige la ménagère britannique à payer son panier à provisions au prix européen, c'est-à-dire nettement plus cher. Mais le gouvernement de Sa Majesté n'a pas le choix : fermer les frontières aux produits industriels du Commonwealth et s'ouvrir le marché européen sont les seuls moyens, par exemple, de sauver une partie au moins de l'industrie sidérurgique britannique, qui n'a plus de chance d'être compétitive ailleurs qu'en Europe.

Le problème que doivent en fait affronter les Britanniques, c'est qu'ils prennent le train européen en marche. Ayant refusé de participer dès le départ à la construction du Marché Commun, ils ne peuvent espérer en modifier substantiellement les règles après-coup. Du reste, face au tandem franco-allemand, ils n'ont plus le poids économique qui leur permettrait de discuter. La France et l'Allemagne Fédérale sont assez fermes sur certains principes, tels que le marché commun agricole, qui profite indiscutablement aux Français : les Français et les Allemands savent que l'Europe peut se passer des Britanniques, alors que les Britanniques ne peuvent plus, désormais, se passer de l'Europe. Leur entrée dans le Marché Commun, en 1972, leur a donc demandé un effort d'adaptation considérable.

C'est pourquoi, bien que le gouvernement britannique actuel soit convaincu de la nécessité de s'atteler au char européen, il doit aussi tenir compte d'une opinion publique qui vit encore sur le souvenir de la grandeur passée de l'Empire, croit que le protectionnisme pourrait sauver l'industrie britannique de la concurrence étrangère et ne voit dans le marché commun agricole qu'une ma-

chine illégitime qui fait monter le prix du beurre pour subventionner les paysans français.

Minée par une crise économique sans précédent, agitée par les tensions sociales dans les entreprises, enlisée dans la guerre civile en Irlande du Nord, la Grande-Bretagne est aujourd'hui au bord du chaos. Fidèle à ses convictions, Madame Thatcher ne peut que maintenir sa politique économique, en espérant que la durée de la législature en cours lui laissera le temps de voir le bout du tunnel et qu'entretemps sa majorité parlementaire continuera à la soutenir. Le problème est que la politique actuelle des conservateurs au pouvoir suscite un mécontentement grandissant dans l'opinion publique du pays et que le premier ministre britannique ne peut compter gouverner durablement en laissant se creuser un fossé entre les besoins et les aspirations du peuple et les institutions politiques qui sont censées les exprimer et les satisfaire. Un tel fossé serait un facteur de violence, voire de guerre civile.

De l'autre côté de l'échiquier politique, les travaillistes ont été conduits par leur échec électoral et par la crise économique à réexaminer, puis à radicaliser leurs positions. Le programme de l'opposition travailliste comprend actuellement un train de nationalisations qui n'a rien à envier à celui de la gauche française et qui a provoqué une scission au sein même du Labour entre les partisans de la radicalisation, accusés de communisme, et les modérés, qui ont décidé de créer un parti social-démocrate.

Les Britanniques connaissent tous le roman *1984*, de George Orwell, qui fait partie de leur culture générale. Dans ce roman, l'auteur imagine une société britannique passée en 1984 sous régime communiste et dans laquelle les individus sont soumis à un système de surveillance et de contrôle totalitaire (« *Bigh Brother is watching you* »). En 1984 auront lieu les prochaines élections en Grande-Bretagne. Inutile de dire que cette date prend pour les Britanniques une valeur symbolique toute particulière, compte tenu des événements économiques et politiques de ces derniers mois à l'intérieur comme au niveau international. Les esprits sont prêts à ce que tout puisse arriver d'ici là et cette situation, on peut s'en douter, est un facteur imprévisible, non seulement de rupture dans l'équilibre socio-politique du Royaume-Uni, mais aussi de guerre pour l'Europe toute entière¹⁴.

14. J'écrivais ces pages début 1982 et la première publication de ce livre par le Cercle Lorrain de Prospective, date du mois de mars de la même année. Depuis, la

À quoi s'ajoute que l'antisoviétisme des conservateurs britanniques et les attermolements persistants de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Europe, notamment en ce qui concerne la contribution qu'elle doit verser à la Communauté, donnent aux Européens du continent l'impression que leur partenaire britannique n'a pas encore su nettement se dégager de ses relations privilégiées avec les États-Unis. Ceci nuit à l'Europe toute entière, car la lecture de la presse écrite ou l'écoute des TV ou des radios du continent, surtout en France, montre bien que la Grande-Bretagne risque de remplir une fonction d'épouvantail, autour de laquelle s'organiserait l'hostilité commune devant permettre aux autres pays européens de se découvrir une solidarité nouvelle. Or, les hésitations des Britanniques à s'engager dans le jeu européen laissent en particulier aux Français les mains libres pour l'organisation d'un élément crucial de l'unité européenne : la défense militaire de l'Europe. Et ceci ne laisse pas d'être inquiétant.

Guerre des Malouines a confirmé mes inquiétudes. Cette guerre ne pouvait durer sur le terrain, car elle ne pouvait être reprise dans le cadre d'un conflit plus large qui l'eût prolongée : États-Unis contre Union Soviétique (puisque'il s'agissait d'un conflit à l'intérieur même du camp occidental) ou États-Unis contre pays européens (puisque les Américains et les Européens ont soutenu ensemble les Britanniques). Mais il prend son sens de ce que je dis ici et le renforcement de la solidarité nationale britannique et le regain de popularité dont a bénéficié Madame Thatcher montrent bien quelle fonction il a pu remplir après-coup et quelles sont les tentations qu'un tel succès et ses effets autorisent. (C'est dans un ordre d'idées tout à fait semblable que les succès militaires israéliens au Liban ne peuvent qu'inviter M. Begin à pousser l'aventure plus avant.

PROBLÈMES DE DÉFENSE

L'Europe doit par nécessité se construire dans les vingt ans qui viennent, faute de quoi elle disparaîtra en tant qu'entité politique et culturelle. Or, ni les USA, ni l'URSS n'accepteront sans sourciller que l'Europe se fasse, c'est-à-dire qu'elle devienne le plus grand réservoir d'hommes, de savoir-faire et de capacité économique du monde en l'an 2000. Leur intérêt commun, comme nous venons de le voir, est de susciter une tension internationale permettant de déstabiliser les échanges entre l'Europe et le Japon, d'une part, et les pays producteurs de matières premières, de l'autre. À ce prix, les États-Unis regrouperaient leurs ouailles européennes et japonaises autour d'eux, tandis que l'Union Soviétique étendrait son influence sur les pays du Tiers-Monde. En créant une tension autour de l'affaire afghane et des Jeux Olympiques au début de l'année 1980, les USA et l'URSS se sont en fait comportés comme des alliés objectifs qui seuls pouvaient profiter de la crise ainsi provoquée. Les tensions Est-Ouest renforcent en fait le condominium des USA et de l'URSS sur le monde.

L'Europe n'a pas le système de défense militaire qui lui permettrait de résister au jeu dans lequel les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Union Soviétique essaient de l'entraîner. Depuis la fin de la dernière guerre, les pays européens ont vécu une exceptionnelle période de paix sous la protection des troupes américaines à l'Ouest et soviétiques à l'Est. Il ne leur a pas été possible sous une telle tutelle de faire entendre leurs voix dans le duel que se livraient les deux Grands. L'affaire de Suez, en 1956, qui a obligé la France et la Grande-Bretagne à rentrer dans le rang, est significative de ce point de vue.

Actuellement, une stratégie d'autonomie pour l'Europe serait d'autant moins possible que l'aggravation des tensions entre l'Est et l'Ouest forcerait les Européens à choisir nettement leur camp. On

peut alors se demander, bien sûr, s'il n'est pas plus logique et plus prudent que l'Europe se rapproche des États-Unis et que les Occidentaux coordonnent leur stratégie. J'ai cependant soutenu dans le chapitre précédent que les différences de société, de culture et d'intérêts rendaient improbable un rapprochement harmonieux entre États-Unis et Europe. Un tel rapprochement, mené sur des bases inégales, conduirait à une inféodation de l'Europe aux États-Unis, à sa décadence culturelle et économique, voire à son abandon pieds et poings liés aux Soviétiques par les Américains, le jour où les Européens s'avéreraient être des partenaires économiques trop menaçants pour ces derniers, ou une région stratégique trop coûteuse à défendre. Une seconde raison plaide cependant pour une Europe indépendante et celle-ci est plus concrète et plus pressante : il s'agit de la défense militaire même du continent européen.

La nouvelle donne stratégique mondiale

Depuis plus de trente ans, l'Europe est protégée par les troupes américaines à l'Ouest et soviétiques à l'Est. Cependant, dans l'espace des huit dernières années, les deux Grands ont signé par deux fois des accords visant à limiter leurs productions respectives d'armements stratégiques : les Strategic Arms Limitation Treaties (SALT). La seconde série de ces accords, SALT II, a été signée en juin 1979. Une troisième série, baptisée START (Strategic Arms Reduction Treaty), est en cours de discussion, après avoir été retardée par la tension suscitée par l'affaire afghane.

Ces accords ne sont pas des accords de désarmement. Ils ne visent qu'à limiter la course quantitative aux armements. En effet, cette course est devenue inutile, depuis que chacun des deux Grands est parvenu en position de détruire plusieurs fois son adversaire avec la puissance de feu nucléaire dont il dispose. Les accords SALT et START prévoient donc un certain nombre de limitations quantitatives, voire, dans le cas de SALT II et START, une légère diminution du nombre des vecteurs. De plus, ils aménagent la coexistence pacifique des deux Grands en faisant de leurs territoires nationaux respectifs des sanctuaires protégés.

Bien qu'ils limitent la course quantitative aux armements, les accords SALT et START ne préparent pas la paix. Bien au contraire, en limitant les quantités, ils déplacent la course aux armements sur le terrain qualitatif. C'est-à-dire que chacun des deux Grands cherche désormais à améliorer la précision et la capacité de pénétration des

armes, ce qui tend à faire de l'arme nucléaire, non plus une arme de dissuasion visant des objectifs démographiques et économiques (une ville, par exemple), mais une arme de coercition visant des objectifs précis (une installation militaire ou une usine stratégique). La bombe atomique a cessé d'être uniquement la clé d'une stratégie dissuasive : elle est devenue aujourd'hui un élément tactique qui peut être utilisé sur le champ de bataille.

De plus, les deux Grands organisent leur coexistence pacifique en faisant de leurs territoires nationaux des sanctuaires protégés, sans souci du reste du monde et, spécialement, de l'Europe. Depuis que les Soviétiques sont capables d'atteindre le sol américain avec leurs fusées nucléaires, les Américains ont abandonné leur stratégie de dissuasion pour une stratégie de la « réponse graduée ». Ils ont installé sur le sol des pays de l'OTAN, spécialement celui des pays européens, des canons à projectiles nucléaires tactiques.

Le gouvernement américain contrôle l'usage de ces canons, mais ces derniers sont qualifiés d'« armes de théâtre », c'est-à-dire qu'ils sont déconnectés des systèmes stratégiques centraux : les Américains peuvent les utiliser sans être menacés d'une riposte en retour sur leur propre sol. Cela veut dire que les Américains et les Soviétiques peuvent à nouveau régler leurs différends sur le terrain, non pas, bien sûr, dans les deux sanctuaires que constituent désormais les États-Unis et l'Union Soviétique, mais en Europe.

L'Europe est redevenue un champ de bataille potentiel. Les Soviétiques ont amassé dans cette région des forces conventionnelles qui sont déjà supérieures à celles des Occidentaux. Mais surtout, ils disposent des fameux SS 20, missiles de portée moyenne, dotés de trois ogives nucléaires, et dont la précision égale celle des missiles américains. Les SS 20 sont capables de détruire des points stratégiques (stocks d'armes, aérodromes, centrales de production énergétique, usines, etc.) en Europe. 300 de ces missiles étaient déjà stationnés en Europe de l'Est en 1982. En 1985, ces missiles et les bombardiers soviétiques Backfire seront en mesure de paralyser instantanément le système de défense de l'OTAN en Europe.

Cette supériorité militaire de l'URSS sur l'OTAN en Europe reflète d'ailleurs l'effort général des Soviétiques pour rattraper leur retard sur les Occidentaux en matière militaire. Nixon estime, avec la CIA, que les dépenses militaires de l'URSS durant la dernière décennie ont représenté 11 à 12% de son PNB. D'autres sources avancent le chiffre de 14 à 15%, avec une estimation des dépenses prévues pour les années 80 de l'ordre de 18% du PNB. Alors que les

dépenses militaires des USA sont passées de 9% du PNB en 1968 (en pleine guerre du Vietnam) à 5% du PNB en 1978 (avant le début de l'affaire afghane)¹⁵. À partir de 1985, toujours d'après Nixon, les Soviétiques devraient avoir sur les Américains, si ceux-ci ne réagissent pas, la supériorité nucléaire, une écrasante supériorité au sol et l'égalité au moins sur mer.

Comment les Américains peuvent-ils actuellement répliquer en Europe ? Avec leurs têtes nucléaires stratégiques, ils pourraient détruire la plupart des villes soviétiques : ils seraient assurés de voir leurs propres villes détruites en retour. Il serait naïf d'imaginer que les États-Unis accepteraient de prendre le risque de leur propre destruction pour assurer la défense dissuasive de l'Europe.

En matière d'armes tactiques, les États-Unis n'ont rien de comparable aux SS 20 soviétiques. Les fusées Pershing et Lance ont une portée trois fois moindre et ne peuvent, de ce fait, frapper le sanctuaire soviétique : elles ne peuvent atteindre, par-dessus le rideau de fer, que le sol des pays européens du Pacte de Varsovie. De plus, les Américains gardent l'initiative de leur utilisation, mais ce sont les pays européens qui feraient les frais d'une riposte. Le « parapluie » américain a donc tout simplement cessé d'être crédible pour les Européens : en cas de guerre, l'Europe ne serait pour les Américains qu'un « théâtre d'opérations », à traiter comme tel, c'est-à-dire avec toute la brutalité qu'ils ont déjà montrée en Indochine.

Pour retrouver leur crédibilité auprès des Européens et pour rétablir l'équilibre des forces, les Américains proposent d'installer en Europe occidentale à partir de 1984 un feu nucléaire composé de missiles de croisière et de fusées Pershing 2. L'originalité viendrait de ce que le Président des États-Unis en délèguerait l'usage aux responsables militaires chargés des opérations sur le théâtre européen. Du même coup, s'étant dégagés de cette responsabilité, les USA ne seraient pas impliqués dans une éventuelle escalade.

Mais les têtes nucléaires de cette nouvelle force garderaient une portée très courte et ne pourraient frapper que des forces ennemies opérant sur le territoire même des pays d'Europe occidentale ! Ceci parce que les États-Unis veulent conserver l'initiative en matière stratégique et ne veulent accorder une autonomie militaire aux pays européens que pour la défense de leur sol et non pour des opérations d'attaque ou de riposte sur le sol des pays de l'Est. Nous

15. Richard Nixon, *op. cit.*, p. 217.

devrions donc nous défendre en bombardant notre propre sol avec des projectiles nucléaires... en supposant que l'ennemi soit assez idiot pour nous attaquer par unités conventionnelles s'offrant à des « petits » coups nucléaires, alors que les intentions affichées des pays du Pacte ont toujours été de faire précéder toute offensive conventionnelle d'une frappe nucléaire préventive qui détruirait au sol ces têtes nucléaires à faible portée.

La bombe à neutron se présenterait dans ces circonstances comme l'arme défensive par excellence. Elle réduit la force explosive et la radioactivité de l'arme nucléaire au périmètre du champ de bataille, ce qui évite les effets sur le voisinage de ce champ de bataille. Mais la maladresse avec laquelle les USA ont encouragé la diffusion de ce type d'arme parmi leurs alliés a fait que les Européens sont aujourd'hui convaincus que les Américains sont prêts à une guerre sur leur sol sans escalade au niveau stratégique ou, en termes plus crus, qu'ils se refuseront en cas de conflit à utiliser leurs missiles intercontinentaux contre les Soviétiques, parce que ce type d'action exposerait leur propre sol à une riposte proportionnée, mais qu'ils sont prêts, par contre, comme ils l'ont d'ailleurs fait pendant la dernière guerre, à nous « défendre » en bombardant nos usines, nos centrales, nos villes, pour éviter que les Soviétiques puissent s'en servir.

Dans aucun cas de figure l'Europe ne peut faire confiance aux États-Unis pour assurer sa défense. Si, de plus, on tient compte de ce fait que l'Europe risque de devenir dans vingt ans un concurrent économique et politique pour les États-Unis, on réalise que rien ne motive sérieusement ces derniers à changer quoi que ce soit à cette situation. Il en résulte logiquement que les gouvernants européens ne peuvent aujourd'hui penser l'Europe sans une défense européenne indépendante.

La France, marchand d'armes

Trois pays essentiellement sont en mesure, de par les dimensions de leur économie, de jouer un rôle moteur dans la construction d'une défense européenne indépendante d'ici à l'an 2000 : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France. L'Allemagne vit encore, en ce qui concerne la défense de son territoire, sous le régime que lui ont imposé les alliés au lendemain de la seconde guerre mondiale. Elle ne dispose pas de l'arme nucléaire et a donc dû, jusqu'à présent, se placer sous la protection des États-Unis. Bien qu'elle en ait les

moyens économiques, elle ne peut participer directement à l'élaboration d'un système européen de défense. Ayant été l'acteur principal des deux conflits mondiaux qui ont marqué la première moitié de ce siècle, elle risquerait de réveiller chez ses partenaires européens de vieilles craintes endormies.

La Grande-Bretagne est une puissance nucléaire moyenne, au même degré que la France. Mais la confiance que les Britanniques ont placée jusqu'à présent dans l'allié américain et la crise économique qu'ils traversent depuis plusieurs années les ont empêchés de moderniser leur équipement militaire dans les mêmes proportions que les USA, l'URSS ou la France. L'arme nucléaire britannique est démodée au point que certains experts estiment qu'elle sera hors d'état d'être utilisée en 1990, si elle n'est pas renouvelée avant.

La France a une puissance économique moindre que celle de l'Allemagne, mais néanmoins en meilleure santé que celle de la Grande-Bretagne. Surtout, elle mène depuis vingt ans, à la différence de la Grande-Bretagne, une politique diplomatique et militaire qui se veut indépendante des États-Unis, ce qui explique qu'elle puisse aujourd'hui prétendre être la base la plus sérieuse pour la construction d'une défense véritablement européenne.

En effet, au lendemain de la guerre d'Algérie, le général de Gaulle s'est donné les moyens de réorganiser la Défense Nationale de façon à se dégager de l'encombrant protecteur américain. C'est ainsi que la France s'est dotée de l'arme atomique et s'est lancée dans la fabrication d'un armement conventionnel national, avant de finalement quitter l'OTAN en 1966.

L'effet le plus remarquable de cette politique d'indépendance nationale, c'est que la France est aujourd'hui, après les USA et l'URSS, le troisième fabricant et marchand d'armes du monde. En effet, l'armée française, libérée de ses obligations coloniales, aurait été un client trop modeste pour assurer le développement d'une grande industrie d'armements, produisant en série une gamme d'armes suffisamment étendue. La France n'a donc pu se doter d'un équipement militaire véritablement national qu'en vendant à l'étranger une partie importante de la production de ses usines d'armements, ce qui revenait à partager avec les contribuables d'autres pays la charge de sa propre défense.

À ce prix, la France restait indépendante en ce qui concernait son matériel militaire : plus de 90% de l'équipement de son armée est d'origine française, alors que la plupart des autres pays européens sont fournis à plus de 60% par les États-Unis. De plus, les

Français ont ainsi réussi à contenir dans des limites raisonnables la charge de leur défense puisqu'ils paient moins, par habitant, pour une défense indépendante, que de nombreux européens qui ont à payer du matériel à des fournisseurs dont ils dépendent.

Cependant, ce choix a aussi conduit à une militarisation partielle de l'économie française, qui dépend désormais, pour l'équilibre de son commerce extérieur, des exportations de ses industries d'armements. La France exporte, en valeur, vingt fois plus d'armes que de machines-outils. Panhard, qui fabrique notamment des automitrailleuses, travaille même à 95% pour les marchés étrangers. En ces périodes de déséquilibre chronique de la balance commerciale, il n'est pas question d'ajouter au déficit extérieur en supprimant cette source de revenus. Les usines françaises d'armements emploient par ailleurs 260 000 personnes, soit à peu près autant que la construction automobile : pas question non plus d'accroître le chômage actuel en les fermant.

La nécessité d'ouvrir des marchés nouveaux à ses ventes d'armes a par ailleurs obligé le gouvernement français à vendre à n'importe qui. Les USA et l'URSS peuvent sélectionner leurs clients et limiter leurs ventes d'armes à leurs alliés parce qu'ils ne dépendent pas autant de leurs exportations. La France a jusqu'à présent vendu à qui avait les moyens : l'Afrique du Sud, qui est l'un des plus importants producteurs de minerais du monde, aussi bien que le Nigéria, qui est l'un des pays les plus peuplés d'Afrique, la Chine de Mao aussi bien que le Chili de Pinochet, etc. Cette absence de morale en matière de ventes d'armes a séduit de nombreux pays, qui se sentent moins dépendre de leur fournisseur que quand ils achètent à l'un des deux Grands.

Les socialistes au pouvoir se proposent de moraliser ce commerce en excluant de leur clientèle les régimes qui se signalent trop nettement à l'opinion internationale par leurs atteintes répétées aux droits de l'homme. Mais, si l'Afrique du Sud, l'Argentine ou le Chili sont particulièrement visés par ces bonnes intentions, certains pays dont nous dépendons pour nos fournitures essentielles de matières premières resteront à coup sûr les meilleurs clients de nos fabriques d'armes : ainsi l'Arabie Saoudite, qui ne se manifeste pas non plus par son respect inconditionnel des droits de l'homme.

En fait, la « moralisation » en question va sans doute consister en une certaine politisation d'un commerce qui ne répondait jusqu'à présent qu'à des motivations de rentabilité immédiate. En d'autres termes, le gouvernement socialiste français va tendre, comme les

gouvernements américain et soviétique, à réserver ses ventes d'armes en priorité à ses alliés, au besoin en leur offrant des conditions plus avantageuses qu'à ses autres clients. C'est ce que semble indiquer, en tout cas, la vente récente d'armes au Nicaragua, dont le régime actuel, soutenu par l'internationale Socialiste, a succédé, il y a peu au régime pro-américain du dictateur Somoza et soutient maintenant plus ou moins ouvertement les luttes des progressistes contre la dictature, également soutenue par les USA, dans l'État voisin du Salvador.

Les ventes françaises d'armes sont donc désormais intégrées dans une politique extérieure cohérente plus large : celle qui se fixe pour objectif, avoué ou non, d'ouvrir en Afrique, au Moyen-Orient et, dans une moindre mesure, en Asie du Sud une zone d'échanges préférentiels entre pays européens et pays du Tiers-Monde, tout en perturbant autant que possible en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est le fonctionnement des « zones réservées » correspondantes des Américains et des Japonais. Les ventes d'armes en elles-mêmes ne sont pas remises en question par les socialistes, qui ont décidé jusqu'à l'affirmer ouvertement (à propos du contrat de livraison de gaz passé avec l'URSS en pleine affaire polonaise) qu'il n'y avait pas lieu de confondre échanges économiques et prises de position morales ou politiques. Renoncer aux ventes d'armes, ce serait en effet se priver, en pleine politique de relance économique, d'une source importante de revenus, d'emplois et d'armes à bon marché.

L'effet essentiel de ce commerce de la mort pratiqué depuis vingt ans a été de faire de la France le pays européen actuellement le mieux armé en matériel militaire conventionnel. Certes, comme les autres pays d'Europe occidentale, la France est démunie d'armements nucléaires tactiques de précision. L'arme nucléaire française avait jusqu'à présent une valeur essentiellement dissuasive, valeur qu'elle a perdue depuis que la stratégie de dissuasion des puissances moyennes, comme la France, est remise en question : il n'est pas possible de répondre à une arme de coercition telle que le SS 20, frappant des objectifs militaires, par une arme de dissuasion visant des objectifs démographiques et économiques, et exposant celui qui l'utilise à une riposte comparable de la part de l'ennemi. Mais, de tous les pays européens qui se trouvent, dès lors, dans la nécessité de se lancer dans la même course technologique que les deux Grands, la France est sans doute le mieux placé, du fait des infrastructures industrielles et du savoir-faire déjà existants. Ceci donne à la France une grande capacité d'initiative en Europe et un pouvoir dont le

gouvernement français ne peut qu'être tenté d'user, parce qu'il compense par ailleurs les faiblesses économiques du pays.

La Bombe franco-allemande ?

À l'époque des missiles intercontinentaux de haute précision, le système de défense français, malgré quelques sous-marins nucléaires, est devenu inadapté. La France, poursuivant sa politique d'indépendance nationale, cherche donc à moderniser son arme nucléaire et à se lancer dans la conception et la fabrication de projectiles plus précis. Technologiquement, cela lui est possible. Financièrement, c'est une œuvre qu'elle ne peut pas conduire seule. Il lui faut un partenaire européen, d'où l'idée qui en découle nécessairement : celle d'un système de défense nucléaire aux dimensions européennes.

Plusieurs tentatives de coopération technique avec la Grande-Bretagne, qui dispose également de l'arme nucléaire, ont été vaines, pour toutes les raisons qui ont déjà été évoquées. Or, si on écarte les Britanniques, que reste-t-il ? Il n'est pas possible de travailler à neuf ou à douze à un tel projet, même si tous les pays d'Europe occidentale sont concernés. La France s'est donc tournée naturellement vers l'Allemagne, qui avait déjà été son partenaire principal dans la construction de la Communauté Économique Européenne.

En 1975, Jacques Chirac, en remettant les fusées Pluton aux unités qui en ont la responsabilité, parle de « regarder au-delà de nos frontières » et définit les armes françaises comme « authentiquement européennes ». En 1976, Valéry Giscard d'Estaing parle d'un « espace européen unique » en matière de défense. En 1977, Raymond Barre affirme que la force de frappe française doit également s'appliquer aux « territoires voisins et alliés ». En août 1979, enfin, deux gaullistes de longue date, George Buis et Alexandre Sanguinetti, font sensation en affirmant à l'occasion d'une interview au *Nouvel Observateur* la « nécessité d'une défense européenne qui ne peut naître que d'une association de la force nucléaire française avec l'industrie allemande »¹⁶.

Le gouvernement français de l'époque dément toute intention de partager l'arme nucléaire avec les Allemands. Cependant, les rencontres franco-allemandes au sommet se multiplient et il serait

16. « Partager l'arme nucléaire avec les Allemands ? », *Le Nouvel Observateur*, 20 août 1979.

étonnant que cette question n'y ait pas été abordée, surtout depuis qu'est réapparue la tension entre États-Unis et Union Soviétique.

L'Allemagne Fédérale, plusieurs années après la France, secoue de plus en plus le joug de la domination américaine, parce que les États-Unis n'assurent plus sa protection. Or, l'Allemagne est le pays d'Europe le moins bien armé, en proportion de son importance économique, et le plus exposé, de par sa position géographique, à une invasion par les troupes du Pacte de Varsovie. Pour éviter que l'Allemagne Fédérale ne soit tentée par des accords séparés avec l'Union Soviétique et pour lui assurer un amarrage solide à l'Europe, les gouvernants français sont convaincus qu'une puissance européenne doit prendre la relève des États-Unis et contribuer à sa défense. Quelle que soit la manière dont on pose le problème, on aboutit donc au même résultat : la nécessité d'une association militaro-industrielle franco-allemande.

Précisons cependant qu'une telle association ne conduirait pas à une intégration des systèmes de défense respectifs de l'Allemagne et de la France. Sur ce point, les démentis des deux côtés ont été formels et cela se comprend facilement. En signant en 1969 le traité de non-prolifération des armes nucléaires, l'Allemagne s'est imposé de lourdes restrictions de souveraineté. Le gouvernement allemand s'est interdit, par exemple, de prendre part, ne serait-ce qu'à titre consultatif, à une décision transatlantique concernant la fabrication et le déploiement des bombes à neutron.

Les Français, de leur côté, ne pousseront pas les Allemands à dénoncer ce traité, puisque la force de frappe qu'ils ont développée jusqu'à présent avait aussi bien pour but de tenir en échec un éventuel ennemi que de contrebalancer la puissance économique de l'Allemagne : les Allemands sont riches mais désarmés, les Français ont la bombe, ce qui contrebalance leur infériorité industrielle.

En fait, il n'est pas nécessaire aux Français de signer des accords particuliers avec les Allemands, accords qui soulèveraient des polémiques au sein de leurs classes politiques respectives. Il est plus vraisemblable que les gouvernements français et allemands développeront leur coopération dans le cadre des traités déjà existants, par lesquels ils sont suffisamment liés.

Ainsi, les accords de Paris de 1954 renouvellent, en y faisant accéder l'Allemagne et l'Italie, le traité de Bruxelles de 1948. L'article 4 de ce traité engage la France automatiquement : « *Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront aide et assistance par*

tous les moyens en leur pouvoir militaires et autres ». Le texte du traité n'est que l'expression d'une réalité de fait : personne n'imaginerait que la France puisse se maintenir en dehors d'un conflit se déroulant en Allemagne. On s'en rend rarement compte, mais Strasbourg et la frontière du Rhin ne sont pas plus éloignés du rideau de fer qu'ils ne le sont de Paris.

Dans la pratique, donc, les Allemands n'ont pas à accepter (ou à refuser) cette arme à double tranchant qu'est la Bombe. Par contre, il pourrait certainement leur être demandé de contribuer, d'une manière ou d'une autre, à l'effort de modernisation de l'arme nucléaire française, charge aux Français de les protéger en retour contre les risques d'agression extérieure. Le « parapluie » français offrirait certainement plus de garanties aux Allemands, dans la mesure où il couvrirait à la fois tout le théâtre centre-européen, la France ne pouvant se permettre, même par égoïsme, d'exclure brusquement l'Allemagne de son propre espace de défense si elle était attaquée.

Mais la France conserverait, de ce fait, le privilège de presser le bouton rouge. La classe politique française n'accepterait d'ailleurs pas qu'une partie du système de défense qui garantit le territoire national puisse relever d'un organisme de décision communautaire. Le résultat de tout cela est donc que la France est en passe de prendre, avec l'accord et l'appui économique de l'Allemagne (qui cofinance déjà, par exemple, un projet franco-allemand de char d'assaut ultra-moderne) le contrôle de la défense du continent européen tout entier. Cette situation est grave, car elle assure du même coup à la France la maîtrise progressive d'une grande partie de la politique extérieure des pays européens.

Le bruit des bottes

Leur déclin économique a obligé les Américains de 1974 à 1980 à se retirer progressivement de la plupart des théâtres d'opérations potentiels du monde pour se replier sur le seul continent américain (Amériques du Nord et du Sud). Ce désengagement a créé un vide, suscité l'instabilité là où les États-Unis remplissaient les fonctions de gendarme : l'Afrique a manqué d'être déstabilisée en 1976, puis l'Islam s'est réveillé, L'Iran a basculé dans la Révolution en 1978, l'URSS a envahi l'Afghanistan en 1979.

L'Union Soviétique est certainement tentée de prendre cette place laissée libre par les Américains : les tentatives soviétiques pour prendre pied en Afrique et au Moyen-Orient, l'invasion de

l'Afghanistan en sont des indices. Dans le jeu des tensions internationales que les États-Unis ont suscitées en se repliant, les Soviétiques ont gagné une audience grandissante, ainsi qu'en témoignait l'orientation prise en 1979 par le mouvement des pays non-alignés, passé sous la présidence de Cuba.

Cependant, partout sur son chemin, depuis quelques années, l'Union Soviétique rencontre la France, soit sous la forme de l'armée française elle-même, soit sous la forme de matériel militaire et de conseillers techniques français. Au Zaïre, en particulier, la France est intervenue à deux reprises pour protéger le régime de Mobutu contre les infiltrations de guérilleros formés en Angola par des instructeurs cubains. C'est que depuis la fin de la guerre du Vietnam, qui a marqué le début du repli américain, le gouvernement français a dû décider de suppléer aux manques de la stratégie américaine en intervenant lui-même là où cela lui était nécessaire.

L'orientation de la politique étrangère française sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing se retrouve plus qu'on ne veut bien le dire dans la politique extérieure de son successeur François Mitterrand. Ce qui se comprend si on admet que tout ce qui a été dit plus haut impose une certaine continuité à cette politique. L'Europe doit se doter d'une défense indépendante. Elle doit se dégager du jeu des tensions Est-Ouest, qui ne nuit qu'à elle. Elle doit, pour ce faire, offrir aux pays du Tiers-Monde, et spécialement à l'Afrique et au Moyen-Orient, une « troisième voie » faite d'accords d'échanges et de développement. Dans cette entreprise, c'est la France qui joue le rôle de bras armé de l'Europe.

L'Afrique a été très tôt définie comme partie d'une zone que la France et l'Europe veulent se voir réserver à l'avenir pour leurs échanges économiques vitaux. Depuis longtemps, l'Afrique extrait des matières premières et, spécialement, de l'uranium pour l'Europe. La France consacre en retour un budget important à l'équipement des pays africains amis. De plus, l'Afrique est un continent plus densément peuplé, le seul où, selon la formule du précédent ministre des Affaires Étrangères, Louis de Guiringaud, « *La France peut encore, avec cinq cents hommes, changer le cours de l'histoire* ».

Pendant les trois dernières années du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, l'Élysée a eu l'initiative de cinq opérations militaires directes : en Mauritanie, au Tchad, au Zaïre (deux fois) et en Centrafrique, le dernier de ces coups-de-main n'ayant pas eu d'autre but que de déposer un chef d'État, Bokassa, sans autre considération pour les formes du droit international. Depuis 1978, le continent, qui

était menacé de déstabilisation par les interventions cubaines, est revenu dans le giron occidental, européen plus particulièrement, grâce à ces opérations de police qui ont limité à quelques pays africains la présence soviétique.

Six pays africains ont signé depuis plusieurs années avec la France des accords de défense qui prévoient une possibilité d'intervention française sur appel des autorités locales, intervention qui est laissée à l'appréciation de Paris. Vingt pays africains ont conclu avec la France des accords de coopération militaire portant sur la formation, l'instruction et l'aide en matériel. Enfin, la France vend des armes à presque tous les pays africains.

Après avoir assuré une paix relative en Afrique, la France s'intéresse aujourd'hui, en particulier depuis l'arrivée de François Mitterrand à la Présidence de la République, au problème que pose pour l'Europe les multiples foyers de conflit au Moyen-Orient. Cette région est vitale pour l'Europe : elle produit la majeure partie du pétrole exporté dans le monde et l'essentiel de ce pétrole va en Europe, grande consommatrice de brut. En juin 1979, lors d'une interview télévisée, le président Giscard d'Estaing laissait entendre que l'interruption des approvisionnements de pétrole en provenance du Golfe pourrait constituer pour la France un motif d'intervention militaire.

La diplomatie française a pris pied dans les pays arabes depuis plusieurs années par l'intermédiaire des ventes d'armes. Presque tous les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont devenus les clients de la France sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Il n'y avait et il n'y a toujours actuellement qu'une exception importante : il s'agit de l'Iran, ce qui n'est pas tout à fait étranger aux difficultés que traverse en ce moment ce pays. L'Iran du Shah, avant que n'éclate la Révolution, était en train de se doter de la troisième ou de la quatrième armée du monde, mais sans les Français. Ce qui peut expliquer que l'Élysée n'ait pas vu d'inconvénient, à l'époque, à ce que l'Ayatollah Khomeiny alors en exil s'installe près de Paris et s'exprime librement sur le régime pro-américain du Shah jusqu'à ce que ce dernier s'effondre.

Aujourd'hui, le Shah, gendarme des États-Unis au Moyen-Orient, est tombé et, pendant un temps, les nouveaux dirigeants de l'Iran, dont le président de la République Bani Sadr, ont été des gens qui avaient passé leurs années d'exil en France et parlaient le français. Maintenant que la colère de Khomeiny s'est aussi retournée contre la France et que les dirigeants jugés trop « occidentalisés »

ont été écartés ou exécutés, le sol français accueille les principaux opposants au nouveau régime, à commencer par l'ex-président Bani Sadr et le dernier premier ministre du Shah, Chapour Bakhtiar. L'idée reste la même : tout faire pour favoriser dans ce pays, qui était jusqu'en 1978 l'un des premiers producteurs de pétrole du monde, l'installation d'un régime qui ne soit aligné sur aucun des deux Grands, bref d'un régime pro-européen.

Déconcertés par la révolution iranienne, les émirats du Golfe Persique et l'Arabie Saoudite ont cessé de faire confiance aux États-Unis, qui n'ont rien fait pour sauver un régime qui leur était pourtant dévoué. Ils se tournent de plus en plus vers la France pour leurs approvisionnements militaires, entraînant avec eux les pays arabes qui sont financièrement dépendants d'eux, l'Égypte en particulier. Ainsi, le Moyen-Orient ne dépend plus uniquement de la logistique américaine mais également en partie de la logistique française.

Alors que les États-Unis ont tenté de se dégager le plus rapidement possible du Moyen-Orient en hâtant une paix séparée entre l'Égypte et Israël, l'Élysée a multiplié les démarches diplomatiques qui permettraient d'entamer un processus de paix globale au Moyen-Orient, avec reconnaissance du droit des Palestiniens à un État propre, garanties d'existence pour l'État d'Israël et reconstruction de l'État libanais. Concrètement, la France a d'abord fourni un contingent aux forces d'intervention de l'ONU au sud-Liban, puis est intervenue plus directement, depuis l'invasion du Liban par l'armée israélienne, comme élément essentiel de la force multinationale d'interposition entre Israéliens et Palestiniens. La France a également passé des accords avec l'Égypte (dont les vues sur le problème du Proche-Orient sont très proches des thèses françaises) et participe depuis 1982 à la force neutre stationnée au Sinaï. Les gouvernants français savent que l'Europe ne pourra conclure des accords avec l'Afrique et les pays arabes que si le Moyen-Orient redevient une zone stable.

Dans sa démarche, la France s'oppose aussi bien à l'Union Soviétique qu'aux États-Unis. Cela est davantage apparent en ce qui concerne l'Union Soviétique, parce que les régions où la France intervient en ce moment (Afrique et Moyen-Orient) sont celles dont les États-Unis ont d'abord tendu à se retirer ou à être évincés et où les Soviétiques sont tentés de prendre pied, ne serait-ce que par Cubains interposés. C'est donc à ces derniers que la logistique fran-

çaise se heurte d'abord, c'est contre des armes soviétiques que des armes françaises sont utilisées dans ces régions.

Mais avec les Soviétiques, les Européens ont des arguments pour une négociation. La crise économique et sociale que les pays de l'Est sont en train de renverser rend les dirigeants de ces pays sensibles aux propositions d'accord des pays occidentaux, spécialement des pays européens qui sont leurs voisins directs. L'expansionnisme soviétique en Afrique et en Asie n'a d'ailleurs pas que des visées stratégiques au niveau mondial. L'intervention soviétique en Afghanistan avait aussi un caractère défensif : elle visait à contenir hors des frontières de l'URSS le réveil actuel de l'Islam, pour éviter qu'il ne gangrène les républiques soviétiques musulmanes d'Asie centrale. Ce sont ces mêmes raisons, ainsi que le même besoin que les Européens de voir stabilisée une région qui commence à les fournir eux aussi en pétrole, qui les conduirait à intervenir plus avant au Moyen-Orient. Mais, à tout prendre, les Soviétiques ne se laisseraient-ils pas convaincre de laisser les Européens seuls organiser cette région plutôt que d'y laisser se développer des régimes islamiques intégristes menaçants pour eux comme pour les Occidentaux ?

Dans la réalité des faits, ce sont logiquement les États-Unis qui doivent le plus difficilement accepter ce redéploiement de la diplomatie française, parce qu'ils savent ce dont ces efforts présagent : l'Europe, avec l'Afrique et l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, peuvent former d'ici à dans vingt ans un pôle économique et politique indépendant, d'un poids comparable à celui que constitueront les deux Amériques (environ 30% de la production intérieure brute mondiale).

L'antagonisme économique et politique entre États-Unis et Europe, qui commence à se traduire par un antagonisme diplomatique franco-américain, est encore discret, car il se joue encore essentiellement, pour le moment, dans cette région du Moyen-Orient, où les États-Unis restent l'allié principal de pays-clés comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte et Israël et qui n'a pas été aussi ouvertement que l'Afrique définie par les Européens comme une « zone réservée ». Les Américains se contentent donc simplement de retarder autant que possible l'établissement de liens de solidarité privilégiés entre l'Europe et le monde musulman.

C'est ainsi que la façon dont ils ont brutalement abandonné le Shah d'Iran après l'avoir si longtemps soutenu contre ses ennemis politiques ne laissait aucune chance à quelque solution de compromis social dans ce pays et ne pouvait que le conduire au chaos. Les

premiers touchés par la crise iranienne ne sont pas les États-Unis, mais les pays européens, dont l'Iran était un des principaux fournisseurs de pétrole. De même, les Américains se refusent à jouer de leur influence pour forcer Israël à accepter une paix globale et la reconnaissance d'un État palestinien. Enfin, après avoir appelé les Européens à condamner l'Iran pour la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, les Américains ont proposé à ces mêmes Iraniens, ainsi qu'au Pakistan, de répondre à l'invasion de l'Afghanistan en acceptant une aide militaire qui risquait, contrairement à l'effet prétendu, de pousser les Soviétiques à réagir.

L'antagonisme franco-américain devient plus évident à mesure que les luttes d'influence diplomatiques quittent le seul terrain du Moyen-Orient, où ce sont les Européens qui risquent le plus gros, et s'étend à l'Amérique Latine, où ce sont au contraire les intérêts américains qui sont le plus directement menacés. En effet, le monde se fragmente, comme on l'a vu plus haut, en de grandes zones : USA, Europe, Japon, des relations privilégiées se nouant entre chacun de ces pôles et leurs partenaires du Tiers-Monde. Or, l'Europe, associée à des pays dont beaucoup sont pauvres (Afrique noire, Asie du Sud), part moins favorisée que les États-Unis et le Japon, associés à des pays en cours d'industrialisation rapide ou dont les ressources en matières premières sont davantage complémentaires des leurs.

Dès lors, les pays européens ne peuvent qu'avoir intérêt, à l'exemple de ce que font les Américains à leur égard, à susciter ou à encourager des troubles sociaux au sein des pays relevant des « zones réservées » du Japon et des États-Unis ou encore à nourrir des guerres entre ces pays. C'est, semble-t-il, ce qui est déjà en train de se passer en Amérique Latine, où la France, en accord avec le Mexique, a pris position sur les événements qui se déroulent en ce moment au Salvador. Contrairement aux règles diplomatiques internationales, le gouvernement français a reconnu l'opposition armée salvadorienne comme interlocuteur obligé d'un possible règlement de la guerre civile dans ce pays. Dans le même temps, la France fournissait des armes au Nicaragua voisin, qui sert de base arrière aux rebelles salvadoriens, et certaines de ces armes, comme les bazookas, sont particulièrement indiquées pour les combats de guérilla.

Une vingtaine de pays latino-américains, alliés des États-Unis, ont désapprouvé l'initiative franco-mexicaine. Ceux d'entre eux dont les régimes dictatoriaux sont profondément impopulaires présentent que la France est en train de jouer de sa réputation de « patrie

des libertés et des révolutions », remise au goût du jour par l'arrivée des socialistes au pouvoir, pour encourager les situations révolutionnaires en Amérique Latine. Les États-Unis ne peuvent tolérer un tel état de chose, qui nuirait à leurs intérêts dans cette région.

La poursuite de ces luttes d'influence entre Européens, Français en particulier, et Américains semble bien être un des facteurs qui aient incité les États-Unis à durcir leur politique internationale depuis 1981. Un autre facteur étant bien sûr la réaction de l'opinion publique américaine au sentiment qu'elle avait du déclin politique du pays. Mais l'interventionnisme tous azimuts du président Reagan donne la même impression de manque de mesure que le désengagement sous la présidence Carter. Il a en tous cas les mêmes effets, à savoir de précipiter les situations régionales de tension dans le monde, notamment en Pologne et au Moyen-Orient, en les réduisant à des conflits duels entre Est et Ouest, alors que leur contenu est souvent plus complexe.

Comment réagiraient les Soviétiques ?

L'Union Soviétique accepterait-elle la formation, sur son flanc ouest, d'une entité européenne indépendante et puissante, protégée par un feu nucléaire modernisé et entretenant avec les pays musulmans qui bordent sa frontière sud des liens de solidarité privilégiés ?

On ne peut apporter à cette question de réponse tranchée. L'Union Soviétique a perdu vingt millions de morts au cours de la dernière guerre mondiale, une guerre qu'elle n'avait pas provoquée. Une coopération militaro-industrielle entre Français et Allemands, qui donnerait indirectement à l'Allemagne un accès à l'arme nucléaire, risque de réveiller chez les Soviétiques de vieilles peurs qui datent de la lutte millénaire entre Allemands et Slaves. La politique de détente qui garantit actuellement la paix en Europe serait, en tout cas, remise en question.

Mais les mêmes raisons, c'est-à-dire le souvenir pénible des sacrifices de la dernière guerre, militent aussi en faveur de la recherche de compromis entre Soviétiques et Européens. Les comportements des Soviétiques en matière de politique extérieure s'expliquent souvent en ce qu'ils se sont toujours sentis encerclés par des nations hostiles : les Européens à l'Ouest, la Turquie et l'Iran au Sud, armés par les États-Unis, la Chine sur les milliers de kilomètres de leur frontière sibérienne. Ils se sont toujours montrés prudents sur leur frontière européenne : c'est à cet endroit que leur

population est la plus concentrée, une guerre y coûterait davantage, en termes économiques et démographiques, que s'ils étaient attaqués sur leur frontière asiatique.

Les inquiétudes des Soviétiques ne sont pas vraiment en Europe : elles sont ailleurs, en Asie précisément, où les bouleversements impliqués par l'évolution démographique des populations non-russes sont devenus imprévisibles. Le jour où se seront radicalement modifiés les équilibres ethniques sur lesquels reposent actuellement la Fédération, la Chine sera sans doute encouragée à redoubler ses pressions sur la Sibérie, pour contraindre la Russie à abandonner son empire asiatique. C'est ce qui explique que les dirigeants russes de l'Union Soviétique aient saisi l'occasion que leur offrait le général de Gaulle de réaliser une politique de détente en Europe : il se peut qu'ils aient un jour à abandonner le « rêve asiatique » des tsars et à reconnaître l'Europe comme leur communauté naturelle d'appartenance.

Les Soviétiques ont donc autant d'intérêt que les Européens à ce que l'Europe demeure une zone de paix : ils en sont solidaires beaucoup plus que les Américains. Les Soviétiques envahiraient certainement l'Europe, comme ils ont envahi l'Afghanistan et comme ils ont fait mettre la Pologne au pas, si l'Europe devait devenir une région instable, car l'instabilité leur fait peur. Par contre, ils ne réagiraient pas nécessairement si l'Europe se dotait d'une défense cohérente et indépendante, dont ils savent qu'elle serait au moins autant tournée contre les États-Unis que contre eux.

Certes, pour éviter le développement d'un système européen de défense que, tout de même, ils ne maîtriseraient pas, les Soviétiques pourraient tenter de rompre l'axe franco-allemand en proposant à l'Allemagne Fédérale un marché alléchant : la réunification des deux Allemagnes contre leur neutralisation. La constitution de l'Allemagne de l'Ouest définit l'Allemagne comme une nation séparée en deux États : si la réunification est possible – et nul doute qu'elle soit inévitable un jour –, les Allemands pourraient orienter leurs forces vers cet objectif, rendant dès lors impossible tout projet de défense européenne.

Les Allemands ont cependant à réfléchir à deux fois à ce problème, car la neutralisation complète de leur pays, neutralisation qui ne serait en fait garantie que par les Soviétiques, conduirait à terme à sa « finlandisation », ainsi qu'à celle de l'Europe toute entière. Or, il ne faut pas perdre de vue les contraintes qu'impose l'émergence actuelle de nouvelles forces dans le monde. Que représenteront,

même pour eux-mêmes, les territoires réunifiés des deux Allemagnes et 80 millions d'Allemands désarmés en l'an 2000, quand le Japon aura 130 millions d'habitants, le Brésil 200 millions et la Chine plus d'un milliard ? Le destin de l'Allemagne est d'abord européen, avant d'être national.

Les problèmes politiques et stratégiques qui se posent à l'Europe de demain expliquent cependant que l'Allemagne et la France aient été amenées à multiplier les contacts économiques et diplomatiques avec l'URSS. Il s'agit pour les pays européens d'obtenir des Soviétiques une attitude neutre à leur égard dans les tensions qui se manifestent à nouveau entre l'Est et l'Ouest, l'argument étant que ces tensions sont entretenues surtout par les Américains, alors qu'elles nuisent d'abord aux Européens et aux Soviétiques.

La politique extérieure actuelle des pays européens, qui condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan et dénoncent la responsabilité des Soviétiques dans le coup d'état militaire en Pologne, mais se refusent à prendre des sanctions contre l'URSS et signent au contraire avec elle d'importants accords de fourniture de gaz, s'explique mieux si on l'envisage de ce point de vue. La presse soviétique fait d'ailleurs la différence dans ses commentaires entre la position diplomatique des Européens et celle des Américains dans les affaires dans lesquelles l'URSS est concernée. Les journaux soviétiques ont même reconnu – ce que n'ont pas pu faire les gouvernants européens – que les accords sur le gaz sibérien avaient bien une dimension politique et qu'ils portaient notamment un coup dur à l'unité de l'OTAN.

Les Soviétiques ont autant intérêt à la paix en Europe que les Européens eux-mêmes, parce que Moscou et Leningrad sont en Europe. Alors que New-York et Washington sont de l'autre côté de l'océan. Ce n'est en fait qu'indirectement que la position actuelle de l'URSS dans le jeu des tensions internationales peut constituer un facteur de guerre. La crise que traversent les pays de l'Est, crise qui est à la fois économique, politique et culturelle et qui menace à moyen terme de dislocation le bloc communiste tout entier, peut conduire les dirigeants soviétiques à adopter des réflexes de défense qui précipiteraient l'URSS dans la guerre à l'extérieur, en Europe et au Moyen-Orient, pour éviter l'éclatement à l'intérieur. C'est précisément pour prévenir de tels réflexes que les Européens ne tiennent pas à contribuer par des sanctions économiques à l'approfondissement des crises de pénurie à l'Est.

L'éveil de l'Islam, la Guerre Sainte prônée par les intégristes musulmans aussi bien contre les occidentaux que contre les communistes, les multiples conflits au Moyen-Orient qui touchent au « ventre mou » de l'URSS (les républiques soviétiques musulmanes d'Asie centrale) constituent autant de motifs d'intervention des Soviétiques dans la région. Interventions qui, contrairement à ce que veut laisser croire le livre de Richard Nixon, n'auraient pas que la mainmise sur les champs pétrolifères comme objectif : une guerre dans cette région aurait plutôt pour conséquence de perturber les approvisionnements pétroliers, et l'invasion de l'Afghanistan, par exemple, a bien montré qu'elle n'avait pas que le gaz afghan pour enjeu, puisque l'URSS se le procurait déjà auparavant, en temps de paix, dans de meilleures conditions.

La Pologne aussi est un foyer de tension alarmant, car la répression militaire qui y tient lieu de réponse aux aspirations populaires obéit à une logique où répression et révolte s'alimentent mutuellement et qui peut mener à une escalade internationale : les pays occidentaux manifestent leur soutien aux travailleurs polonais et au syndicat Solidarité, l'Union Soviétique dénonce l'ingérence occidentale et intervient directement en Pologne pour soutenir le gouvernement frère, les occidentaux appuient les mouvements polonais de résistance à l'envahisseur, l'URSS décide qu'il y a *casus belli* et mobilise les troupes du Pacte de Varsovie pour la guerre, les révoltés polonais sont appelés sous les drapeaux et envoyés au front pour tirer sur les chômeurs européens.

Si les Soviétiques estiment que les prochaines années sont une menace pour l'intégrité même de leur système politique, alors oui, ils devront considérer qu'une défense européenne indépendante, dont l'aménagement ne serait pas négociable avec les Américains dans le cadre d'accords bilatéraux du type SALT, constituerait un paramètre aux variations imprévisibles, donc un danger potentiel important. Ils pourront donc être tentés d'en prévenir l'élaboration.

À l'heure actuelle, tout regain de tension en Europe ou au Moyen-Orient peut être le détonateur d'une guerre qui ne saurait être que généralisée. Car, si les Soviétiques interviennent directement en Pologne ou dans le Golfe Persique, il leur faudra, dans le même mouvement, mettre au pas les Européens qui ne pourront pas ne pas réagir : mise au pas qu'ils conduiront avec d'autant moins d'hésitation qu'il leur est tous les jours confirmé que les Américains n'interviendraient pas en cas d'invasion de l'Europe par les troupes du Pacte.

Les fonctions de la guerre

Nous nous acheminons progressivement vers une situation internationale qui pourrait n'avoir d'autre débouché que la guerre. Nous le savons, et pourtant aucun parti politique représentatif en Europe ne s'en fait l'écho véritable. Au contraire, le parti socialiste français, qui affichait pendant les campagnes électorales de 1981 sa volonté de paix, a voté un budget de la défense pour 1982, dont la part dans le budget de la Nation est encore plus élevée que par le passé et que les députés de l'ancienne majorité n'ont pu eux-mêmes qu'approuver de leurs votes.

Ce silence ou, dans certains cas, ce double langage sur les risques actuels de guerre vient s'ajouter à la distorsion qui existe entre les antagonismes internationaux qui nous semblent les plus évidents (antagonisme Est-Ouest) et ceux qui sont en fait déterminants dans la réalité internationale d'aujourd'hui (antagonisme Europe-États-Unis). Ce décalage entre ce que nous lisons dans nos journaux ou que nous entendons à la radio et ce qui se passe vraiment dans les coulisses économiques et politiques indique bien que la course aux armements et la guerre remplissent dans nos sociétés modernes des fonctions cachées, mais puissantes.

Il me faut terminer ce chapitre en disant quelques mots de ces fonctions, car leur nécessité sociale semble rendre la guerre inévitable en elle-même, c'est-à-dire comme processus de régulation sociale, et pèse de ce fait comme facteur supplémentaire de conflit sur les années qui viennent. Je ne traiterai ici que des ressorts et des incidences économiques de la guerre, étant entendu que celle-ci, une fois déclenchée, obéit également à des lois propres, en partie indépendantes de l'économie, ainsi que l'ont montré les polémologues.

Nos sociétés sont des sociétés capitalistes. Les sociétés des pays de l'Est elles-mêmes, sans être proprement capitalistes, sont intégrées dans les circuits du commerce international et traitent, comme à l'Ouest, le travail, les produits et, de plus en plus, les équipements productifs comme des marchandises. À ce titre, ils sont obligés de s'adapter à ce qui fait la logique du système capitaliste, la recherche du meilleur profit, ne serait-ce qu'en obéissant à des contraintes minimales de rentabilité.

La contradiction inhérente au système capitaliste procède de cette logique du profit. Les entreprises capitalistes produisent de plus en plus, à un taux de productivité de plus en plus élevé, dans

l'espoir de gagner davantage, alors que la population des travailleurs, payée aux moindres revenus possibles, n'a pas les moyens d'acheter tout ce qu'elles leur proposent. Les crises du capitalisme, comme celle de 1929, ne sont pas des crises de pénurie comme sous l'Ancien Régime : ce sont toutes des crises de surproduction.

La crise actuelle est également une crise de surproduction, puisque des entreprises sont contraintes de ralentir leur activité, voire de fermer leurs portes et de licencier leur personnel, parce que le niveau de vie des travailleurs et la demande de consommation, stagnants ou en régression, ne permettent pas de répondre à l'offre de produits. Elle se complique cependant de ce qu'elle a été révélée et aggravée par la crise de l'énergie et la hausse du coût des matières premières qui, en faisant monter les prix, ont stoppé la croissance du pouvoir d'achat des travailleurs et ont même amorcé sa dégradation.

Face aux crises de surproduction, les sociétés capitalistes n'ont d'autre ressource que de gaspiller le surplus de production. Ce gaspillage est pris en charge par l'État, c'est-à-dire par les contribuables, pendant que les entreprises capitalistes les plus concentrées se lancent dans une modernisation de leur appareil de production qui, en améliorant la productivité, permet de dégager des profits nouveaux. Le gaspillage du surplus peut s'effectuer sous diverses formes, dont les effets sont différents. L'une de ces formes est la course aux armements.

La production d'armes et la guerre ont dans une société capitaliste une fonction économique précise. Dans un système qui tend à produire plus que ce que les gens ont les moyens d'acheter, fabriquer des armes est une activité idéalement stérile, une production qui ne peut être consommée. Elle donne du travail à une fraction importante de la population active qui, sans cela, grossirait les rangs des chômeurs. Enfin, les armes fabriquées peuvent être utilisées au cours d'une guerre contre un pays capitaliste concurrent, dans le but de détruire ses équipements productifs et de s'ouvrir de force le marché potentiel qu'il représente. C'est là, en résumé, la politique de « l'espace vital » qui fut ouvertement poursuivie par l'Allemagne et le Japon à la veille et au cours de la dernière guerre.

Régulièrement, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la course aux armements nucléaires et les guerres conventionnelles en Corée, puis au Vietnam, ont servi aux États-Unis à donner un coup de fouet à leur économie. En période de stagnation, le gonflement des commandes militaires fait fonctionner le multiplicateur qui entraîne toute la machine économique sur un niveau supérieur de re-

venus et d'activité, quelle que soit l'utilité réelle de la dépense initiale.

Keynes disait que le même résultat pouvait être obtenu en payant les chômeurs à creuser des trous pour les reboucher ensuite : c'est aussi le principe des politiques de grands travaux, d'équipement ou artistiques. Les travailleurs dépensent le revenu ainsi injecté dans les circuits économiques, l'augmentation de la demande de consommation relance l'ensemble de l'économie et les profits nouvellement dégagés permettent aux entreprises de se restructurer jusqu'à ce que la politique qui avait pour but d'amorcer la pompe soit redevenue inutile.

Le nouvel effort militaire américain a tout de suite été interprété comme devant redonner du tonus à une conjoncture défaillante. Les ventes d'armes par la France et l'augmentation de la part relative du budget de la défense dans le budget total de la nation ont la même signification : elles permettent que se remplissent les carnets de commande, non seulement des usines d'armement, mais aussi d'innombrables entreprises pour lesquelles la fabrication des armes, tout en n'étant qu'une activité marginale, permet en période de crise de dégager l'autofinancement nécessaire aux investissements de reconversion.

Mais aujourd'hui, dans les années 80, cette tendance au réarmement n'est pas financée dans des conditions saines pour l'économie. Dans un système soumis aux tensions inflationnistes que nous connaissons actuellement, la relance de la consommation par le biais des investissements militaires risque de relancer la hausse des prix davantage que l'activité : tout ce qu'on risque d'obtenir, comme avec la politique économique allemande des années 30, c'est la guerre, c'est-à-dire la résolution des problèmes économiques par des moyens extra-économiques.

Il existe d'autres moyens pour les sociétés capitalistes de gaspiller le surplus dégagé en période de surproduction. Le moyen le plus utile socialement consiste à redistribuer ce surplus aux travailleurs, directement sous la forme d'augmentations de salaires ou d'une réduction de la durée du travail, ou indirectement sous la forme d'investissements sociaux (dépenses de santé et de sécurité sociale, équipements collectifs, etc.). Cette redistribution est un gaspillage au sens capitaliste parce qu'elle n'est pas en soi productive de profit. Mais c'est en fait elle qui, depuis le début du siècle, stimule la croissance au sein des pays développés et a permis au système capitaliste de dépasser les contradictions qui, selon Karl Marx,

auraient dû avoir raison de lui : la hausse du niveau de vie induit un accroissement régulier de la demande de consommation, qui permet aux entreprises d'écouler leur production toujours croissante.

Mais cette formule pacifique de gaspillage ne peut être soutenue en même temps qu'une politique d'armement, car ces deux politiques ont vocation à s'exclure mutuellement : si un pays se lance dans la course aux armements, ses concurrents doivent l'y suivre, faute de quoi ils se trouveront désarmés devant lui. C'est ainsi que la France, en 1936, avait répondu à la crise en injectant du pouvoir d'achat dans les circuits économiques (augmentations de salaires, congés payés, semaine de 40 heures). Politique économique rationnelle dans ses principes, quoique trop rapide dans ses applications, mais qui conduisit la France à ne pas pouvoir consacrer à sa défense armée ce qu'elle distribuait à ses travailleurs. On sait quel fut le résultat de ces différences de politiques économiques entre la France et l'Allemagne sur le déroulement des premières années de la seconde guerre mondiale.

En fait l'interdépendance économique des pays capitalistes est telle qu'ils sont obligés de s'entendre entre eux pour pratiquer tous ensemble le même type de politique sociale. S'il est bien possible à un pays particulier, comme l'Allemagne du III^e Reich, de faire bande à part et de commencer à fabriquer des armes, il n'est possible à aucun pays de pratiquer une politique de relance de la consommation nationale qui ne soit pas concertée au niveau international : les risques économiques (déficit du commerce extérieur, dérapage inflationniste, dévalorisation de la monnaie) et politiques (vieillessement du matériel militaire dû aux réductions des dépenses budgétaires dans ce domaine) sont trop importants. C'est pourquoi la dernière guerre a sans doute montré que ces formules capitalistes de gaspillage du surplus de production, de par leur vocation à fonctionner exclusivement, ne peuvent coexister au sein du même système international et ont donc tendance à se succéder dans le temps : la crise appelle d'abord le réarmement, puis la guerre, et ensuite seulement, avec la nécessité de reconstruire l'appareil de production détruit, la possibilité de politiques de relance de la consommation par l'élévation du niveau de vie des travailleurs.

Le gouvernement socialiste et le Président français ont été élus en 1981 sur un projet clairement affiché : relancer la production nationale en relançant la demande de consommation intérieure grâce à une politique sociale généreuse. Mais, prévenus par l'expérience du Front Populaire, ils se sont refusé à mettre tous leurs œufs dans le

même panier et ils ont aussi voté des budgets militaires pour 1982 et 1983 qui dépassent en valeur et en part du budget global de la nation ceux qui avaient été votés sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Or, il existe bel et bien une forme d'exclusion entre ces deux options : consacrer les efforts du pays aux dépenses militaires, c'est peser sur le financement des mesures sociales et économiques prises par ailleurs, mais vouloir consacrer plus d'argent aux besoins sociaux véritables, c'est accepter d'être militairement moins performants que nos voisins.

L'opposition n'est pas une réduction simpliste : choisir une politique économique est affaire de choix entre des contraintes et c'est faute d'en avoir tenu compte, pour des raisons électorales il faut bien le dire, que de vouloir mener les deux politiques à la fois a conduit le gouvernement socialiste à creuser trop sévèrement le déficit du budget de 1981 à 1982. Le virage économique de juin 1982 n'est que l'indice d'un retour à un certain pragmatisme économique : maintenir comme priorité la modernisation du système de défense du pays, c'est accepter des coupes claires dans d'autres postes du budget, de même que relancer les investissements, c'est favoriser les revenus du capital par rapport à ceux du travail.

Encore les travailleurs français accepteraient-ils de se serrer la ceinture si la réduction de leurs revenus était compensée par une solidarité nationale accrue, c'est-à-dire par une accélération de la redistribution des revenus et par une amorce de redistribution des pouvoirs de concertation et de décision dans les administrations et les entreprises (c'est ce que recouvre le mot « autogestion »). Mais dans une situation de crise nationale et internationale, le gouvernement ne peut non plus envisager de se départir des outils de la puissance. Les dilemmes budgétaires sont donc recoupés et renforcés par les dilemmes politiques : entre donner plus de revenus, de temps libre et de pouvoir de concertation et de décision, d'une part, et, de l'autre, poursuivre la politique de militarisation de l'économie et de la société engagée par les gouvernements précédents, il y a aussi un choix de société que les socialistes ne semblent pas encore résolus à faire.

LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE

Le problème énergétique est, avec le problème industriel, l'un des deux termes de la crise économique actuelle. Il peut se résumer à l'énoncé de ces trois points :

1. L'énergie, comme l'ensemble des matières premières, coûte de plus en plus cher en termes réels, du fait de sa raréfaction physique croissante (la production mondiale de pétrole, par exemple, devrait commencer à décliner avant la fin du siècle).

2. La transition est difficile entre le pétrole, qui touche à sa fin, et les énergies nouvelles (nucléaire, solaire, etc.) pour des raisons technologiques et politiques.

3. Le pétrole, qui reste donc pour les prochaines années notre principale matière première énergétique, est concentré dans un petit nombre de pays, dont l'avenir politique incertain menace l'Europe et le Japon, grands consommateurs de pétrole importé, d'une coupure dans leurs approvisionnements.

Le pétrole rare et cher

Contrairement à une idée répandue, la crise énergétique n'a pas provoqué la crise économique actuelle. Même si le pétrole était resté jusqu'à présent aussi abondant et peu coûteux que par le passé, les industries des pays développés auraient subi une crise comparable : elles en percevaient déjà les premiers signaux dès avant 1973. Sur le fond, la crise économique actuelle est, comme en 1929, une crise du capitalisme, appelant une nouvelle reconversion industrielle et une nouvelle spécialisation internationale.

La logique de rentabilité du système capitaliste pousse les entreprises multinationales à investir dans le Tiers-Monde, où elles trouvent une main-d'œuvre abondante et à bon marché. Cette industrialisation rapide du Tiers-Monde, au lieu d'être orientée vers la

production de biens d'équipement et de consommation utilisables sur place, est entièrement tournée vers l'exportation et menace les marchés nationaux des pays développés, provoquant la fermeture des usines et la montée du chômage.

L'augmentation du prix des matières premières industrielles et de l'énergie n'a fait vraiment que précipiter un processus déjà engagé et inévitable. En pesant sur les coûts de production des usines occidentales, donc sur la compétitivité de leurs prix de vente, cette hausse a encouragé les entrepreneurs à accélérer ce mouvement de migration des industries lourdes du Nord développé vers le Sud en voie de développement. Sans doute, aussi, un développement plus équilibré du monde, moins soumis aux contraintes de rentabilité à court terme du capitalisme, eût-il permis d'éviter que la raréfaction progressive des matières premières se manifestât sous la forme présente de goulots d'étranglement critiques dans l'organisation des approvisionnements.

Cependant, la crise énergétique existe et on ne peut l'ignorer en se drapant, comme l'a fait la gauche française tant qu'elle était dans l'opposition, dans les voiles d'une analyse marxiste traditionnelle de la crise actuelle du capitalisme. Il ne suffira pas de reconverter ou de socialiser le tissu industriel des pays développés pour sortir de la crise : il faut aussi que ces pays procèdent à une restructuration de leur consommation énergétique.

La hausse du coût de l'énergie, comme la hausse du coût des matières premières industrielles, correspond à un fait objectif, originellement autonome par rapport aux mécanismes économiques proprement dits : la raréfaction des matières premières au niveau de la planète, au fur et à mesure que ces matières premières sont extraites, transformées et consommées.

En confirmant les prévisions du premier rapport du Club de Rome ¹⁷, cette augmentation du coût des matières premières a porté un coup définitif à un dogme irrationnel sur lequel reposait depuis un siècle et demi l'idéologie économiste : le dogme du progrès indéfini. Ce dogme, commun aussi bien aux économistes libéraux qu'aux marxistes, postulait que toutes les matières premières et l'énergie qui alimentent l'industrie existent en quantités illimitées, permettant en principe une croissance de la production mondiale potentiellement tout aussi illimitée.

17. Halte à la croissance, op. cit.

Or, la production du monde développé, croissant exponentiellement de 5% par an pendant vingt-cinq ans, ne pouvait qu'épuiser les ressources minérales non renouvelables ou, à tout le moins, nous en faire toucher les limites. Il n'y a pas actuellement de pénurie objective de matières premières en vue, mais l'extraction des matières premières coûtera de plus en plus cher à l'avenir, les recherches devant s'effectuer dans des terrains de moins en moins faciles à exploiter.

Sans doute, la hausse actuelle du coût des matières premières et, spécialement, la hausse du pétrole n'ont-elles pas leur origine que dans une rareté réelle de ces produits. Les pays producteurs et les firmes multinationales ont augmenté leurs prix avant que la pénurie physique se manifeste et il est significatif qu'en ces temps de crise les sociétés pétrolières soient en fait celles qui engrangent le plus de bénéfices, celles dont le taux de profit reste l'un des plus élevés.

Cependant, ces efforts concertés des vendeurs pour faire augmenter les prix sont avant tout des anticipations à la hausse. C'est parce qu'ils prévoient justement la raréfaction toujours plus sévère des matières premières dans l'avenir que les producteurs et intermédiaires élèvent leurs tarifs. Ils dégagent ainsi les profits qui leur permettront d'investir ensuite sur de nouveaux terrains d'extraction, plus difficiles et plus coûteux, ou dans de nouveaux secteurs économiques, demandant des investissements en capitaux plus importants.

Les matières premières industrielles et énergétiques, et le pétrole en particulier, coûteront donc à l'avenir de plus en plus cher en termes réels. Certes, les économies occidentales ont les moyens de surmonter ce problème en attendant de se reconverter, aussi rapidement que possible, dans les énergies renouvelables (nucléaire, marémotrice, éolienne, thermique, etc.). Ainsi, dans les années qui viennent, les pays occidentaux auront de plus en plus tendance à abandonner aux pays du Tiers-Monde leurs industries lourdes, grosses consommatrices d'énergie (industries de transformation, en particulier). Au contraire, les secteurs de pointe, à haute rentabilité et à faible consommation énergétique (informatique et télécommunications, en particulier) sont déjà et seront de plus en plus encouragés. Encore importe-t-il pour l'Occident que le robinet de l'énergie, même plus cher, même plus avare de son débit, ne soit pas simplement fermé, ce qui provoquerait une crise grave.

Énergies de substitution et problèmes de transition

La rareté croissante du pétrole, dont la production devrait commencer à diminuer dans vingt ans, pose la question de son remplacement par des sources d'énergie substitutives. Toutes les sources d'énergie fossile sont épuisables : pétrole, gaz, charbon, et même uranium, si on prévoit de brûler ce dernier dans la centrale à eau ordinaire. Le choix à terme, pour le XXI^e siècle, se portera donc nécessairement sur les énergies renouvelables : surrégénérateur, fusion thermonucléaire, énergies solaire, éolienne, marémotrice, etc.

Or, les problèmes énergétiques demandent des décisions à très long terme. Ce n'est qu'à partir de maintenant, par exemple, que sont mises en service les centrales nucléaires dont la construction a été décidée au lendemain du premier choc pétrolier, fin 1973. De même, les décisions qui concernent nos approvisionnements en énergie pour l'an 2000 doivent être prises aujourd'hui, compte-tenu du délai qu'imposent la recherche de techniques nouvelles, la mise en chantier des premières installations et le passage de la phase du prototype à celle de l'utilisation industrielle de ce dernier. Ceci est particulièrement vrai du nucléaire, dont les dangers imposent des durées d'essai très longues.

Le cas de la France est celui qui illustre le mieux les problèmes de transition que pose le passage aux énergies renouvelables. En effet, de tous les pays occidentaux, la France et le Japon sont ceux qui sont les plus pauvres en ressources énergétiques nationales et donc les plus dépendants de leurs importations de matières premières énergétiques. Cette sensibilité particulière de l'économie française à la crise du pétrole et à tout ce qui se passe au Moyen-Orient explique la politique nucléaire de la France, mais aussi sa politique diplomatique et militaire et le rôle majeur que notre pays est en train de jouer dans le processus qui risque de nous mener au seuil d'une troisième guerre mondiale.

Depuis une dizaine d'années en France, le débat sur l'énergie est devenu public et oppose, en gros, les partisans du nucléaire et ceux des énergies dites « douces » : solaire, éolienne, marémotrice, biologique, etc. Bien que ce débat conserve toute son actualité aujourd'hui, il est dans les faits en passe de s'achever, car, pour les raisons que je viens de donner, les principales décisions qui définissent notre profil de consommation énergétique actuel et à l'horizon de l'an 2000 ont déjà été prises par les gouvernements précédents et ne sont pas foncièrement remises en cause par le gouvernement socia-

liste actuel, malgré les promesses électorales qui ont pu être faites. Or ce profil de consommation énergétique, comme j'essaierai de le montrer plus loin, est un facteur supplémentaire de guerre.

Les partisans de l'énergie nucléaire partent de l'idée que la croissance économique après un quart de siècle exceptionnel sera désormais plus modérée, mais certainement pas nulle, sous peine de pousser les industries à l'exil et de condamner les travailleurs au chômage. La croissance de la production industrielle étant liée à la croissance de la consommation énergétique, cette dernière devrait donc continuer à augmenter de 2 à 3% par an.

Pour satisfaire cette demande croissante d'énergie, le gaz et le charbon contribueront, dans les prochaines années, à suppléer à l'épuisement progressif du pétrole. Mais ces sources d'énergie sont également épuisables à terme, d'où la nécessité de trouver une solution durable.

La filière des surrégénérateurs, symbolisée en France par Phénix et Super-Phénix, se présente alors comme une source d'énergie miraculeuse, appelée à délivrer les générations à venir de toute menace de pénurie. Ainsi, les réserves probables et prouvées d'uranium en France représentent 100 à 200 fois les réserves de charbon, si on prévoit d'utiliser cet uranium dans les surrégénérateurs : elles équivalent, dans cette hypothèse, à 150 milliards de tonnes de charbon, ou 100 milliards de tonnes de pétrole, soit le montant des réserves prouvées de pétrole dans le monde.

Par rapport à la plupart des énergies « douces », l'énergie nucléaire présente l'avantage relatif de pouvoir être produite par des unités centralisées de 900 et 1300 MW, qui peuvent ainsi alimenter des complexes industriels importants. Le soleil et le vent sont partout mais en petites quantités : il n'existera pas avant longtemps de centrale solaire ou éolienne comparable à ce que sont les surrégénérateurs. L'énergie solaire et l'énergie éolienne ne peuvent alimenter que de petites unités de production industrielle. Le solaire n'est d'ailleurs utilisé pour le moment sur une échelle non négligeable que pour le chauffage domestique.

De plus, le surrégénérateur promet à tous l'indépendance énergétique. Or, c'est bien d'une telle indépendance que l'Europe manque actuellement. Il n'est pas question de rouvrir les mines de charbon européennes : sauf en Allemagne, peut-être, le charbon européen est rare, cher et difficile à produire, son extraction exige un travail physiquement éprouvant, dont les jeunes se détournent. Le charbon qui, dans les prochaines années, remplacera le pétrole fi-

nissant, sera un charbon importé des régions où il est abondant : États-Unis, Union Soviétique, Chine, Australie, Pologne, Afrique du Sud. Il nous placera dans la même situation de dépendance que celle où nous nous trouvons déjà vis-à-vis des pays pétroliers.

Il en sera de même pour le gaz naturel, qui apportera un complément appréciable à notre bilan énergétique : il nous viendra d'Algérie, d'URSS ou d'Iran. Les Européens importent déjà actuellement 80% de leur minerai et 85% de leur pétrole. Seul l'uranium, utilisé en surrégénérateur, se trouve en quantités suffisantes sur notre sol pour assurer notre consommation pour plusieurs générations.

C'est pourquoi la France, plus que tout autre pays en Europe, s'est lancée dans la réalisation d'un ambitieux programme d'équipement nucléaire. Ayant bénéficié plus tôt que le solaire des crédits de recherche de l'État (notamment pour des raisons militaires) et concentrant encore actuellement sur lui l'essentiel de ces crédits, le nucléaire est en passe d'être industrialisé, alors que les appareils solaires sont encore souvent au stade du prototype. De ce fait, l'énergie nucléaire est pour le moment jugée plus rentable que les énergies « douces » (bien que ce point soit sérieusement discuté), et tous les investissements convergent vers lui.

Les écologistes critiquent cependant le raisonnement pro-nucléaire en plusieurs de ses points. La relation qui lie croissance économique et croissance de la consommation énergétique tend à se faire plus lâche avec le temps, au fur et à mesure qu'entrent pour une part grandissante dans le décompte du produit intérieur les produits de nouveaux secteurs moindres consommateurs d'énergie. Une société qui vend des services, du savoir-faire, de la matière grise consomme moins d'énergie qu'une société qui transforme du charbon ou de l'acier. Or, l'actuel redéploiement industriel devrait conduire les pays occidentaux à abandonner aux pays du tiers-monde une grande partie de leurs industries lourdes, fortes consommatrices d'énergie, pour se consacrer à des secteurs de pointe qui feraient progresser la production intérieure de 2 à 4% par an (selon les estimations) tout en n'imposant qu'un accroissement annuel de 1 à 2% de la consommation énergétique (contre 2 à 3% prévus par les partisans du nucléaire).

En gagnant 10 % en vingt ans, grâce aux économies d'énergie, et en portant le taux des énergies utiles de 40% aujourd'hui à 50% en l'an 2000, il est même possible de supprimer tout accroissement de la production énergétique : celle-ci demeurerait stable et, à énergie totale consommée constante, la consommation d'énergie utile aug-

menterait des 2% par an qui seraient nécessaires à la croissance économique.

Or, il importe de savoir que, même en France, où il est ambitieux, le programme nucléaire n'a pas pour objet de remplacer par l'atome les combustibles importés. Même si le nucléaire devrait représenter en l'an 2000 près de 90% de la production française d'électricité, l'électricité, quant à elle, qui ne couvre actuellement que 24% des besoins d'énergie en France, ne pourrait guère aller au-delà de 45%, niveau généralement admis par les professionnels. Ainsi qu'il ressort des chiffres officiels eux-mêmes, le nucléaire n'a pour but que de couvrir l'accroissement futur de la consommation d'énergie. Le nucléaire ne nous libère pas de notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger. Par contre, la France, comme tous les pays d'Europe, pourrait se passer du nucléaire si elle stabilisait sa consommation d'énergie au niveau actuel.

Dans l'hypothèse d'un redéploiement de l'industrie européenne orienté vers des secteurs moindres consommateurs d'énergie, il faut aussi prévoir que la concentration actuelle en grands complexes (sidérurgie, chantiers navals, etc.) pourrait faire place à une décentralisation progressive des unités de production sur l'ensemble des territoires nationaux. La centralisation de la production énergétique en unités géantes, telles que les surrégénérateurs, perdrait ainsi de sa pertinence. Les centrales hydrauliques et thermiques actuelles continueraient à approvisionner les complexes industriels traditionnels. Pour le reste, l'équipement de trois sites côtiers français, par exemple, permettrait de récupérer l'énergie des marées pour augmenter des deux tiers la production actuelle d'électricité hydraulique en France. Ces centrales marémotrices équivaldraient à sept réacteurs nucléaires de 900 MW.

Le reste de la production énergétique, décentralisée, serait assurée par toutes les sources possibles d'énergie renouvelable : soleil, vent, digestion microbienne, etc. Contrairement à ce qu'on dit souvent, certains procédés solaires, éoliens ou biologiques sont rentables, déjà maintenant. Le déblocage de crédits sérieux permettrait la recherche de procédés nouveaux, la découverte de prototypes décisifs. Les énergies « douces » sont des secteurs où peuvent encore s'exercer de nombreux techniciens moyennement qualifiés, voire d'innombrables bricoleurs. Les délais de recherche et d'expérimentation sont certainement plus courts que dans le cas du nucléaire, domaine hautement spécialisé, dangereux et coûteux en matériel lourd. Les investissements industriels appropriés pourraient alors

financer la fabrication en série de prototypes, réduisant ainsi leur coût unitaire, actuellement estimé trop important¹⁸.

Trois questions sur le nucléaire

Que les écologistes témoignent ou non d'un certain optimisme à l'égard du coût réel et des possibilités concrètes d'application des énergies « douces », cela a peu d'importance. Car le débat actuel ne porte pas vraiment sur le choix du type d'énergie que nous devrions adopter : nucléaire ou solaire. Si l'énergie nucléaire devait s'avérer être l'erreur absolue, tant par son coût que par les dangers qu'elle représente, il faudrait l'abandonner immédiatement, quitte à payer notre énergie plus cher, voire même à se priver d'énergie. La vraie question est donc de savoir si le nucléaire est ou non dangereux. Or il peut l'être de trois points de vue différents : physique, économique ou sociologique, et il est nécessaire que des réponses soient apportées à la question sur chacun de ces points. Faire l'impasse sur l'un d'eux, refuser ou être incapable de répondre à la question sous une quelconque de ses modalités, c'est reconnaître implicitement que le programme nucléaire est une imposture dangereuse.

1. Tout d'abord, le nucléaire présente un danger physique. Je laisse aux spécialistes la discussion du détail des risques impliqués par le fonctionnement d'un réacteur. Je ne m'arrêterai qu'à la réponse qui est le plus souvent opposée par les partisans du nucléaire aux inquiétudes du public : les précautions qui sont prises lors de la construction d'une centrale et au cours de son fonctionnement sont telles que le pourcentage de risque est infime. Traduisez : il n'est pas nul.

Certes, plus une invention présente de dangers, plus les précautions dont on entoure sa fabrication et son utilisation sont grandes : il y a statistiquement moins de danger pour un avion de s'écraser au sol que pour un conducteur d'automobile d'être pris dans un accident mortel. Parce qu'on a mis plus de soin à réduire les chances d'un tel accident pour un avion, sachant que, s'il s'écrase au sol, l'étendue du désastre est plus grande que dans un accident de voiture. Cela n'empêche pas que des avions continuent à s'écraser périodiquement au sol.

18. Pour le détail du raisonnement qui précède, voir par exemple Michel Bosquet, « Beaucoup mieux que l'atome », *Nouvel Observateur*, 9 avril 1979.

Il y a moins de risque d'accident grave, statistiquement, dans le fonctionnement d'une centrale nucléaire que dans celui de toute autre activité économique : chantiers, usines, etc., mais ce risque, quel que soit son taux, n'est pas nul. Je souligne par exemple dans ce livre quels sont les risques de guerre que nous courons actuellement en Europe même. Or, rien ne pourrait sérieusement empêcher un ennemi de frapper nos centrales nucléaires s'il estime, comme cela est vraisemblable, qu'elles sont des points névralgiques de notre économie.

Que cette éventualité ou une autre se réalise, et ce sont alors des centaines de milliers de personnes, des régions entières qui peuvent être contaminées par des radiations s'échappant des centrales endommagées. Même si le risque d'un accident majeur dans une centrale est extrêmement minime, a-t-on le droit de le prendre, sachant qu'à la différence des accidents du travail, de la route ou de toute autre forme d'accident, c'est la société toute entière qu'il menace, de façon irréparable ?

2. Une seconde série de questions concerne la rentabilité du nucléaire. On considère généralement que le nucléaire est plus rentable que les énergies « douces ». Entendez par là que la construction, l'entretien et le fonctionnement des centrales nucléaires demandent davantage de capitaux que de main-d'œuvre. La productivité de la main-d'œuvre, dans des pays où cette main-d'œuvre est en moyenne mieux rétribuée que dans le reste du monde, y est donc plus élevée que dans le secteur des énergies « douces » ou dans celui des économies d'énergie, qui emploient une main-d'œuvre proportionnellement plus nombreuse (thermiciens, installateurs, etc.). Or, la crise actuelle impose un redéploiement des économies occidentales vers des secteurs fortement mécanisés et informatisés, les secteurs traditionnellement demandeurs de main-d'œuvre étant abandonnés aux pays du Tiers-Monde, où cette main-d'œuvre est meilleur marché.

Cependant, la prise en compte des risques physiques inhérents au fonctionnement des centrales nucléaires impose des charges d'entretien considérables et l'arrêt du fonctionnement de la centrale pendant des périodes relativement longues. En 1982, les centrales françaises ont dû être arrêtées pendant cinq semaines pour remplacer certaines pièces du réacteur (les fameuses « broches »). Ce qui représente bien sûr autant de manque à gagner. Par ailleurs, le risque physique pesant sur les populations et la pollution par les centrales

(réchauffement et contamination partielle des eaux de refroidissement), qui sont des coûts sociaux évidents (ce qu'on appelle des « déséconomies d'échelle »), ne sont pas comptabilisés dans le calcul du coût de production de l'énergie nucléaire. Il est certain que si les populations vivant au voisinage des centrales nucléaires pouvaient imposer qu'ils le fussent, la rentabilité de la production d'énergie nucléaire tomberait à un taux inférieur à celui de la production des énergies « douces », non polluantes et non-dangereuses.

Sachant cela, un gouvernement partisan du nucléaire ne peut se résoudre à inscrire ces « déséconomies » dans le compte de la rentabilité du nucléaire. Le gouvernement socialiste, qui semble avoir repris sans grande modification le programme nucléaire de ses prédécesseurs de droite, risque donc de se retrouver dans les mêmes difficultés, à savoir que, socialiste ou pas, il lui faudra clouer le bec aux populations locales voisines des centrales nucléaires au nom de « l'intérêt national ». Ce qui est une première indication du risque « sociologique » du nucléaire.

À cela, et toujours dans le domaine économique, s'ajoute le fait que le nucléaire s'exporte mal. Personne n'en veut. Les Iraniens, qui avaient signé deux contrats avec la France à l'époque du Shah, les ont dénoncés au lendemain de la révolution. Or, Framatome, le fabricant français, reconnaît que s'il ne parvient pas à placer à l'étranger deux tranches de 900 MW par an, la série industrielle ne tiendra pas ses promesses, parce que l'amortissement des moyens de production mis en place pour répondre à la seule demande intérieure d'EDF n'est pas suffisant. Au contraire, le solaire, par exemple, dispose d'un marché potentiel à l'étranger, dans les pays chauds. L'expérience de Leroy-Somer, pour la France, montre qu'un « pari solaire » peut être tenu.

3. La fragilité d'un système qui dépend pour ses exportations de la vente d'une ou deux grosses unités par an laisse alors forcément prise à la tentation d'ouvrir les marchés de force. Police et conspiration du silence à l'intérieur, intrigues et interventions militaires à l'extérieur : nous abordons ici la question des risques sociologiques liés au nucléaire. En effet, l'industrie nucléaire, qui n'emploie qu'une main d'œuvre réduite et hautement spécialisée, est une préfiguration de ce que risque d'être la société de demain, si nous n'y prenons pas garde.

Dans le nucléaire, comme dans d'autres secteurs, l'informatisation et l'automatisation permettent à une minorité de spécialistes

d'assurer la production de l'essentiel de ce dont nous avons besoin : l'énergie dans ce cas-ci, certains produits industriels dans les autres cas. Un nombre restreint d'individus détiennent donc les clés du fonctionnement de l'ensemble de l'appareil économique national. Image d'une science-fiction possible que celle d'une société où une masse de chômeurs subventionnés vit, pour sa défense armée, son énergie, la circulation de ses informations et la production de ses biens de consommation, dans la dépendance d'un complexe de production dont le fonctionnement lui échappe complètement.

Une société qui dépend d'un petit nombre de spécialistes difficilement remplaçables et d'un petit nombre de complexes de production centralisés en quelques points (centrales nucléaires, usines stratégiques, banques de données informatiques) est une société fragile. Il suffit à un ennemi quelconque d'en couper la tête pensante et d'en détruire les centres productifs pour la désorganiser de manière difficilement réparable.

La France, fermant délibérément les yeux sur tous les autres types d'énergie renouvelable, s'est lancée à corps perdu dans la construction de centrales nucléaires. Les options économiques et politiques ont primé sur les considérations de sécurité : le nucléaire a été choisi parce qu'il permettait une centralisation plus poussée du pouvoir. Les socialistes eux-mêmes ferment les yeux aujourd'hui sur les risques associés au nucléaire et poursuivent dans la même voie que leurs prédécesseurs, en partie parce qu'ils sont prisonniers des choix faits par ces derniers dans le passé, mais en partie aussi parce que la tentation est trop grande de ne pas se dessaisir du pouvoir politique que leur confère, en sus de la maîtrise de la totalité du système bancaire et de la moitié de l'appareil productif désormais nationalisés, la maîtrise de l'essentiel de la production énergétique française.

Dès lors, la nécessité de répondre aux conséquences qu'implique ce choix emprisonne le gouvernement socialiste dans une logique démentielle. Il n'est pas possible d'autogérer le nucléaire : la centralisation du pouvoir impliquée par le nucléaire, exactement comme celle qu'implique la concentration des entreprises industrielles et commerciales en firmes aux dimensions nationales et internationales, fait du citoyen un consommateur-producteur dépendant et irresponsable et transforme le corps social en une masse passive, désengagée, impossible à mobiliser pour la résolution des problèmes nouveaux qui se posent au monde actuel. Ceux d'entre les Français qui se sont mobilisés sur un projet de société plus humain

sont aujourd'hui frustrés par les choix du nouveau gouvernement socialiste en matière énergétique, industrielle et stratégique et ce dernier ne peut répondre aux réactions à ces frustrations que par certaines formes de durcissement. Il lui faut renforcer la police et l'armée et moderniser la force de frappe nucléaire pour faire contrepoids à la fragilité grandissante de la société à la fois à l'intérieur et face à un ennemi extérieur éventuel. La recherche nucléaire continue donc à servir à la fois des fins civiles et militaires. L'armée et la police, dont les contingents augmentent régulièrement, peuvent être utilisées pour défendre des sites névralgiques (centrales nucléaires, centres de stockage et de traitement des déchets radioactifs). L'armée est envoyée en Afrique, où la France extrait de l'uranium. Les armes que vend la France garantissent la sécurité de pays qui sont ou peuvent devenir ses clients. Framatome peut alors espérer y placer les centrales nucléaires dont l'exportation est nécessaire à la rentabilisation du programme, autrement trop coûteux. Et ainsi de suite.

La politique nucléaire ne vise pas qu'au mieux-être matériel de la population. Elle participe d'un questionnement sur les moyens de la puissance. Dans nos sociétés modernes toujours plus complexes, les gouvernants, politiciens et responsables économiques, ressentent péniblement la dissémination croissante du pouvoir et tentent d'y répondre par la surenchère dans la quête de moyens visant à le retenir. Ainsi, même les pays à tradition démocratique, et la France en particulier, ont-ils toutes les difficultés à freiner leur glissement vers une société nucléaire, informatisée et automatisée, militarisée et pourtant fragile.

Fragile, car dans ces mêmes sociétés, économiquement et socialement complexes, différenciées, ce processus de concentration de la puissance n'est pas tenable durablement : il est donc paradoxalement facteur d'explosion sociale. Et si nous gardons aussi à l'esprit que l'option nucléaire ne nous dégage pas de notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur en ce qui concerne le pétrole et le gaz, comment ne pas penser qu'un tel processus n'est qu'un facteur supplémentaire de guerre ? Comment imaginer qu'une telle société ne serait pas tentée de donner à ses problèmes sociaux, économiques et énergétiques une solution militaire ?

Le pétrole, élément stratégique

Peu de pays peuvent se targuer d'une indépendance énergétique complète : l'Union Soviétique et la Chine sont les deux plus

importants. Cependant, au sein du camp occidental, les Américains peuvent prétendre à davantage d'autonomie que les Européens ou les Japonais. Les USA importent la moitié de leur pétrole, alors que l'Europe importe 85% de son pétrole et le Japon pratiquement 100%.

Comme l'Union Soviétique et la Chine, les États-Unis sont un vaste territoire, aux dimensions continentales. L'économie américaine, dont les points forts sont concentrés sur une partie seulement de ce territoire (le Nord-Est et les Grands Lacs en particulier) dispose donc d'un « hinterland » qui n'est pas encore complètement exploité et dont le sol est encore riche en matières premières de toutes sortes (dont pétrole et gaz naturel) : ce que n'ont ni les Européens, ni les Japonais.

De plus, leur puissance économique et le fait que les contrats internationaux soient libellés en dollars permettent aux États-Unis d'acheter le pétrole étranger dont ils ont besoin au prix fort, donc de diversifier leurs sources d'approvisionnement. Actuellement, les USA et le Canada réunis importent moins de pétrole que l'Europe occidentale, alors que leur production industrielle est sensiblement plus élevée. De plus, la moitié de ce pétrole importé provient d'Amérique Latine. Le reste est à peu près équitablement réparti entre diverses sources d'approvisionnement : Moyen-Orient, Afrique, Indonésie, Mer du Nord. Les États-Unis ne dépendent donc que faiblement du Moyen-Orient pour leurs fournitures de pétrole.

Au contraire, l'Europe importe l'essentiel de son pétrole. La France, par exemple, importe actuellement les trois quarts de l'énergie qu'elle consomme, contre la moitié il y a moins de vingt ans, et la majeure partie de cette énergie est fournie par le pétrole.

Forte consommatrice de pétrole, l'Europe dépend de ses fournisseurs, en particulier du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, régions qui lui fournissent les trois quarts du « brut » qu'elle importe. Les seuls pays du Golfe Persique satisfont 70% des besoins du Japon et la moitié de ceux des Européens. Sans doute, cette dépendance est-elle réciproque, puisque les Européens sont les meilleurs clients des Arabes : les pays arabes vendent en Europe la moitié du pétrole qu'ils exportent. Mais les pays européens ne peuvent espérer jouer de cette réciprocité et s'imposer dans une négociation consommateurs-producteurs que s'ils s'y présentent unis.

Le Moyen-Orient est une région stratégique, à la fois fragile et vitale pour l'Occident, et surtout pour le Japon et pour l'Europe. Le Golfe fournit aux Européens et aux Japonais l'essentiel de leur pétrole. Or, l'Iran révolutionnaire est le principal riverain du Golfe. Il

contrôle une des deux rives du détroit d'Ormuz, par lequel transite 40% du pétrole consommé par les pays occidentaux. Son armée est déjà engagée dans une guerre avec l'Irak, autre pays pétrolier du Golfe, et l'aviation iranienne a, semble-t-il, déjà violé à plusieurs reprises l'espace aérien du Koweït voisin. Cette situation menace directement au sud l'Arabie Saoudite, dont le vaste territoire, peu peuplé et mal défendu par sa petite armée, recèle un quart des réserves mondiales de pétrole et représente la moitié de la production de l'OPEP.

Tous les éléments du dossier « Moyen-Orient » prennent alors ici leur dimension et leur place exactes : les incohérences de la politique américaine dans cette région ; l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques ; la modération des Européens, de la France en particulier, dans cette dernière affaire, dans celle des otages américains de Téhéran et dans celle des Jeux Olympiques ; la politique arabe de la France ; etc.

Les Américains, dont la puissance économique s'essouffle, n'ont plus les moyens d'assurer une présence militaire universelle. Du reste, leur rôle de gendarme au Moyen-Orient les dessert, puisqu'il assure la stabilité d'une région qui n'est vraiment vitale que pour l'Europe et le Japon : or, alimentée par le pétrole arabe que les Américains protègent, l'Europe peut atteindre en l'an 2000, sinon le niveau de vie des États-Unis, du moins le niveau de leur production intérieure brute. Il y a là tous les éléments d'un calcul des « désavantages comparés » : pourquoi les Américains dépenseraient-ils de l'argent pour aider les Européens à leur soustraire leur position dominante ?

Les Américains ont retiré d'Iran les mises qu'ils n'avaient plus les moyens de financer et personne ne peut assurer si c'est par impuissance ou par malignité qu'ils ont laissé ainsi derrière eux un vide fauteur de guerres et de révoltes. Les orientations de la politique étrangère américaine depuis l'époque du Président Carter peuvent se prévaloir des difficultés qu'ont les États-Unis à exercer leur rôle de gendarme dans le monde, mais elles peuvent aussi s'expliquer par une volonté délibérée de faire du Moyen-Orient une véritable poudrière. Car, si cette région explose, c'est en fait l'Europe qui essuiera les éclats.

Sans doute, Jimmy Carter, par sensibilité démocrate, a-t-il tenté de composer entre les exigences de la politique interne des USA et la conscience qu'il pouvait avoir de l'égoïsme brutal d'une telle politique, aussi nettement dirigée contre les propres partenaires

occidentaux, européens et japonais, des États-Unis. Ce qui expliquerait en partie les incohérences apparentes de sa politique et, du même coup, sa faiblesse devant l'opinion américaine. La position du Président Reagan apparaît comme plus cohérente à l'opinion américaine, qui l'a élu pour cela. Cette position vise aussi plus franchement à défendre les seuls intérêts américains, ce qui lève les dernières ambiguïtés sur ce que seront les lignes-forces de la politique étrangère américaine des prochaines années : les déclarations du Président Reagan en octobre 1981 sur les probabilités d'une guerre nucléaire en Europe sont d'une franchise qui va bien dans cette direction.

Dans l'affaire des otages de Téhéran, les États-Unis ont joué des apparences qui faisaient d'eux des victimes du terrorisme d'État iranien pour mettre les Européens au pied du mur, en leur demandant de boycotter l'Iran, qui leur fournissait du pétrole, et ceci au nom d'une solidarité atlantique qui n'existe déjà plus dans les faits. Les pays européens, embarrassés, savaient où étaient leurs intérêts, mais avaient à tenir compte de leurs opinions publiques, qui jusqu'à il y a peu de temps sympathisaient encore largement avec les Américains.

Les Soviétiques sont intervenus en Afghanistan pour des raisons politiques. Ils n'avaient pas vraiment besoin de s'assurer la maîtrise du gaz naturel afghan, puisqu'ils l'importaient déjà auparavant dans des conditions pacifiques nettement plus satisfaisantes. Ici encore, on peut considérer que ce sont les Américains qui ont en partie provoqué ce faux-pas des Soviétiques. En entretenant en Iran un régime détesté, puis en l'abandonnant brutalement, ils ont suscité dans ce pays une situation imprévisible dont les Soviétiques n'ont pas voulu qu'elle s'étende, à travers l'Afghanistan, aux républiques soviétiques d'Asie centrale. Les Soviétiques sont maintenant embourbés dans une guerre dont ils se seraient bien passés et les Américains poursuivent leur entreprise de déstabilisation en aiguillant le Pakistan contre le « péril rouge ».

Tout ceci explique que l'attitude des Européens ait été assez modérée face aux demandes que les États-Unis leur avaient adressées à l'époque pour condamner l'Iran et l'Union Soviétique. La Grande-Bretagne, par tradition, a soutenu l'allié américain, ce qui n'a pas amélioré son image européenne. La France, à l'autre extrême, garde un contact toujours égal, quoique critique, avec l'Union Soviétique. Ce qui agace, pour le moins, les États-Unis.

La France se prépare à mon avis à jouer au Moyen-Orient le rôle qu'elle s'est déjà attribué en Afrique sous la présidence de

Valéry Giscard d'Estaing : celui de gendarme délégué d'une Europe qui n'existe pas encore, mais dont elle suscite, par ce biais, la formation. L'Europe est incapable en elle-même d'intervenir dans la résolution des conflits du Moyen-Orient. Elle serait dans son ensemble, comme pôle économique et culturel, l'interlocuteur privilégié des pays arabes pour tous les problèmes socio-économiques qui se poseront à eux, le jour où la paix sera réalisée. Mais les propositions d'intercession ou de négociation dans un conflit politico-militaire ne peuvent être le fait que d'États à part entière, et non d'un groupe encore mal défini d'États. Sur ce point, la faiblesse des moyens militaires de la France est compensée par le dynamisme de sa politique diplomatique, arabe en particulier, menée de plus en plus sous les couleurs du tiers-mondisme et d'une « troisième voie » politique entre les deux Grands.

Les actions militaires directes de la France dans cette région sont extrêmement limitées pour l'instant mais témoignent de sa volonté d'y assurer une présence : participation à la force d'intervention de l'ONU puis, depuis l'été 1982, à la force multinationale d'interposition au Liban, présence d'éléments de la Gendarmerie Nationale lors des événements de la Mecque en novembre 1979 et participation depuis 1982 à la force neutre stationnée au Sinaï. En fait, ce qui est plus important, c'est que les pays du Moyen-Orient, conscients des défaillances du parapluie américain, sont en train de diversifier leurs fournitures militaires et se dotent en partie d'un armement et d'une logistique français. La plupart des carnets de commande des fabriques d'armes françaises sont remplis par des commandes arabes.

La guerre du Liban a clairement manifesté que depuis le début des années 80 les risques de guerre généralisée au Moyen-Orient sont très élevés, bien plus élevés en fait que lors de la guerre des six-jours en 1967 ou de la guerre du Kippour en 1973. Car la révolution iranienne et la chute du Shah d'Iran ont complètement bouleversé l'équilibre que les Américains avaient installé dans l'ensemble de la région depuis plusieurs décennies. L'armée iranienne permettait jusque-là de freiner les ambitions de l'Irak à l'encontre d'Israël et du Koweït, elle appuyait le sultan d'Oman dans sa lutte contre les guérilleros du Dhofar armés par le Sud-Yémen et elle raffermissait Sadate en Égypte et les princes saoudiens. La disparition de l'armée iranienne de la scène du Moyen-Orient crée un vide insupportable que les Américains n'ont plus ni le pouvoir ni la volonté politique de combler. L'Arabie Saoudite, en particulier, qui est

le principal (et irremplaçable) fournisseur de pétrole des Européens, est aujourd'hui, avec son territoire trop peu peuplé et son armée trop petite, à la merci d'une extension possible de l'un des nombreux conflits en cours ou en sommeil le long de ses frontières : le conflit israélo-arabe au nord-ouest, la guerre entre l'Iran et l'Irak au nord, la guérilla du Dhofar au nord-est, l'antagonisme entre Nord- et Sud-Yémen à l'est et les conflits dans la Corne de l'Afrique au sud.

La France tente de placer ses pions partout où les pays de la région ne tiennent pas à ce que l'un des deux super-Grands avance tous les siens. Des contrats de fourniture militaire sont en cours avec l'Arabie Saoudite et l'Égypte, mais aussi avec l'Irak, qui est aujourd'hui la première puissance militaire du Golfe et dont les dirigeants, quoiqu'antiaméricains, ne tiennent pas à ce que les Soviétiques étendent leur hégémonie sur le Golfe. Le gouvernement français a par ailleurs offert l'asile politique aux opposants iraniens les plus importants au régime de l'Ayatollah Khomeiny : l'ex-président Bani Sadr et l'ancien premier ministre Bakhtiar, qui sont très francophiles, dans l'espoir qu'ils pourront un jour être associés à un règlement politique de la crise iranienne.

Les calculs des gouvernants français n'empêchent pas que les risques d'une généralisation des conflits au Moyen-Orient restent grands. Le sentiment anti-occidental qui traverse actuellement cette région, et qui n'est qu'une manifestation particulière d'un rejet plus général de la société et du mode de vie capitalistes, ainsi que d'un certain réveil culturel de l'Islam, peut déboucher assez rapidement sur des situations révolutionnaires « à l'iranienne » dans d'autres pays musulmans ou sur des coups d'état du type de ce qui a failli se passer en Égypte à la mort de Sadate. Les conflits localisés entre pays musulmans conservateurs et progressistes pourraient dégénérer en une guerre généralisée, dans laquelle les Soviétiques apporteraient logiquement leur soutien à leurs amis et alliés.

Les États-Unis n'ayant pas vraiment les moyens de financer une guerre de cette envergure dans cette région du monde, les Européens seraient sans doute contraints d'entrer dans le jeu pour défendre leurs approvisionnements pétroliers et la France jouerait dans cette perspective un rôle de premier plan. La guerre du Liban a précisé les conditions de cette possible évolution des tensions au Moyen-Orient vers un conflit généralisé. J'y reviens plus en détail dans le dernier chapitre de ce livre.

CRISE ET RECONVERSION

La nouvelle spécialisation internationale

La crise économique actuelle est une crise du capitalisme. Elle se manifeste sous la forme d'une industrialisation accélérée du Tiers-Monde, entièrement tournée vers l'exportation, et qui menace les marchés nationaux et les industries traditionnelles des pays occidentaux.

Cette industrialisation du Tiers-Monde est le fait d'une logique de la spécialisation internationale, imprimée par le système capitaliste¹⁹. Au fur et à mesure que le progrès technique permet une augmentation de la productivité du travail dans les pays développés, les syndicats peuvent imposer des augmentations de salaires. Ces augmentations n'affectent pas les entreprises les plus compétitives, dont la productivité croît en proportion, laissant inchangée la part de la masse salariale dans le coût du produit fabriqué. Par contre, les industries de moindre compétitivité, engageant une main-d'œuvre relativement plus nombreuse, sont touchées par ces hausses de salaires et ont intérêt à s'expatrier vers les pays en voie de développement, où la main-d'œuvre est sensiblement moins bien payée.

C'est ainsi que certains pays du Tiers-Monde, spécialement en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est, sont en train de se doter d'industries de transformation (raffinage, sidérurgie, etc.) et d'industries de biens d'équipement (chantiers navals, automobile, etc.) qui concurrencent déjà les industries nationales des pays développés, provoquant la fermeture des usines non compétitives et la montée du chômage.

19. Les effets de cette spécialisation ont été étudiés en particulier par Samir Amin, *Le développement inégal*, Éditions de Minuit, Paris, 1973.

Les politiques économiques actuelles des gouvernements occidentaux répondent à cette situation en encourageant la restructuration des économies de leurs pays dans le sens d'une nouvelle spécialisation internationale. Elles incitent aux investissements dans les secteurs de pointe, à productivité élevée : nucléaire, informatique, télécommunications, aéronautique, etc. ou dans l'automatisation poussée de secteurs plus traditionnels comme l'automobile. Dans une logique de rentabilité, ces secteurs sont les seuls pour lesquels des salaires élevés puissent se justifier financièrement.

Ainsi se prépare le monde de l'an 2000. Le Tiers-Monde s'industrialise, mais en se dotant d'industries lourdes, fortes consommatrices de main-d'œuvre et d'énergie. Ces industries sont essentiellement tournées vers l'exportation, seuls les pays occidentaux ayant pour le moment les moyens d'acheter les biens d'équipement et de consommation qu'elles fabriquent. Pour maintenir leur compétitivité à l'exportation, elles doivent donc imposer à leurs ouvriers des salaires ridiculement faibles, ce qui empêche la formation d'une demande intérieure de consommation et les condamne durablement à cette dépendance de leurs ventes vis-à-vis de l'extérieur.

L'Occident modernise son industrie, mais les nouveaux secteurs de l'économie, nettement plus productifs, n'engagent pas autant de main-d'œuvre que les secteurs traditionnels en crise. Le chômage augmente, subventionné par l'État, c'est-à-dire par une ponction sur les revenus des contribuables. Les entreprises sont tentées d'en profiter pour faire pression sur le niveau réel des salaires. D'autant plus qu'elles ont besoin d'élargir leurs marges de profit pour dégager les sommes nécessaires à leurs investissements de reconversion. Elles ne peuvent réduire ouvertement les salaires nominaux, qui sont garantis par la loi ou les conventions collectives. Elles choisissent donc d'augmenter leurs prix et la hausse générale de ces derniers au niveau national n'est pas partout compensée par la hausse des salaires et se traduit par un effritement progressif du pouvoir d'achat et du niveau de vie des salariés.

Tout le monde n'est pas atteint par la crise de la même manière. Les entreprises fortement concentrées, s'appuyant sur des situations de monopole, peuvent augmenter leurs prix plus facilement que les entreprises de secteurs soumis à une forte concurrence intérieure ou étrangère. Ainsi, à la crise des secteurs traditionnels, concentrés mais victimes de la concurrence étrangère (sidérurgie, chantiers navals, etc.), s'ajoutent les faillites de nombreuses petites et moyennes entreprises, viables mais incapables d'augmenter leurs

prix dans le mouvement général, du fait de la concurrence à laquelle elles sont soumises.

De même, outre que la crise mord sur le niveau de vie des salariés, la reconversion industrielle introduit une distorsion dans la répartition de ce niveau de vie. Les salaires des secteurs de pointe se maintiennent à un niveau raisonnable, voire augmentent en termes réels en fonction de la hausse du taux de productivité du secteur. Au contraire, les revenus des travailleurs de secteurs en crise ont tendance à baisser ou à être disputés à la baisse en termes réels par les employeurs, ceux-ci n'ayant pas d'autres ressources que de brider les salaires, s'ils ne veulent pas déposer le bilan. À un niveau de vie global qui tend à être grignoté par l'inflation s'ajoute donc une tendance à l'élargissement croissant des disparités de revenus entre travailleurs.

La centralisation de l'économie française

Durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la France a répondu à la crise en se lançant tête baissée dans une politique de reconversion industrielle fondée sur l'analyse capitaliste des problèmes économiques actuels. Le gouvernement de Raymond Barre s'est préparé à sacrifier des secteurs entiers de l'économie française jugés non rentables, à commencer par la sidérurgie et les chantiers navals. Il est en effet plus rentable, en termes capitalistes, de subventionner une certaine population de chômeurs grâce à une partie du surplus tiré d'une industrie reconvertie et modernisée que d'employer ces chômeurs à travailler dans des entreprises vieillies et fortement concurrencées, qui n'ont plus les moyens de les payer.

Par contre, les secteurs de pointe à haute compétitivité ont été systématiquement encouragés, alors que les risques que font peser sur le corps social les industries de ces secteurs sont encore dans certains cas l'objet de discussions et de controverses : je pense ici aux fabriques d'armes et au nucléaire, mais aussi aux secteurs dans lesquels l'informatisation et l'automatisation permettent de réduire les effectifs en personnel, de faire ainsi pression sur l'emploi dans la branche et d'accroître d'une façon générale le contrôle des travailleurs par les détenteurs du capital.

Prenons par exemple l'informatique, symbole même de cette reconversion industrielle. Le secteur informatique emploie en France autour de 330 000 personnes, dont 75 000 dans l'industrie des matériels et logiciels. On espère qu'il aura créé entre 1980 et 1985 au

moins 100 000 emplois nouveaux. Cependant, les gains de productivité que permet l'informatique, même s'ils sont compensés par la croissance des besoins en services et l'augmentation de la compétitivité des entreprises qui l'utilisent, contribuent à supprimer des emplois dont le nombre est difficile à évaluer.

En chiffre d'affaires, l'industrie informatique française est la quatrième du monde, derrière celles des États-Unis, de l'Allemagne Fédérale et du Japon. Elle est la deuxième exportatrice mondiale en ce qui concerne les services. La France est l'un des cinq pays du monde occidental qui détiennent une capacité informatique complète, ce qui lui permet de figurer en bonne place sur le marché international des systèmes d'informations et de télécommunication des informations. Bien fournie dans ce dernier domaine (ce qu'on appelle la télématique), la panoplie française inclut également le segment spatial. Et l'astronautique française détient la première place en Europe, grâce à ses satellites et à la fusée Ariane.

Pourtant, l'informatique comporte des risques. Elle menace les libertés individuelles, puisqu'elle permet désormais à plusieurs banques de données (le fichier de la sécurité sociale, ceux de la police, des hôpitaux, des écoles et universités, etc.) de communiquer entre elles pour constituer un dossier complet sur une personne donnée. L'informatique, selon la façon dont on l'utilise peut aussi bien permettre la décentralisation du pouvoir que sa concentration toujours plus poussée entre les mains d'un petit nombre²⁰.

La reconversion industrielle engagée par le gouvernement d'avant 1981 et poursuivie par le gouvernement socialiste actuel obéit à une logique de concentration du pouvoir d'achat qui ne peut que peser sur les choix futurs dans l'industrie de l'information et des communications. Rappelons l'exemple du nucléaire. Les prévisions du gouvernement de Raymond Barre, qui n'ont pas été grandement modifiées par le gouvernement de Pierre Mauroy, établissaient que l'industrie nucléaire devrait produire en 1990 l'essentiel de l'électricité française, soit 30 % de l'énergie consommée en France. Plutôt que de favoriser des procédés décentralisés et multiples de production de l'énergie, les gouvernements passés, comme le gouvernement socialiste actuel, ont préféré miser au maximum sur un procédé qui, outre ses dangers physiques, permet une production énergétique

20. Cf. Simon Nora et Alain Minc, *L'informatisation de la société. Rapport à Monsieur le Président de la République*, La Documentation Française, Paris, 1978 (paru aux Éditions du Seuil).

extrêmement centralisée, gérée par un nombre restreint de travailleurs hautement spécialisés.

Les projets socialistes de décentralisation et de régionalisation des institutions politiques ne doivent pas masquer cette tendance à la concentration au niveau du fonctionnement de l'économie et des services publics, c'est-à-dire au niveau de la réalité quotidienne du pouvoir. Cette tendance est inhérente au système capitaliste : le capital, et le pouvoir qu'il représente, tendent à se concentrer entre un nombre toujours plus réduit de mains. Ce pouvoir n'est effectif qu'à condition que ceux qui le détiennent puissent exercer un contrôle proportionné aux dimensions du capital concentré. Ce qui se trouve réalisé dans les cas où l'informatisation, l'automatisation et la centralisation des processus d'information et de fabrication permettent de réduire la main-d'œuvre à un nombre minimum de travailleurs, sélectionnés et contrôlables.

La reconversion industrielle actuelle n'a pour résultat, sinon pour but, que de renforcer cette concentration et cette centralisation de fait. De ce point de vue, les choix de l'informatique et du nucléaire sont déterminants : ils permettent la centralisation des informations et la centralisation de la production énergétique, qui sont les clés d'une maîtrise effective des processus de production. Ces formes de centralisation et de concentration sont favorisées en France par des institutions politiques et administratives qui sont elles-mêmes déjà très centralisées : bien avant les nationalisations de 1982, un million et demi de personnes, 10% de la population active, travaillaient déjà directement dans l'administration française. Il n'existait aucun autre pays au sein de l'OCDE où l'administration contrôlât autant la vie de la société. La nationalisation du système bancaire et des principaux groupes industriels français votée en 1982 a consacré définitivement cet état de choses : l'État contrôle maintenant l'ensemble du crédit et plus de la moitié de la production industrielle nationale. Qu'on prenne un avion ou le train, qu'on regarde la télévision ou qu'on écoute la radio, qu'on se mêle d'art, d'éducation ou de recherche, on passe obligatoirement par un organisme d'État ou par une société dans laquelle l'État a une participation majoritaire.

La France militarisée

De tous les domaines de l'activité économique nationale sur lesquels l'État exerce une prépondérance, la production d'armements

n'est évidemment pas le moindre. Rappelons que ce secteur industriel fait travailler 260 000 personnes en France et représente 8% du total des exportations françaises.

L'industrie des armements et celles de l'informatique et du nucléaire marchent main dans la main, à la fois pour des raisons techniques (elles s'intéressent à des domaines communs ou contigus de la recherche scientifique) et politiques (elles suscitent des formes complémentaires de concentration du pouvoir). Les armes, le nucléaire et l'informatique sont ainsi le triptyque d'une reconversion industrielle qui tend à faire de la France, non seulement une économie centralisée, mais aussi une société militarisée.

En effet, à l'heure des missiles intercontinentaux et des firmes multinationales, un État centralisateur ne peut réellement assurer sa défense en se contentant de surveiller les frontières de son territoire : c'est l'ensemble des activités du pays qui doit être placé sous son contrôle, chacune de ces activités étant considérée comme stratégique, suivant un processus qui vise à confondre domaine militaire et domaine civil, temps de guerre et temps de paix.

Les pays développés dépensent actuellement à peu près la moitié de leur budget de recherche scientifique dans une perspective directement militaire. Aucune innovation importante dans les techniques de combat et d'observation n'aurait été possible sans cette interpénétration constante des domaines scientifique et militaire. Les scientifiques essaient de justifier leur collaboration, volontaire ou non, à l'œuvre de guerre, en insistant sur les retombées civiles de la recherche militaire. Or, c'est précisément dans les secteurs de pointe (électronique, informatique, physique nucléaire, etc.) que recherche civile et recherche militaire sont le plus intimement associées. Et c'est bien dans ces secteurs que les applications civiles elles-mêmes soulèvent discussions et contestations : centrales nucléaires, contrôles policiers et administratifs informatisés, etc.

L'informatisation et l'automatisation croissantes des processus de production ont pour but de relancer la croissance de la productivité : à production égale, l'industrie doit tendre à employer une quantité toujours plus réduite de main-d'œuvre. Même en conservant un certain taux de croissance du produit intérieur brut, la modernisation et le redéploiement actuels de l'industrie des pays occidentaux sont générateurs d'un chômage accru.

La semaine de 35 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans sont des projets qui devraient pouvoir transformer ce chômage en loisirs : l'idée est qu'en donnant un peu

moins de travail à chacun, on peut redistribuer ce travail à plus de travailleurs. Mais l'application de ces réformes, dans un environnement international qui reste soumis aux lois capitalistes de la rentabilité et de la compétition, n'est possible que si les partenaires européens de la France s'engagent dans la même voie, faute de quoi les produits nationaux français, qui sont surtout exportés en Europe, cesseraient d'être compétitifs.

Or, tous les pays européens partenaires de la France n'envisagent pas de politique de relance. Par ailleurs, l'objectif des 35 heures ne doit être atteint qu'à la fin de la législature en cours. Il est donc à craindre que le chômage se maintienne ou continue d'augmenter dans les quelques années qui viennent, laissant en l'état la situation actuelle de l'emploi.

Cette situation facilite les possibilités de recrutement direct ou indirect de jeunes chômeurs, souvent qualifiés, par l'armée. L'armée propose des bourses de recherche à de jeunes universitaires. Elle assure elle-même, dans le cadre du service militaire ou de certaines grandes écoles (Saint-Cyr, Polytechnique, etc.) une formation professionnelle technique ou supérieure. Les projets du Ministre de la Défense, Charles Hernu, semblent aller dans le sens d'une extension de ce rôle de formation que s'attribue l'armée. Or, un enseignement n'est jamais neutre et il est impossible que son contenu ne subisse pas l'influence du cadre dans lequel il s'exercerait. Faire de l'armée un lieu d'éducation du citoyen, c'est s'exposer à banaliser dans l'esprit de ce citoyen certains aspects du modèle militaire qui vont à l'encontre de l'exercice commun de la citoyenneté : l'obéissance aveugle aux ordres et le meurtre commandé.

De plus en plus de jeunes Français, inquiétés par la montée du chômage, choisissent de prolonger leur service militaire en signant un contrat avec l'armée. Beaucoup d'entre eux acceptent les postes, de plus en plus nombreux, qu'offrent l'armée et la police. Les plus qualifiés travaillent dans la recherche ou dans des services qui ont progressivement montré leur capacité à se substituer aux services civils correspondants en cas de « crise » (grèves du personnel, en l'occurrence, mais aussi en cas de guerre) : aiguilleurs du ciel, services de tri et de poste, etc. Ce recours à l'armée a joué systématiquement sous les gouvernements précédents dans les cas de grèves dans des services publics employant une main-d'œuvre faiblement qualifiée : services de voirie, transports en commun.

La police, la gendarmerie et les sections d'intervention de l'armée de métier (légion étrangère et régiments parachutistes) re-

crutent également de plus en plus. Les salaires y sont élevés, les avantages matériels et sociaux y sont nombreux. L'État français se dote ainsi d'une police et d'une armée directement placées sous ses ordres, prêtes à intervenir à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national, sans contrôle parlementaire préalable.

En effet, la police et la gendarmerie sont placées sous la responsabilité du Ministère de l'Intérieur. Quant à l'armée, les institutions prévoient que le Président de la République ne peut utiliser le contingent des appelés dans des opérations à l'extérieur sans autorisation du Parlement. Mais il n'a pas besoin de cette autorisation dans le cas de l'armée de métier, qui est sous son commandement direct. Ainsi s'explique que l'État, sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, ait encouragé la formation, par recrutement au sein de la population des chômeurs, d'unités parachutistes exclusivement constituées de soldats de métier. Ce sont ces unités qui ont été envoyées en Afrique dans le proche passé. Ce sont elles qui seront envoyées au Moyen-Orient demain, si le besoin s'en fait sentir.

D'une façon générale, cette militarisation progressive du pays n'est vraiment analysée et dénoncée par aucun parti politique représentatif, ni par aucun de nos politiciens les plus connus. Les analyses de la gauche française se sont limitées jusqu'à présent à la seule question de l'armée, parfois seulement à celle du service national, en ignorant délibérément les vrais problèmes, à savoir les dangers que cette militarisation fait peser sur la démocratie, les libertés et la paix.

Le danger ne vient pas seulement de ce que l'armée est un corps d'hommes susceptible d'intervenir dans le jeu politique. Il vient de ce que le militaire se ramifie progressivement dans l'ensemble de la société, imposant aux individus des comportements de soumission ou de fuite devant une autorité indiscutée et de banalisation de l'inacceptable.

Que la France soit le troisième vendeur d'armes du monde, cela ne semble plus révolter grand monde, parce que chacun sait que ce commerce représente une part trop importante de nos exportations pour qu'on puisse s'en priver, en une période où l'équilibre de la balance commerciale est si difficile à retrouver. La fermeture des usines d'armements impliquerait le chômage des centaines de milliers de travailleurs qu'elles emploient. Elle mettrait en difficulté 1 400 entreprises, représentant trois millions de travailleurs, dans lesquelles la production des armes n'est que marginale mais assure la rentabilité de l'entreprise. Les Français sont déjà prisonniers de

leur complexe militaro-industriel et, sauf à envisager une modification radicale des structures économiques de leurs pays, ils ne peuvent que se soumettre plus avant à la logique qu'imprime la militarisation.

Politiquement, la militarisation est étroitement liée à un système dont elle assure la survie. Elle garantit le maintien d'un État fort, centralisé, utilisant les techniques modernes et prétextant de leur complexité pour enlever au citoyen tout pouvoir de décision et tout droit de contrôle sur ses activités. Pas de reconversion industrielle, pas de politique d'austérité, pas de nucléaire possibles sans un État fort, pas d'État fort sans militarisation de cet État.

Ainsi, la reconversion industrielle en cours laisse se profiler à l'horizon de l'an 2000 une image inquiétante de la société française future et, partant, de l'Europe toute entière : une économie centralisée, militarisée, dépendant de quelques secteurs-clés facilement contrôlables ; une économie spécialisée dans l'informatique, l'électronique, l'énergie nucléaire et les armements, mais dépendant de l'étranger pour ses fournitures essentielles : matières premières transformées, produits alimentaires, certains biens d'équipement ; une société qui ne peut, dès lors, que compenser cette dépendance vis-à-vis de l'étranger en jouant de sa suprématie militaire pour imposer en Europe, en Afrique et au Moyen- Orient la paix qui garantira ses approvisionnements et lui ouvrira ses marchés réservés.

L'alternative industrielle et les choix français

Les programmes techniques actuels et spécialement, l'automatisation et l'informatisation des processus de production pourraient favoriser l'avènement d'une société plus humaine : décentralisation et redistribution des pouvoirs et de la richesse, davantage de loisirs pour tous, etc. Ce choix est matériellement possible : l'informatique peut être une science au service de l'homme, facilitant et multipliant les échanges d'informations entre individus, comme elle peut être une science dressée contre l'homme, contribuant à la centralisation, entre les mains d'une police spécialisée, d'un maximum d'informations secrètes sur un maximum de personnes.

Ce choix dépend de la nature du programme de reconversion industrielle que le pays s'est donné, car la structure des processus de production est à l'image de la société : l'une détermine l'autre au sens marxiste, mais réciproquement les choix politiques impliquent des choix industriels particuliers. En France, si la priorité n'avait pas

été donnée dès le départ au nucléaire, nous aurions pu assister à un foisonnement de processus différents de production énergétique, pour la plupart décentralisés. Sans doute ces processus auraient-ils été moins rentables au sens capitaliste, car ils auraient fait travailler plus de monde pour une même quantité d'énergie produite. Mais ils auraient aussi été, de ce fait, moins dangereux socialement, car l'économie n'aurait pas dépendu, pour ses approvisionnements énergétiques, du fonctionnement ou du non-fonctionnement d'un petit nombre de centrales. Ils auraient fait travailler un grand nombre de Français plutôt que de creuser un fossé séparant une population grandissante de chômeurs d'une catégorie de travailleurs de plus en plus spécialisés. Ne demandant pas de grandes concentrations en capitaux et en matière grise, s'appuyant sur des connaissances techniques accessibles à un grand nombre, ils n'auraient pu susciter la politique du secret et du mensonge qui est actuellement celle du nucléaire.

La rentabilité des processus de production est d'ailleurs une question d'économies d'échelles. Le nucléaire n'est rentable que par son association à d'autres secteurs de l'économie et lui-même contribue en sens inverse à rentabiliser ces secteurs. La recherche nucléaire civile sert la recherche militaire et vice-versa. La logistique française et les ventes d'armes garantissent la stabilité politique des marchés extérieurs potentiels de la France. La France peut alors y exporter ses centrales et son informatique. L'informatique contribue à l'accroissement de la productivité du reste de l'industrie, et ainsi de suite.

Les gouvernants français ont donc eu jusqu'à présent beau jeu de se réfugier derrière les difficultés économiques pour défendre le nucléaire et les ventes d'armes car, comme tout se tient, le maintien ou l'extension de n'importe quel secteur de l'économie impliqué dans la reconversion industrielle est justifié par la nécessité de relancer tous les autres. L'abandon d'un seul de ces secteurs aurait eu des conséquences sur tous les autres et aurait impliqué en fait des choix industriels radicalement différents.

C'est ainsi que l'encouragement à la recherche et aux investissements industriels en matière d'énergies douces et d'économies d'énergie aurait contribué à stimuler des secteurs entiers, mais tout différents, de la recherche scientifique et de l'économie. La recherche en biologie, par exemple, s'intéresse aussi bien à la question de l'énergie microbienne qu'aux domaines alimentaire ou pharmaceutique. Rhône-Poulenc ou B.S.N. donnent aussi bien dans la chimie

ou le verre que dans l'alimentation, tant il est vrai que des domaines différents de la recherche biochimique sont interdépendants.

Un autre choix énergétique aurait donc suscité une autre croissance industrielle, impliquant des secteurs différents de l'économie. L'industrie agro-alimentaire, l'industrie des procédés solaires, la pharmacie et la chimie, etc. sont en France des industries prometteuses, de grosses exportatrices potentielles ou déjà effectives. Les marchés qu'elles ouvrent sont ceux du Tiers-Monde, producteur des matières premières et des biens industriels lourds dont nous avons besoin. Elles supposent donc, entre le Tiers-Monde et nous, une complémentarité naturelle : une complémentarité qui n'a pas besoin d'être forcée artificiellement par notre logistique militaire.

Là où il y a du soleil, au Moyen-Orient ou en Afrique, les cellules solaires se vendent toutes seules, alors que les centrales nucléaires doivent être placées contre l'assentiment des populations ou à leur insu, par les armes ou en séduisant des gouvernements impopulaires et instables (comme ce fut le cas des accords passés avec le Shah pour la construction de centrales en Iran, accords qui n'ont pas survécu à la révolution). L'informatique, l'électronique et les télécommunications auraient aussi bien trouvé leur place dans une telle reconversion industrielle, avec une chance plus grande d'assurer une meilleure transparence de la société, plutôt que sa centralisation et sa militarisation progressives.

La fabrication et la vente des armes et la militarisation de l'économie et de la société françaises enchaînent une part importante des forces productives dans des activités stériles. Des centaines de milliers de travailleurs sont directement attachés à la fabrication d'un type de bien d'équipement, les armes, dont l'accumulation ou l'utilisation ne concourrait en rien à la progression du niveau de vie matériel et spirituel de la société. Leur force de travail ne peut aujourd'hui que difficilement être reconvertie à meilleur escient dans un autre secteur de l'économie.

En tant que client de cette industrie, l'État français consacre une part importante du PNB à l'effort militaire. Dans un budget d'équipement public qui a régressé en volume jusqu'en 1981, ses commandes de matériel militaire ont accéléré au contraire leur progression, si bien que le budget des armées est revenu depuis la loi de finance de 1979 à la première place qui lui avait été prise dans les années 60 par l'Éducation Nationale. Les lois de finance adoptées par la majorité de gauche pour 1982 et 1983 et les projets pour la prochaine planification militaire 1984-1988 prévoient une aug-

mentation de la part des dépenses militaires dans l'ensemble des dépenses budgétaires, alors même que le volume de ces dépenses est déjà en augmentation sensible par rapport à 1981.

Les dépenses militaires, en pesant sur le budget de la nation, réduisent d'autant le volant de manœuvre de l'État dans ses efforts pour financer des équipements publics nouveaux et pour accélérer la modernisation et le redéploiement de l'industrie. Traditionnellement, ces dépenses militaires ont pour but de donner un coup de fouet à l'économie : en période de stagnation, le gonflement des commandes militaires fait fonctionner le multiplicateur qui entraîne toute la machine économique sur un niveau supérieur de revenus et d'activité. Mais ces dépenses ne sont pas aujourd'hui financées dans des conditions saines pour l'économie. Le gouvernement a d'abord relancé la demande de consommation mais les investissements productifs n'ont pas suivi : l'augmentation des dépenses militaires, qui correspondent à des investissements non productifs, ne pouvait donc en rien améliorer ce décalage inflationniste entre offre et demande de produits. La situation appelait nécessairement le blocage des prix et des revenus, résultat paradoxal d'autant plus regrettable qu'il fait bien sûr fonctionner le multiplicateur précité dans l'autre sens et tend à entraîner toute la machine économique sur la pente de la récession.

On aurait pu concevoir une dépense initiale plus utile que les dépenses militaires : l'Allemagne et le Japon, qui n'ont pas eu le droit de réarmer en 1945, ont accru dans d'autres secteurs que celui des armes la compétitivité de leurs industries. Longtemps, ces conditions ont fait dire de l'Allemagne qu'elle était « un géant économique mais un nain politique ». La réalité du jeu politique international oblige aujourd'hui à admettre que l'Allemagne, comme le Japon, même sans armée indépendante et sans l'arme nucléaire, sont des puissances nationales à part entière. Ce qui devrait nous inviter à une réflexion nouvelle sur les facteurs de la puissance : il semble bien, en effet que les armes ne soient plus déterminantes de ce point de vue, dans une situation d'interdépendance économique internationale où personne ne peut plus agresser ou affaiblir un concurrent qui est aussi un partenaire indispensable, sans menacer du même coup les ressources ou le marché qu'il représente.

Mais ce raisonnement sur les facteurs de la puissance est encore neuf et le gouvernement français, en tout cas, n'a pas cru devoir tenir, sur les risques d'agression soviétique notamment, un raisonnement qui fasse nettement la différence entre les situations de

l'Europe occidentale, de la Pologne et de l'Afghanistan. Il ne peut se résoudre à être économiquement dynamique sans être militairement équipé pour défendre son potentiel industriel sur le sol national et ses intérêts à l'étranger. Mais l'effort impliqué par la poursuite de cette politique suppose un coût social qui nous fait nous interroger sur la nature socialiste des choix du gouvernement français actuel.

Les deux socialismes

Le gouvernement socialiste français n'estime certainement pas son assise populaire suffisante pour tourner complètement le dos à la politique de reconversion industrielle de ses prédécesseurs et pour engager un programme ambitieux de réorganisation, non seulement de l'économie, mais aussi de la société françaises. Il est par conséquent contraint d'opter pour un programme économique et politique qui, tout en présentant des aspects radicalement différents par rapport à ce qui s'est pratiqué jusque-là en France et qui se pratique encore en Europe (nationalisations, relance de la consommation, etc.), n'en reprend pas moins l'essentiel de l'héritage des gouvernements précédents, avec tous les risques que cela comporte.

J'ai dit en introduisant ce livre que l'arrivée des socialistes au pouvoir en France en 1981 était un évènement historique inéluctable. Elle s'est présentée dans l'esprit d'une majorité de Français comme la seule solution possible à l'équation sociale du moment : éviter, tout en préservant les institutions démocratiques, que la dépression économique et les inégalités sociales grandissantes débouchent sur une situation de troubles sociaux à l'intérieur et de guerre à l'extérieur. Ce qui ne pouvait effectivement se faire qu'au prix proposé par les socialistes : réduction des inégalités et relance de la demande de consommation intérieure grâce à l'élévation du niveau de vie des travailleurs, les nationalisations mettant entre les mains de l'État la possibilité concrète de réaliser ce programme.

Une question se pose cependant, maintenant que nous pouvons étudier les premiers résultats de plusieurs mois de gouvernement socialiste. Un certain nombre de mesures ont été prises et des lois ont été votées, qui vont dans le sens de la démocratisation et de l'humanisation de la société française : amnistie élargie, suppression de la Cour de Sûreté de l'État, abolition de la peine de mort, abolition de la loi anticasseur, etc. Trois grandes réformes ont été engagées : la régionalisation, les nationalisations et les « ordonnances sociales » sur la semaine de 35 heures, la cinquième semaine de congés

payés, la retraite à 60 ans et le travail temporaire. Sans minimiser la portée de ce premier train de mesures, on peut se demander s'il suffit à définir un programme socialiste.

Sans doute les socialistes ne sont-ils au pouvoir que depuis peu de temps. Certaines réformes sont encore à engager, d'autres ont besoin d'asseoir leur efficacité sur la durée et leurs effets ne se feront sentir que plus tard (je pense notamment aux effets sur le chômage et l'inflation). Cependant, il faut bien remarquer que sur certains points le gouvernement hésite à définir ne serait-ce que ses intentions réformatrices, tandis que sur d'autres il se contente d'assumer purement et simplement l'héritage de ses prédécesseurs. Ces points ont nom : l'autogestion, la politique énergétique, la politique de défense.

Mon opinion est qu'un programme socialiste doit s'apprécier aux moyens qu'il se donne de restituer aux travailleurs, non seulement des conditions matérielles de vie décentes, mais aussi le pouvoir de discussion et de décision qui leur était jusque-là confisqué dans des domaines dont dépendent précisément ces conditions de vie, à savoir en particulier les domaines du travail productif, de l'énergie et de la défense. Or, sur ces points, les socialistes semblent bien être en train de manquer un rendez-vous historique avec les Français.

Ainsi que le souligne Michel Rocard²¹, il existe au sein du mouvement socialiste deux grands courants culturels et idéologiques qui s'opposent et dont je dirais même aujourd'hui qu'ils s'excluent mutuellement, depuis que la gauche exerce les responsabilités du pouvoir.

Il existe tout d'abord une très solide tradition de socialisme étatique et centralisateur, qui donne à l'État un rôle essentiel dans la construction du socialisme. L'État étant l'instrument du pouvoir politique, il n'est, selon cette tradition, possible d'appliquer un programme socialiste qu'à condition de retirer le maximum de pouvoir et d'initiative des mains des individus (et, par là-même, de la bourgeoisie) et de les concentrer entre les mains de l'instance qui représente la collectivité, à savoir l'État. D'où la nécessité de nationaliser les secteurs-clés de l'économie, de centraliser les organes de décision, de contrôler l'information, etc.

Ne soyons pas trop empressés à critiquer ce modèle. Il a sans doute contribué à installer dans les pays de l'Est et en Chine (qui représentent plus d'un milliard d'individus) un système économique

21. Michel Rocard, *Parler vrai*, Seuil, Paris, 1979.

plus égalitaire qu'en Occident et qui procure à chacun au moins de quoi vivre, ce qui, dans ces pays qui ne faisaient qu'amorcer leur révolution industrielle, n'aurait probablement pu être atteint par aucun autre moyen sans davantage de sacrifices. Quant au système politique, s'il était véritablement aussi impopulaire qu'on l'a parfois dit, la puissance de l'État, l'efficacité de sa police et de ses autres institutions n'auraient certainement pas empêché ces pays de basculer dans le terrorisme et la guerre civile. La contestation, il faut bien le dire, n'y est encore dans la plupart d'entre eux que le fait d'une minorité éclairée.

Il reste que la centralisation du pouvoir entre les mains de l'État, tout en laissant persister certaines inégalités économiques (échelles de salaires, avantages en nature réservés aux membres de la classe dirigeante), retire surtout aux individus toute initiative politique au profit d'une minorité de dirigeants. De sorte que la société finit par perdre toute possibilité de contrôle et d'intervention sur des activités qui intéressent sa propre survie : défense, production, pollution, etc. et que les moyens utilisés pour parvenir au socialisme finissent par se retourner contre les buts qu'ils devraient servir et qui sont l'essence même du socialisme : davantage d'égalité économique entre les individus, certes, mais aussi davantage d'information et de possibilités de contrôle et d'initiative politiques pour chacun.

Il existe d'autre part un second mouvement de pensée au sein du socialisme, mouvement qui considère toute situation dans une société comme la résultante d'un antagonisme entre forces sociales. C'est la société toute entière qui construit le socialisme : l'État seul n'y peut pas parvenir, ainsi que le montre l'échec, sur ce point, des pays de l'Est.

L'État est l'instrument du pouvoir d'une classe dominante. En prenant les rênes de l'État, les représentants du peuple ne suppriment pas la domination que cette classe exerçait sur la société : ils remplacent une équipe dirigeante par une autre. En centralisant un maximum de pouvoirs entre les mains de l'État, ils ne se donnent pas les moyens de changer la société : ils prolongent et renforcent la logique de domination qui était celle de leurs prédécesseurs.

Socialisme est de ce second point de vue synonyme de décentralisation, d'autogestion, de démilitarisation. Et sur la route qui mène à ce socialisme, l'État ne peut avoir qu'un rôle réservé d'informateur, d'indicateur des directions à prendre. Ses décisions d'autorité : décentralisation des institutions, participation des tra-

vailleurs aux décisions dans les entreprises et les administrations, augmentation du temps libre, pour essentielles qu'elles soient, n'ont de valeur que si elles encouragent l'émergence d'une vie associative nouvelle, de mentalités nouvelles, d'une conscience collective nouvelle. C'est alors la société dans son ensemble qui parvient au socialisme, transformée dans l'esprit même des rapports sociaux qui la structurent.

La critique qu'on peut le plus facilement adresser à ce modèle, c'est que l'État, qui y conserve un rôle initiateur, est supposé œuvrer dans la perspective de son propre dépérissement. Le raisonnement révèle en cela son manque de finesse dans l'approche des mécanismes institutionnels et des ressorts psychosociologiques du pouvoir. Cette contradiction entre fonctions assignées et fonctionnement réel de l'État, beaucoup de socialistes l'ont reconnue avoir joué dans l'échec du passage au socialisme dans les pays de l'Est, et elle est en train de jouer en France.

Le courant socialiste décentralisateur et autogestionnaire a été très vivace jusqu'au milieu des années 70 en France, aussi bien au sein du parti socialiste qu'en dehors de ce dernier et sous des formes idéologiques différentes : à la CFDT, chez les écologistes, les régionalistes, les non-violents, dans les mouvements de femmes, dans l'extrême-gauche, etc. Mais il n'a pas pu faire fléchir les gouvernements de droite de l'époque sur ses revendications essentielles : la redistribution des pouvoirs aux citoyens, l'arrêt du programme nucléaire et la démilitarisation. Il n'a pas non plus résisté aux réflexes de crainte engendrés par la crise, réflexes qui appelaient plus facilement un renforcement du rôle de l'État que son dépérissement.

Les élections présidentielles, puis législatives de 1981, en accusant la bipolarisation de la vie politique française, ont complètement éliminé ce courant de la bataille électorale. Le vote écologiste, en particulier, qui avait pesé dans les scrutins des années précédentes, n'a pas été aussi déterminant lors des présidentielles de 1981 et n'a pratiquement pas joué du tout lors des législatives qui ont suivi. Les socialistes au pouvoir ont récupéré une partie des thèmes écologistes et continuent à se référer à l'idée autogestionnaire, mais les promesses électorales, notamment en ce qui concerne le programme nucléaire, n'ont pas été tenues. Les choix qui ont présidé à la reconversion industrielle en cours et contre lesquels s'était élevé le mouvement autogestionnaire, antinucléaire et antimilitariste, sont maintenant faits depuis longtemps et les programmes sont trop engagés pour qu'on puisse revenir en arrière.

L'échec du « nouvel ordre économique international »

La logique des « avantages comparés », poussée à l'extrême en système capitaliste, conduit à une distribution internationale du travail et à une spécialisation de chaque région du monde dans les activités industrielles où elles sont les plus avantagées parce qu'elles possèdent en abondance un facteur approprié à ces activités. Les premiers pays à avoir réalisé leur révolution industrielle (Europe), puis ceux qui les ont suivis sur cette voie (États-Unis, Japon et, plus récemment, pays de l'Est), constituent un centre développé qui, à chaque mutation, se réserve les branches économiques les plus dynamiques, abandonnant à une périphérie de pays en retard de développement les activités devenues moins rentables.

La révolution industrielle au XVIII^e et XIX^e siècles s'est appuyée essentiellement en Europe sur les mines, les industries de transformation et le textile. La période coloniale, de la fin du XIX^e siècle à la seconde guerre mondiale, a vu l'introduction d'une première spécialisation internationale, les puissances colonisatrices investissant leur capital dans les mines de leur empire et dans l'agriculture de traite. Au lendemain de la dernière guerre, les pays occidentaux ont abandonné au Tiers-Monde un certain nombre des activités qui avaient assuré leur décollage industriel (textile, industries d'extraction et de transformation), de façon à moderniser leur propre industrie et à se spécialiser dans des secteurs plus dynamiques (biens d'équipement, chimie et pharmacie, automobile, etc.).

Aujourd'hui, les pays du centre abandonnent à nouveau à ceux de la périphérie un certain nombre de secteurs industriels devenus ou en passe de devenir moins rentables que d'autres. Le Tiers-Monde se spécialise ainsi dans l'extraction et la transformation des matières premières et dans certains secteurs jusque-là réservés aux pays du centre (chantiers navals, sidérurgie, etc.). Tandis que le Nord développé se lance dans l'informatique, l'électronique, l'aéronautique, le nucléaire, etc.

La spécialisation internationale du travail place les pays du centre sous une forme de dépendance économique à l'égard des pays de la périphérie à qui ils ont abandonné leurs activités industrielles passées. Nos textiles et nos confections, nos matières premières transformées sont importées du Tiers-Monde. Il se peut qu'il en soit de même demain de nos biens d'équipement, de nos navires, de nos voitures, etc. Le capital investi reste la propriété de firmes occidentales. Mais leurs instances transnationales se jouent des réglementa-

tions des États nationaux. Et pour assurer que cette propriété corresponde à un pouvoir économique effectif, l'Occident doit la garantir en maintenant une présence militaire permanente dans le Tiers-Monde. Le surarmement des grandes puissances illustre bien la fragilité d'un système basé sur la spécialisation, l'échange inégal et la domination.

Les pays du Tiers-Monde en cours d'industrialisation rapide ne réalisent pas leur révolution industrielle à leur bénéfice ou à celui de leurs populations. Les industries à capitaux occidentaux qui s'installent sur leur sol ne le font que parce que la main d'œuvre y est moins bien payée et revient donc moins cher qu'en Occident. Le maintien des salaires et du niveau de vie, donc du pouvoir d'achat des travailleurs sous un plafond ridiculement bas devient ainsi une condition de la poursuite de l'industrialisation. Les produits de l'industrie, quant à eux, sont destinés à être exportés vers les pays riches qui, seuls, ont les moyens de les acheter. Ces secteurs industriels nouveaux, entièrement tournés vers l'exportation, ne profitent donc même pas au développement des pays qui les accueillent. Le choix des technologies occidentales les plus avancées, les plus économes en main-d'œuvre, y minimise d'ailleurs l'emploi industriel : le pouvoir d'achat distribué dans la population est donc d'autant plus faible que les travailleurs de l'industrie représentent une faible part de la population active et que le maintien de leurs salaires au niveau le plus bas est facilité par l'existence d'un chômage important, c'est-à-dire d'une forte concurrence entre demandeurs d'emplois.

Au lieu de se doter d'un système de défense et d'intervention armée comparable à ceux des deux super-Grands, les pays européens auraient pu consacrer leurs forces à inventer quelque chose de neuf. En faisant le sacrifice d'un peu de leur niveau de vie, qui est de toutes façons menacé aujourd'hui par la crise et par la guerre, les Européens auraient pu asseoir leurs relations économiques avec les pays de l'Est et avec le Tiers-Monde, non sur les bases de l'échange inégal, de la compétition et de la domination, mais sur celles d'une interdépendance véritable qui serait aujourd'hui irréversible et aurait rendu la guerre impossible (de même, par exemple, que l'approfondissement des échanges entre pays européens eux-mêmes rend aujourd'hui une guerre impossible et inutile entre la France et l'Allemagne ou entre la France et la Grande-Bretagne, comme par les siècles passés et jusqu'à la dernière guerre mondiale).

En ce qui concerne les rapports entre pays européens et Tiers-Monde, par exemple, les discours tenus dans le cadre de la Con-

vention de Lomé allaient dans ce sens : priorité à la relance de l'agriculture vivrière dans les pays d'Afrique et des Caraïbes signataires, où elle est en régression ; industrialisation de ces pays au moins en partie tournée vers les besoins du marché intérieur ; effort porté sur les équipements collectifs ; etc. Mais les gouvernements européens, et le gouvernement français en premier, malgré les bonnes intentions affichées, restent tributaires, dans leur aide aux économies du Tiers-Monde, de leurs options en matière d'économie intérieure : il ne peut y avoir assez d'argent à prêter aux pays pauvres si on veut leur faire à la fois fabriquer leur propre beurre et acheter nos canons ; il faut choisir.

L'unification économique de l'Europe aurait pu jouer un rôle important dans l'émergence d'un nouvel ordre économique international. En effet, l'élargissement et l'approfondissement de l'union douanière, en ouvrant un marché potentiel étendu et protégé aux industries européennes, auraient amorti les effets de la crise actuelle. Les fermetures d'usines auraient été limitées au minimum réclamé par une modernisation nécessaire de l'appareil de production. La fuite vers le Tiers-Monde de secteurs vitaux de l'économie (sidérurgie, chantiers navals, etc.) aurait été modérée, préservant dans ces secteurs une production industrielle autochtone qui, tout en satisfaisant en partie les demandes de consommation nationales, aurait constitué pour les pays européens une garantie d'autonomie économique minimale. Cette politique industrielle différente, à laquelle aurait dû s'ajouter une politique énergétique orientée dès le départ vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie, aurait permis aux pays européens de se passer de la politique française de ventes d'armes et de coopération et d'intervention militaires qui doit aujourd'hui compenser leur dépendance de fait à l'égard de leurs approvisionnements en matières premières et en produits industriels simples.

Ayant plus de difficultés à accéder à un marché européen protégé, les pays du Tiers Monde auraient été contraints de réorienter leur industrialisation, qui n'est tournée aujourd'hui que vers l'exportation. Le prix des matières premières aurait de toute façon augmenté comme il le fait depuis le début des années 70. Les banques occidentales se seraient donc, comme aujourd'hui, trouvées dans la nécessité de gérer les dépôts importants (pétrodollars) versés par les « nouveaux riches » du pétrole et d'autres matières premières. Certains pays du Tiers-Monde auraient donc pu bénéficier des crédits à long terme et à bon marché proposés par ces banques

pour engager des politiques industrielles, agricoles et d'équipement collectif davantage tournées vers les besoins de leur marché intérieur. Ce qui n'aurait été possible qu'à condition d'accroître les possibilités d'absorption de ce marché, en augmentant le pouvoir d'achat de la population, c'est-à-dire son niveau de vie matériel.

Les crédits auraient été remboursés sur de longues durées, mais les pays occidentaux auraient pu consentir d'eux-mêmes les allongements de délais nécessaires, qu'aujourd'hui ils ne peuvent de toute façon plus refuser sous peine de briser la ronde des pétrodollars et de provoquer un krach financier généralisé. Profitant de cette aide occidentale volontaire ou contrainte, ces pays du Tiers-Monde auraient alors progressivement accédé à une certaine aisance matérielle pour leur population, tout en se dotant de structures économiques relativement autonomes, non pas dépendantes à l'égard des pays occidentaux, européens en particulier, mais entretenant avec ces derniers des relations d'interdépendance.

Les socialistes français pensent que ce « nouvel ordre économique international » est encore possible aujourd'hui. Leur politique économique, à l'intérieur comme vis-à-vis de l'étranger, se refuse sur le fond à rompre avec la logique étatiste, pro-nucléaire et militariste des politiques suivies par leurs prédécesseurs de droite, parce qu'elle manifeste l'illusion qu'une transition à une politique différente est possible sans rupture dangereuse pour l'équilibre de l'économie et de la société. Mais la logique à laquelle obéit le système économique et politique actuel en France empêche qu'on puisse en sortir sans amorcer une véritable révolution. Et les socialistes n'ont peut-être pas le temps de conduire cette révolution par des voies pacifiques avant que la crise actuelle du système en question ne débouche sur la guerre.

SCÉNARIOS POUR UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Les socialistes s'en vont en guerre

La nécessité pour les pays occidentaux de garantir leurs politiques nationales de reconversion industrielle en protégeant leurs entreprises de la concurrence mondiale va certainement pousser au cours des années 80 à une élévation des barrières douanières régionales. Nous pouvons en trouver les signes annonciateurs dans les différents qui opposent actuellement Européens et Américains au sujet de la politique économique et monétaire des États-Unis. Dans le sillage du gouvernement socialiste français, plusieurs gouvernements européens seraient actuellement disposés à pratiquer une politique de relance de la consommation intérieure pour réanimer le marché de leurs entreprises et faire redémarrer la production. Mais cette relance de la consommation risque de relancer aussi les importations. Et cette augmentation des importations n'est supportable que si elle est compensée par une augmentation proportionnée des exportations des pays européens vers l'étranger. Les pays européens ne peuvent donc pratiquer de politique de relance qu'en concertation avec les pays qui sont leurs principaux marchés extérieurs, à savoir le Japon et les États-Unis.

Or, les États-Unis pratiquent maintenant depuis 1981 une politique de restriction du crédit et des dépenses budgétaires (sauf pour la défense) qui est aux antipodes de la politique économique envisagée par les pays européens et déjà mise en chantier par la France. Alors que la consommation reprend en Europe, elle fléchit aux États-Unis. Le marché américain n'est donc pas prêt d'offrir un débouché aux exportations européennes. Par contre, les entreprises américaines ne peuvent qu'être tentées d'exporter vers l'Europe les produits qu'elles ne peuvent écouler sur le marché intérieur.

Si les États-Unis ne se décident pas eux aussi à relancer leur consommation intérieure (et ce ne semble pas être leur projet), les Européens ne pourront pratiquer leurs propres politiques de relance qu'en élevant leurs barrières douanières de façon concertée vis-à-vis des pays non européens. Il semble donc bien que, parmi les pays occidentaux, trois pôles régionaux soient en cours de formation : les États-Unis, l'Europe et le Japon, qui pourront avoir établi entre eux, d'ici à 1985, des barrières protectionnistes deux à trois fois plus élevées que leur niveau de 1980, spécialement en ce qui concerne les biens de consommation.

À contrario, des relations privilégiées Nord-Sud se développent autour de chacun de ces pôles : l'Amérique du Nord avec l'Amérique Latine, le Japon avec l'Asie du Sud-Est, avec une présence en Chine et en Asie du Sud, l'Europe avec l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. Ainsi que je l'ai souligné dans les chapitres qui précèdent, toute la politique étrangère actuelle des USA, aussi bien en matière économique et monétaire qu'en matière diplomatique et militaire, ne se comprend que si l'on admet que les Américains cherchent à tout prix à torpiller les tentatives européennes visant à créer un triangle Europe-Afrique-Moyen-Orient susceptible de concurrencer en l'an 2000 la prédominance des deux Amériques sur la scène économique et politique internationale.

Dans un monde ainsi divisé par les barrières protectionnistes et les antagonismes entre pays occidentaux, les écarts économiques régionaux risquent de s'accroître. Le pôle américain part en meilleure position que les autres, à cause de la bonne complémentarité de ressources qui existe entre les deux Amériques. Le Japon accélère sa coopération avec l'Asie du Sud-Est. La complémentarité des ressources entre les pays de cette zone est moins grande et les difficultés croissantes que les Japonais rencontreront à pénétrer les marchés occidentaux entraveront sans doute la croissance de la production japonaise. Mais c'est certainement l'Europe qui a pris le plus mauvais départ dans cette course à la reconversion industrielle : les pays d'Afrique et d'Asie du Sud avec qui elle peut compter s'associer sont pauvres et le Moyen-Orient, qui n'est riche que de son pétrole, est miné par les conflits locaux qui menacent de dégénérer en guerre généralisée.

C'est pourquoi, à supposer même que les foyers multiples de tension au Moyen-Orient ne soient pas déjà tels qu'ils puissent déboucher sur une troisième guerre mondiale, il faut admettre que les Européens ne peuvent qu'être tentés d'accroître les risques d'une

telle guerre en étendant la crise au camp de leurs concurrents américains et japonais : en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est, sur le modèle même de ce que les Américains sont en train de faire au Moyen-Orient.

Les pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique Latine en cours d'industrialisation rapide menacent de leurs produits peu coûteux les marchés européens de biens de consommation et d'équipement. La compétitivité des industries latino-américaines et sud-asiatiques est le fait d'une exploitation capitaliste particulièrement forcenée des pays de ces régions par les USA et le Japon. Les firmes capitalistes propriétaires de ces industries y emploient une main d'œuvre autochtone qu'elles paient à des taux de salaire très bas. Mis à part les pays de l'Est (notamment par l'intermédiaire des Cubains en Amérique Latine), seuls les Européens, qui ont moins d'actifs industriels que d'autres dans ces pays, ont la possibilité et l'intérêt de modifier une situation aussi artificielle : en suscitant dans ces pays des mouvements de révolte contre l'exploitation dont ils sont victimes.

Provoquer ou encourager des troubles au sein des pays américains et asiatiques en cours d'industrialisation ne peut avoir que deux issues, qui toutes deux profitent aux Européens : 1/ ou bien les gouvernements de ces pays réussissent à amortir les troubles et la crise se résout dans une redistribution du pouvoir d'achat et une hausse des salaires réels qui diminuent la compétitivité de leurs industries à l'exportation ; 2/ ou bien ces pays s'enlisent dans la guerre civile et leur appareil industriel se trouve bloqué de façon durable. Dans les deux cas, le ralentissement de la croissance régionale et la redistribution des revenus entre pays du Nord (États-Unis et Japon) et du Sud (Amérique Latine et Asie du Sud et du Sud-Est) contribuent, à l'avantage des Européens, à une réduction des écarts économiques régionaux entre les trois pôles du monde développé.

Si les États-Unis ne réagissent pas rapidement aux manœuvres en cours des Européens, en particulier des Français, l'Amérique Latine risque bien de devenir le principal foyer de troubles des prochaines années. « Domaine réservé » des États-Unis, cette région du monde ne peut qu'être la cible privilégiée des Européens. Ces derniers peuvent y profiter du déclin économique et politique actuel des États-Unis, alors qu'en Asie du Sud-Est ils auraient à se mesurer à un Japon en pleine expansion. La prise de conscience du déclin américain, dans des pays où les États-Unis sont davantage présents qu'en Asie, peut d'ailleurs réveiller des rêves révolutionnaires que le poids des appareils dictatoriaux soutenus par Washington avait

jusque-là étouffés. La révolution de 1979 au Nicaragua, la guerre civile au Salvador voisin ne constituent sans doute qu'un premier pas dans ce sens.

Les pays d'Amérique Latine ont été les premiers à secouer le joug colonial, un siècle avant l'Asie et l'Afrique. Bien qu'ils se heurtent encore à des problèmes ethniques et culturels internes, ils ont atteint, en tant que nations, une maturité qu'on ne peut encore reconnaître à la plupart des autres pays anciennement colonisés, y compris aux pays d'Asie du Sud-Est. Ils sont liés à l'Europe et, plus spécialement, à l'Europe Latine, par des liens ethniques, religieux, culturels et linguistiques historiquement anciens. Ces liens n'existent pas entre l'Amérique Latine et l'Amérique du Nord. Ils n'existent pas non plus entre l'Europe et l'Asie du Sud-Est : l'Amérique Latine est donc bien plus que l'Asie du Sud-Est le terrain logiquement privilégié des affrontements présents et futurs entre pays européens et États-Unis.

Or, un fait radicalement nouveau se produit depuis quelques années en Amérique Latine : l'entrée sur la scène politique latino-américaine de l'Internationale Socialiste, dont on sait que l'origine et les cadres actuels sont européens. Alors que jusqu'à présent les mouvements de libération latino-américains étaient uniquement soutenus par Cuba et, au-delà, par les Soviétiques, plusieurs partis socialistes latino-américains sont devenus membres de plein droit de l'Internationale et leurs actions sont soutenues politiquement, idéologiquement et financièrement par l'organisation. Ces actions conjuguées ont notamment joué dans la révolution nicaraguayenne un rôle décisif.

Jusqu'à très récemment, l'Internationale Socialiste avait dans le Tiers- Monde et, spécialement, en Amérique Latine, la réputation de n'être qu'une arme entre les mains de l'impérialisme nord-américain et de ses alliés européens. Ce qui n'était sans doute pas faux. Mais depuis 1976 l'organisation a renouvelé ses organes dirigeants et ses structures administratives. Le congrès de Vancouver de 1978 a adopté une stratégie de lutte qui rompt avec ses traditions passées. Sans doute a-t-on pu encore relever des contradictions entre les principes de solidarité affirmés par l'Internationale et la raison d'État de certains gouvernements européens dirigés par des sociaux-démocrates. Mais il reste que l'Internationale impose de plus en plus sa politique de soutien aux mouvements de libération dans le Tiers-Monde.

Depuis que les socialistes sont au pouvoir en France, le gouvernement français a adopté comme sienne cette politique, ce qui explique le communiqué commun franco-mexicain reconnaissant l'opposition salvadorienne comme interlocuteur pour un règlement de la guerre civile au Salvador. Ce communiqué a été dénoncé comme une ingérence étrangère dans les affaires de ce pays par une vingtaine de pays latino-américains dont les gouvernants sont soutenus par Washington et craignent la contagion du modèle nicaraguayen. La France fournit d'autre part des armes au Nicaragua et, si certaines d'entre elles ont un caractère uniquement défensif, d'autres peuvent être utilisées dans des combats de guérilla : or, le Nicaragua sert de base arrière aux opposants armés au régime salvadorien.

Cette politique de soutien aux luttes de libération en Amérique Latine, pour solidaire qu'elle soit des travailleurs du Tiers-Monde, n'en recoupe pas moins les intérêts bien compris des pays européens. Claude Cheysson, ministre français des Affaires Extérieures soulignait en juillet 1981 qu'il ne devait pas y avoir en France deux politiques, l'une intérieure, l'autre extérieure : la politique extérieure de la France n'est que le prolongement des exigences, des contraintes et des objectifs de sa politique intérieure. Si les mouvements révolutionnaires s'étendaient à l'ensemble de l'Amérique Latine, les firmes capitalistes, essentiellement nord-américaines, seraient obligées de financer, soit des solutions de durcissement (interventions directes ou indirectes de l'armée américaine, renforcement des armées régulières locales, etc.), soit des solutions de compromis (hausses de salaires, redistribution des revenus, etc.) qui, dans tous les cas, affecteraient la compétitivité de leurs produits ou diminueraient la part du revenu de leurs capitaux dans le prix de ces produits. Sans doute, à terme, cette redistribution des revenus leur permettrait-elle de trouver un débouché sur le marché local, le niveau de vie des travailleurs ayant augmenté. Mais les firmes capitalistes ne voient pas si loin et le résultat le plus immédiat d'une telle redistribution serait d'épargner aux industries européennes une lutte difficile contre une production industrielle latino-américaine pour l'instant entièrement tournée vers l'exportation.

La France se trouve évidemment d'autant plus légitimée à soutenir les mouvements de libération du Tiers-Monde qu'elle s'est donné un gouvernement capable d'affirmer ouvertement des idées sociales, politiques et économiques neuves et de proposer un « modèle européen » cohérent et différent pour l'établissement de relations économiques et politiques Nord-Sud. Déjà, le Président Gis-

card d'Estaing avait tenté de donner à sa politique étrangère une orientation tiers-mondiste : l'arrivée de Fidel Castro à la tête du mouvement des pays non-alignés, les contestations que son orientation prosoviétique suscitent encore, puis la maladie et le décès de Tito, l'un des fondateurs du mouvement, lui avaient donné l'espoir de pouvoir reformer autour de la France, de l'Algérie et de l'Inde un mouvement de pays qui ne fussent vraiment alignés ni sur les USA ni sur l'URSS.

Le Président Mitterrand semble bien en avoir repris l'idée, avec les chances supplémentaires que lui donnent, pour la réaliser, son prestige personnel, celui d'un programme socialiste ambitieux et celui d'un pays qui se redécouvre être la patrie des libertés et des révolutions. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas les idées affirmées de recouvrir une politique de fait qui distingue entre les régimes dictatoriaux latino-américains, qu'il faut dénoncer et renverser, et le régime soviétique ou le régime féodal d'Arabie Saoudite, avec qui on passe des contrats de fourniture de gaz ou de pétrole.

Les problèmes en la matière peuvent être ramenés à des questions d'établissement du pouvoir et de conflits entre intérêts divergents. La manière de les présenter n'est souvent qu'un maquillage idéologique, non pas une analyse politique. C'est ainsi que la guerre des Malouines aurait pu être le terrain privilégié d'expression d'un antagonisme USA-Europe. Deux mises en scènes idéologiques eussent été possibles de ce point de vue : les Français et les autres Européens soutenaient l'Argentine, pays du Tiers-Monde, contre le colonialisme britannique appuyé par les États-Unis ; ou bien ils soutenaient la Grande-Bretagne, pays européen démocratique contre la dictature argentine appuyée par les États-Unis. Si la bombe a pu être désamorcée et si le conflit a fait long feu sur le plan strictement militaire, c'est qu'Américains et Européens se sont retrouvés ensemble aux côtés des Britanniques pour préserver quelque chose qui leur était communément précieux : une situation de droit international menacée par des positions de fait (c'est-à-dire une situation du même ordre que la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran). Mais le passage du contentieux au niveau diplomatique (discussions dans le cadre de l'ONU) n'exclut pas une reprise du conflit à ce niveau, avec orientation vers l'un de ces deux scénarios.

Les États-Unis ont amorcé leur déclin économique et politique et tendent à concentrer leurs intérêts sur le seul continent américain (Amériques du Nord et du Sud). Cette évolution a d'abord pris la forme d'un repli, qui a commencé avec la fin de la guerre du Viet-

nam et a fait basculer dans la guerre ou le chaos politique certains des meilleurs alliés des États-Unis en Afrique et en Asie, à commencer par l'Iran, qui était jusqu'à présent le poste avancé le plus important de l'Occident aux frontières de l'URSS. Le gouvernement américain, depuis 1981, a réagi en durcissant à nouveau sa politique à l'égard de l'Est. Mais cette reprise d'une politique agressive, en renforçant la bipolarisation Est-Ouest dans le monde, a surtout pour effet de freiner l'émergence de nouveaux pôles de puissance économiques et politiques qui pourraient concurrencer les États-Unis d'ici à l'an 2000 : l'Europe en particulier.

Les menaces de guerre généralisée qui pèsent actuellement sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique peuvent pousser assez rapidement Européens et Soviétiques à s'entendre pour imposer, contre les États-Unis, des solutions pacifiques aux multiples conflits en cours sur ces continents de l'Ancien Monde, notamment au Moyen-Orient. Cette recherche d'une forme d'accord séparé entre Européens de l'Est et de l'Ouest peut en fait dans l'avenir être favorisée par l'évolution de leurs institutions respectives vers un rapprochement à la fois économique (interdépendance accrue, harmonisation des niveaux de vie) et politique (le rapprochement des niveaux de vie entraînant une démocratisation des institutions politiques à l'Est et des formes de passage au socialisme à l'Ouest).

La pacification de l'Afrique et du Moyen-Orient n'empêcherait cependant pas l'Europe de perdre irrémédiablement du temps sur le chemin qui aurait dû la mener en tête des grands pôles économiques et politiques de l'an 2000. Le besoin de rattraper le temps perdu et la concurrence accrue des produits industriels en provenance d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine ne peuvent donc qu'encourager dans l'avenir les Européens à mener dans ces régions une diplomatie musclée ou à y encourager des troubles dirigés contre les intérêts américains et japonais.

Les États-Unis ne peuvent de leur côté laisser se développer un scénario de conflits rampants ou ouverts dans une région, l'Amérique Latine, qu'ils considèrent comme leur domaine réservé. Les troubles qui commencent à agiter l'Amérique centrale les inquiètent. L'Amérique centrale n'est pas le Vietnam : dans cette région, les intérêts des Américains sont beaucoup plus directement mis en cause. Washington dénonce la participation des pays de l'Est dans la guerre civile du Salvador, mais le message s'adresse aussi bien aux pays européens qui, comme la France, soutiennent politiquement et financièrement la guérilla. Le budget américain pour l'exercice

1982-83 prévoyait près d'un tiers de dépenses militaires, ce qui est un record pour les États-Unis en temps de paix. Il existe aujourd'hui une logique des relations économiques et politiques internationales qui fait que, même si les Européens réussissent à s'entendre séparément avec les Soviétiques, il leur faudra à un moment donné, d'ici à l'an 2000, accepter l'affrontement direct avec les États-Unis.

L'un des scénarios possibles du futur pour l'Europe, c'est donc la guerre contre les États-Unis avant vingt ans, et cette guerre a déjà commencé aujourd'hui en Amérique Latine.

Le « scénario Nostradamus »

Mais ce scénario n'est pas le plus probable pour les années qui viennent. Nul doute qu'il ait été examiné par les Américains au vu des rapports de prospective dont j'ai parlé au début de ce livre et que j'ai moi-même utilisés pour en dessiner l'éventualité. Les Américains savent qu'une telle guerre Europe-USA ne se déroulerait pas dans les conditions diplomatiques et militaires les plus avantageuses pour eux, si le déclin économique et politique qu'ils sont en train d'amorcer s'accroît dans les vingt ans qui viennent. Il est bien plus probable que les États-Unis tentent d'accroître la tension qui s'est rallumée depuis quelques années entre l'Est et l'Ouest, afin d'empêcher tout rapprochement entre Européens et Soviétiques et afin de ramener à eux les brebis européennes égarées par les tentations de pacte avec le diable. L'intransigeance du président Reagan dans les discussions internationales sur les questions de défense en Europe empêche en tout cas pour le moment un tel rapprochement entre Européens de l'Est et de l'Ouest.

Tant qu'ils possèdent encore une marge de manœuvre économique et militaire importante, les États-Unis ont intérêt à diviser leurs adversaires pour mieux régner et à pousser les Soviétiques à la guerre ouverte. L'appui presque inconditionnel des Américains aux Israéliens dans la guerre du Liban, le fait même qu'il semble qu'ils aient su par avance que cette invasion était projetée, vont tout à fait dans ce sens. Si cette guerre a lieu dans les cinq ans qui viennent, le sol des États-Unis bénéficierait des conditions stratégiques actuelles, qui en font encore un « sanctuaire ». L'Europe, par contre, qui a encore besoin de quelques années pour se dégager de son infériorité stratégique vis-à-vis des Soviétiques et de sa dépendance des États-Unis pour sa défense, serait envahie par les troupes du Pacte de Varsovie et son économie désorganisée en profondeur.

Les États-Unis n'auraient donc plus à craindre la concurrence d'un pôle économique et politique européen et n'auraient plus ultérieurement à lui faire la guerre, en tout cas plus sur le terrain latino-américain. Il suffirait de laisser les Européens se débrouiller avec les Soviétiques. Les Américains limiteraient certainement dans un premier temps leur engagement direct dans une telle guerre à la liquidation de problèmes locaux les concernant directement : élimination des mouvements progressistes en Amérique Latine, mise au pas de régimes tels que celui du Nicaragua, occupation militaire de Cuba, etc. Ils manifesteraient aussi certainement leur « aide » aux pays européens occupés en bombardant les centres industriels que les « rouges » pourraient utiliser, ce qui achèverait de désorganiser les économies européennes. Ce n'est que plus tard qu'ils pourraient envisager, avec l'essoufflement prévisible d'une économie soviétique ayant à gérer l'occupation, de prêter véritablement main forte aux Européens, par exemple en armant les Chinois, comme le préconise Nixon. La manœuvre leur permettrait, quelques années après le début de la guerre, de se poser en « libérateurs » d'une Europe affaiblie et hors-circuit.

Nous nous retrouvons donc dans le scénario de guerre que j'évoquais pour introduire ce livre, à savoir une guerre mondiale dont le début se situerait d'ici à 1987 et qui aurait pour détonateur une relance des conflits au Moyen-Orient.

Sur ce point, la guerre du Liban a précisé les conditions d'une possible généralisation des conflits au Moyen-Orient. Dans le débat classique qui oppose en Israël les « faucons » et les « colombes », les partisans de la guerre et les partisans de la temporisation, le gouvernement israélien semble avoir aujourd'hui tranché : l'annexion du plateau du Golan et l'intervention au Liban sont l'indice d'un durcissement très net de la politique extérieure d'Israël.

L'intervention au Liban, dont le projet semble avoir été connu des Américains dès avant sa réalisation, a réglé le problème de la menace que les attaques palestiniennes faisaient constamment peser sur les villages de la Galilée. Mais ce résultat a été obtenu au prix d'un isolement sans précédent d'Israël sur la scène internationale. Les États-Unis eux-mêmes ont dû tempérer l'ardeur des Israéliens pour que soit acceptée une solution négociée du problème de la présence des Palestiniens à Beyrouth.

Un fait majeur s'est produit à cette occasion, dont les Israéliens risquent dans l'avenir de mesurer toute la portée : les massacres dans les camps palestiniens de Beyrouth ont retiré à Israël toute

possibilité d'user encore de l'alibi de l'holocauste juif pour justifier sa politique étrangère. Les Israéliens mènent désormais aux yeux des Occidentaux une guerre comme les autres, une « sale guerre » comme toutes les guerres, et ils ne peuvent plus espérer comme autrefois une sympathie inconditionnelle des opinions publiques européennes et américaines pour toutes les actions qu'ils compteraient mener.

Cet isolement d'Israël sur la scène internationale est dangereux car, s'il se prolonge, il peut contraindre les Israéliens à glisser en avant dans une voie dont ils ne perçoivent pour le moment que les résultats positifs. Profitant de la popularité que lui a donné la résolution militaire provisoire du problème palestinien-libanais, M. Begin a annoncé des élections anticipées pour 1983. Ignorant le plan de paix proposé par la Ligue Arabe, il compte sans doute faire accepter par son opinion publique ses conceptions personnelles des frontières israéliennes et de l'autonomie palestinienne. L'annexion du Golan ne préfigure-t-elle pas d'ailleurs à terme l'annexion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ?

Un tel durcissement du côté israélien relancerait en 1983-84 la guerre au Moyen-Orient. Les pays arabes « durs » auraient beau jeu de faire remarquer aux « modérés », Maroc et Arabie Saoudite en tête, qu'il n'y a décidément pas moyen de discuter avec les Israéliens, même quand on leur fait des concessions, comme la reconnaissance « implicite » d'Israël par la Ligue Arabe. Les gouvernements des pays arabes modérés pourraient même à cette occasion être menacés par leurs oppositions internes, musulmanes intégristes ou progressistes, soutenues par les gouvernements de pays comme la Libye, la Syrie ou l'Iran et qui leur reprocheraient leur faiblesse à l'égard d'Israël. Il n'est pas sûr que l'Union Soviétique ne tente pas de peser de son poids sur un tel processus pour récupérer une influence qu'elle a un peu perdue depuis le début de la guerre du Liban et surtout pour contrôler autant que possible une situation sociopolitique évoluant sur ses frontières.

Première victime possible d'un tel basculement : l'Irak, qui commence à s'épuiser dans sa guerre contre l'Iran, alors que la Syrie n'attend que le meilleur moment pour lui porter un coup définitif. Fragilisé par ses échecs militaires et ayant contre lui la majorité chiite de la population irakienne, le régime de Saddam Hussein risque de tomber et de découvrir ainsi une situation nouvelle au Moyen-Orient, toute une série de pays constituant alors un bloc géographique d'un seul tenant : Syrie, Irak, Iran, Afghanistan, réunis par leur antagonisme commun au capitalisme américain et à ses alliés

dans la région : Israël et les pays arabes modérés. L'Arabie Saoudite et les pays pétroliers du Golfe Persique, ayant perdu le « gendarme » irakien et déjà menacés par les différents conflits dans la région (guerre du Dhofar, guerre entre les deux Yémen) et par les actions des opposants intérieurs, progressistes ou musulmans intégristes, seraient désormais juste sous la ligne de front qui sépare les pays arabes soutenus par l'Est de ceux soutenus par l'Ouest.

Au Maghreb, c'est le conflit du Sahara occidental qui peut mettre le feu aux poudres. Jusqu'à présent, la solution du conflit est entre les mains des seuls pays de la région, des États-Unis et de la France : l'Union Soviétique n'a pu trouver prise dans le conflit. Mais le Maroc, qui est en train de s'épuiser dans cette guerre de guérilla et qui a déjà retiré ses troupes dans le seul « triangle utile » des mines de phosphate, laissant le reste du terrain au Polisario, a accepté l'aide financière et militaire des États-Unis : ce qui risque de ne laisser au Polisario d'autres ressources que de chercher lui aussi des appuis financiers et militaires suffisamment importants à l'étranger. L'Algérie n'y suffirait pas, la France, qui cherche à remplir une fonction de médiation, ne pourrait y souscrire. Resterait inévitablement l'Union Soviétique, par Libyens interposés, avec les risques de déséquilibres politiques qu'une relance du conflit ferait peser sur cette région.

Si la situation actuelle de crise au Moyen-Orient se généralisait dans les deux à trois ans qui viennent sous la forme d'une guerre globale entre pays musulmans conservateurs et révolutionnaires ou de révolutions ou coups d'état dans les pays conservateurs, les Soviétiques seraient contraints d'intervenir plus ou moins directement, partie pour soutenir les régimes et les organisations de lutte armée qui leurs sont favorables, partie pour contenir et orienter un mouvement qui risquerait autrement de dégénérer et de déborder sur les marchés musulmanes de l'Union Soviétique elle-même. La région étant d'une importance stratégique pour l'Europe, les Soviétiques devraient envisager de prévenir également une prévisible réaction des Européens, et ce de la façon la plus économe et la plus radicale : en envahissant l'Europe.

Dans cette hypothèse, les Soviétiques pourraient déclencher une gigantesque offensive en tenaille à la fois en Europe et sur un « théâtre » englobant l'ensemble des pays musulmans, du golfe Persique à l'Afrique du Nord. Sur le théâtre européen, les Soviétiques engageraient le gros du corps de bataille aéroterrestre, opérant en « ambiance atomique ». C'est-à-dire que les Soviétiques feraient

précéder l'invasion proprement dite d'un tir préventif d'engins nucléaires tactiques qui immobiliserait au sol les engins défensifs de portée plus courte stationnés en Europe.

Les Américains, comme l'a affirmé le président Reagan en octobre 1981, n'utiliseraient pas leur force de frappe nucléaire intercontinentale, le « sanctuaire » soviétique étant protégé par la menace de représailles directes sur le sol américain. Les fusées Pershing de portée moyenne stationnées en Europe, qui pourraient atteindre le sol de l'Union Soviétique sans menaces de représailles pour les États-Unis, sont inférieures en nombre aux SS 20 soviétiques sur le terrain européen. Du reste, la mise à feu de ces fusées dépend uniquement des Américains qui, pour toutes les raisons que j'ai examinées plus haut, se feraient peut-être tirer l'oreille le jour où il faudrait les utiliser pour défendre l'Europe. Les Européens eux-mêmes, Français et Britanniques en particulier, n'ont pas d'engins nucléaires tactiques de portée moyenne et les fusées nucléaires dont les Américains acceptent aujourd'hui de leur déléguer le commandement sont de portée très courte : elles ne pourraient frapper l'ennemi que sur notre propre sol et seraient de toutes façons immobilisées par le tir préventif de SS 20 soviétiques.

Beaucoup de gens pensent qu'une troisième guerre mondiale signerait la fin de l'Europe dans un holocauste nucléaire. En fait, le déséquilibre des forces en Europe est déjà tel entre l'Est et l'Ouest que les Occidentaux ne seraient pas capables d'opposer aux Soviétiques une résistance qui puisse être coûteuse pour les populations civiles et l'appareil économique européens. Il n'est pas possible aux Français ou aux Britanniques de répondre à un tir nucléaire tactique (donc limité à des objectifs militaires) par une mise en jeu de leur force nucléaire de dissuasion (qui vise des objectifs civils et économiques), car la destruction de villes entières en Russie appellerait effectivement des représailles qui nous effaceraient de la carte du globe. Une invasion soviétique trouverait donc les Européens aussi désemparés que les Français lors de l'invasion allemande de 1940. Et cela d'autant plus si, comme je le pense, les Américains se refusent dans un premier temps à intervenir directement en Europe. La panique provoquée par l'exode des populations civiles, qui sont de nos jours très motorisées, et des troubles suscités par une « cinquième colonne » permettraient sans doute aux Soviétiques de s'emparer rapidement de tout le continent sans catastrophe nucléaire, sinon majeure, du moins généralisée.

Au sud, une force d'intervention plus réduite permettrait aux Soviétiques de mettre la main sur les régions pétrolifères du Golfe et de faire ainsi jonction avec les États d'Afrique du Nord que des révolutions ou des coups d'état leur rendraient favorables. La maîtrise du sud du bassin méditerranéen permettrait ainsi de refermer la tenaille sur l'Europe.

La plupart des stratèges occidentaux, européens en particulier, se voilent la face en arguant qu'une telle guerre est, certes, théoriquement (c'est-à-dire militairement) possible étant donné la supériorité actuelle de l'URSS en Europe, mais qu'elle est politiquement improbable. C'est cette prétendue improbabilité politique que je vais maintenant examiner, au vu de l'analyse de la situation internationale actuelle que j'ai proposée dans les chapitres qui précèdent. Car, comme je le faisais remarquer en introduisant ce livre, si l'hypothèse d'une guerre en Europe dans les années 80 peut être posée parce que cette éventualité est « techniquement » possible, il convient d'étudier sérieusement les données économiques et politiques qui permettent d'affirmer qu'elle est bien improbable.

Trois raisons essentiellement font penser à l'improbabilité de ce scénario : il suppose que l'URSS

1. bénéficie de failles dans les systèmes occidentaux de dissuasion,

2. révisé fondamentalement sa stratégie politico-militaire,

3. parvienne à une forme de réconciliation avec la Chine.

Examinons successivement ces trois objections :

1. Le scénario n'est possible que si les Soviétiques bénéficient de failles dans les systèmes occidentaux de dissuasion. L'équilibre actuel des forces en Europe repose en effet sur la conviction qu'à chacun des protagonistes qu'une guerre coûterait à l'agresseur davantage qu'elle ne pourrait lui rapporter. Les stratèges reconnaissent cependant qu'un certain nombre de mesures devraient être prises pour parer à toute éventualité. Pour commencer, il faudrait éviter que les Soviétiques puissent penser qu'une guerre en Europe et au Moyen-Orient pourrait rester « locale ». Or, tout le raisonnement que je tiens dans le présent livre permet bien de penser qu'elle le serait et rien ne peut laisser croire que les Soviétiques ne raisonnent pas ainsi, d'autant, plus qu'ils peuvent s'appuyer sur des faits, c'est-à-dire sur l'attitude de plus en plus claire des Américains en la matière : si les Soviétiques envahissaient l'Europe, les Américains n'interviendraient pas directement dans le conflit, en tout cas dans

un premier temps. Du reste, l'installation des fusées Pershing 2 et des missiles de croisière sur le sol des pays européens est retardée par les mouvements de protestation des populations européennes concernées. La bombe à neutron, arme défensive par excellence, n'est pas encore introduite dans le dispositif européen de défense. Enfin, rien n'a été prévu en Europe pour assurer à la population civile un minimum de sécurité en cas de conflit, ce qui de toute évidence nuit à la crédibilité de la dissuasion occidentale. Il ne manque donc plus aux Soviétiques que de saisir l'occasion la plus favorable : l'invasion serait certainement décidée à un moment où les opinions publiques européennes seraient démobilisées, ce qui permettrait de profiter de l'effet de surprise dans les populations civiles. C'est ce qui s'est passé pour l'invasion de l'Afghanistan, qui n'a pas soulevé de mouvements immédiats d'opinion en Occident parce qu'elle s'était déroulée pendant les fêtes de Noël.

2. *Le scénario suppose une révision fondamentale de la stratégie politico-militaire de l'URSS.* Les dirigeants soviétiques n'aiment pas l'aventure. Leur conception de la lutte contre l'adversaire capitaliste n'est qu'en dernier ressort militaire. Elle utilise d'abord tous les moyens possibles psychologiques, diplomatiques, économiques, techniques et scientifiques, dans des guerres locales à caractère révolutionnaire qui nécessitent moins de matériel militaire que de propagande et d'appels au sentiment national et à la psychologie des peuples, moyens qui ne peuvent justifier de représailles directes de la part des pays occidentaux, en particulier des USA. C'est ainsi que les États-Unis ont perdu la guerre du Vietnam contre un ennemi pourtant moins bien armé, après avoir engagé dans ce conflit un demi-million d'hommes alors qu'il aurait fallu apprendre au peuple à se battre au lieu de se battre pour lui. Cette stratégie de guerre indirecte tous azimuts n'est adaptée qu'à une situation internationale de coexistence pacifique et n'a pas été vraiment prévue pour une guerre généralisée dont l'URSS prendrait l'initiative.

J'ajouterai du reste moi-même que la conception soviétique des relations internationales n'est pas expansionniste au même sens où l'est celle des États-Unis et des pays capitalistes européens. Les Soviétiques n'interviennent directement dans un conflit que pour garantir la stabilité de leurs frontières et de leurs institutions. Depuis 1917, l'Union Soviétique se vit comme un pays assiégé, encerclé par des voisins qui sont autant d'ennemis déclarés : l'Europe occidentale, la Turquie, l'Iran, le Pakistan, la Chine. Les guerres que les

Soviétiques mènent à leurs frontières sont souvent défensives et on peut penser qu'en état aux crises internes que connaissent actuellement les pays de l'Est, ils n'envisageront d'y ajouter le prix d'une guerre en Europe que s'ils jugent que les Européens constituent pour eux une menace réelle de plus.

Mais le problème est précisément que les dirigeants soviétiques sentent aujourd'hui les institutions et les frontières de l'État menacées à la fois par les crises internes au bloc communiste et par la recrudescence actuelle des tensions internationales. L'invasion de l'Afghanistan a marqué un tournant dans la stratégie politico-militaire de l'URSS : pour la première fois depuis la dernière guerre mondiale, les Soviétiques ont abandonné leur stratégie de subversion indirecte au profit d'un engagement direct de troupes conventionnelles dans une guerre conventionnelle. Cette révision stratégique est le meilleur indice de ce que les Soviétiques se sont sentis, dans cette région du monde, directement menacés. Elle permet d'imaginer que leur réaction serait la même au cas où de nouvelles tensions déstabiliseraient complètement le Moyen-Orient.

3. *Il faudrait cependant que l'URSS assure ses arrières en parvenant à une forme de réconciliation avec la Chine.* Il existe entre la Chine et l'Union Soviétique un contentieux frontalier sur des territoires détenus par les Soviétiques en Sibérie. De plus, le Vietnam, soutenu au sud de la Chine par les Soviétiques, pose également problème. Une réconciliation entre Soviétiques et Chinois est très improbable car l'antagonisme qui existe entre eux a dépassé le stade du rationnel et se complique de différends idéologiques sur la manière de concevoir le communisme et l'internationalisme prolétarien. Les Soviétiques pourraient tenter de pactiser avec les Chinois pour des raisons tactiques, mais ceux-ci connaissent trop bien leurs anciens alliés pour se prêter à ce jeu.

Cependant, la question chinoise, si elle empêche bien les Soviétiques d'intervenir en Europe s'il s'en présente simplement l'occasion, ne saurait par contre pas les retenir d'intervenir s'ils s'y sentent absolument obligés, c'est-à-dire si pour toutes les raisons stratégiques déjà évoquées cette solution se présente comme la seule susceptible de préserver leurs frontières et leurs institutions. Les Soviétiques pourraient donc par nécessité s'engager dans un conflit en Europe sans avoir pu assurer leurs arrières en Asie. À contrario, il est vrai que l'hypothèque chinoise pèserait lourd dans un second temps sur les problèmes que rencontreraient les Soviétiques à orga-

niser l'occupation en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Et c'est là un élément qu'il faut effectivement prendre en compte pour essayer de se faire une idée des *suites* d'une telle guerre.

Vers la dislocation de l'« empire soviétique »

Beaucoup de gens pensent qu'une invasion de l'Europe par les Soviétiques marquerait la fin de la civilisation européenne, c'est-à-dire la fin des nations européennes comme entités économiques, politiques et culturelles propres. Les Soviétiques feraient table rase de toutes les structures existantes. Les résistants éventuels se heurteraient à la passivité d'une population profondément démoralisée. Ils ne bénéficieraient pas, comme pendant la dernière guerre, des sanctuaires ou de la neutralité de la Suisse, de l'Espagne et de l'Afrique du Nord et seraient coupés des États-Unis par des milliers de kilomètres d'océan.

Ce tableau pessimiste appelle cependant quelques remarques. Tout d'abord, on peut aussi bien supposer que les Soviétiques, étant intervenus en Europe, organiseraient ensuite leur domination sur la région plus subtilement que sous la forme d'une occupation militaire avouée comme telle. Conscients du niveau d'instruction et de politisation des populations européennes, les Soviétiques suivraient certainement une démarche qu'ils ont déjà expérimentée dans le passé, juste après la seconde guerre mondiale, avec les pays d'Europe de l'Est : au lieu d'installer à la tête des différents pays occupés des gouvernements ouvertement communistes, ils susciteraient la formation de gouvernements « d'union nationale » comprenant des communistes prosoviétiques, mais aussi des représentants d'autres familles politiques, convaincus par intimidation, par ambition personnelle ou même par dévouement sincère pour le pays de participer à la remise en train des affaires publiques. Ces gouvernements progressivement noyautés passeraient rapidement des accords de paix et de « coopération » avec l'« allié » soviétique. Les troupes du Pacte de Varsovie resteraient donc stationnées en Europe occidentale non pas au titre de l'occupation militaire, mais au titre du « conseil technique » et de l'appui logistique contre l'ennemi américain commun.

Les structures existantes ne seraient pas balayées brutalement, mais démantelées progressivement. Les libertés formelles auxquelles nous sommes attachés pourraient être préservées dans un premier temps, avant d'être vidées peu à peu de leur contenu. L'appareil de

production ne serait sans doute pas collectivisé d'un seul coup, ne serait-ce que pour éviter de désorganiser le fonctionnement des économies européennes. La progressivité des processus d'assimilation pourrait donc laisser le temps matériel à une résistance pour s'organiser, bien qu'une résistance active ait en fait précisément moins de prise sur l'opinion publique dans les cas de subversion insidieuse de ce type que dans les cas d'occupation militaire brutale.

L'organisation d'une résistance intérieure ne suffirait pas en soi, bien sûr, à débarrasser l'Europe de l'occupant soviétique. Sa réussite possible dépend en fait de conditions économiques et politiques qui la dépassent en grande partie. C'est donc sur ces conditions qu'il faut à nouveau revenir.

Rappelons pour commencer que l'Union Soviétique engagerait une telle guerre dans des conditions économiques et sociales extrêmement défavorables. J'ai souligné à plusieurs reprises que les pays de l'Est étaient en crise : crise économique, mais aussi crise sociale et politique et demain, sans doute, crise dans les équilibres démographiques et culturels sur lesquels reposent les institutions fédérales de l'URSS. Sans doute l'Europe et les pays du Golfe Persique sont-ils des ensembles régionaux qui dégagent de considérables surplus de richesses naturelles ou transformées, que l'URSS ne pourrait qu'être tentée de ponctionner. Mais les Soviétiques doivent savoir aussi que la gestion d'une telle entreprise leur poserait des problèmes considérables d'organisation policière et militaire, alors même qu'ils commencent à rencontrer certaines difficultés à organiser leur propre empire dans les limites de son extension actuelle. La Pologne et l'Afghanistan retiennent déjà une part importante de leur attention : que penser alors des problèmes que poserait le contrôle d'un empire qui, en comptant l'Union Soviétique elle-même, s'étendrait sur trois continents et représenterait une population de 600 millions d'habitants extrêmement hétérogène ?

L'invasion de l'Afghanistan n'a pas été qu'un tournant stratégique pour l'URSS. L'engagement de troupes conventionnelles dans une guerre où elles sont en train de s'enliser offre peut-être une première image de ce que serait une guerre en Europe et au Moyen-Orient. Les Soviétiques seraient certainement gagnants sur tous ces théâtres contre des troupes conventionnelles. Mais s'ils devaient s'y enliser dans des guerres de résistance, ils connaîtraient pour la première fois, et à l'échelle de trois continents, des situations de subversion du type de celles qu'eux-mêmes ont jusqu'à présent ali-

mentées en d'autres occasions. Et les Soviétiques ne sont pas plus sûrs de gagner dans une guerre de guérillas comme celle qui se déroule en Afghanistan que les Américains n'ont gagné au Vietnam.

Bien sûr, les conditions d'une résistance de la population à l'envahisseur ne sont pas les mêmes en Europe et au Moyen-Orient, mais elles n'avantagent pas forcément plus l'occupant dans un cas que dans l'autre. En fait, la complexité des sociétés européennes est telle que le contrôle de l'information et des communications demanderait un dispositif policier dont les Soviétiques eux-mêmes n'ont pas les moyens et qui, de toutes façons, bloquerait le fonctionnement de l'ensemble du système économique et social. Il n'est pas possible d'exercer un tel contrôle dans des pays où il est facile de se procurer ou d'avoir accès à une photocopieuse, à un duplicateur ou à du matériel d'émission radio et où le téléphone est trop répandu pour mettre tout le monde sur table d'écoute. Il n'est pas possible de mettre en place régulièrement des barrages de police dans des pays où tout le monde a une voiture, sans provoquer du même coup des embouteillages dont la fréquence menacerait le fonctionnement de l'économie.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de n'envisager qu'une résistance active armée en Europe. Ce mode de résistance se conçoit dans un pays comme l'Afghanistan et, d'une façon générale, dans des sociétés qui sont encore essentiellement agraires, où les individus et les groupes (souvent de dimension tribale) se suffisent dans une large mesure à eux-mêmes : éliminer un individu ou un groupe coûte peu à l'agresseur, et c'est au contraire souvent le seul moyen pour ce dernier de survivre lui-même dans un milieu moins clément, à tous points de vue, que le nôtre. Lorsque les ressources de la négociation ont été épuisées, les contentieux ont donc rapidement tendance à se régler par les armes, sans autre formule de continuité (ce qui donne d'ailleurs tout son poids à ladite négociation, c'est-à-dire à la parole donnée, car ne pas l'engager ou rompre le contrat équivaut à une menace de mort).

Comme je l'ai déjà souligné, dans les sociétés industrialisées, la complexité du système économique et social rend au contraire les individus et les groupes (institutions, organisations, catégories socio-professionnelles, etc.) interdépendants. Agresser l'autre, c'est se menacer soi-même, dans la mesure où c'est de la présence de cet autre, et non de sa disparition que peut dépendre la satisfaction de besoins propres. Une société complexe a besoin d'un minimum de consensus social et lorsque celui-ci n'existe pas la grève, le terro-

risme, les actions de résistance armée, mais aussi plus quotidiennement l'absentéisme, la sous-productivité du travail, le marché noir, le vandalisme, manifestent à des degrés divers le refus par une population des conditions de vie qui lui sont faites.

On pourrait multiplier les exemples concrets de l'efficacité de la résistance dite « passive ». Ils montreraient que la complexité de nos sociétés, qui contribue à leur passivité et à leur vulnérabilité, empêche aussi qu'un groupe d'hommes puisse durablement y conserver un pouvoir sans partage. L'affirmation des individualités et des différences, qui est une donnée culturelle de base des sociétés occidentales, et l'interdépendance, qui en est une donnée sociale de fait, y rendent le consensus social et le dialogue, donc la démocratie, nécessaires. C'est cette même nécessité qui condamne le processus de militarisation en cours de la société française à ne pouvoir que glisser de l'avant vers la guerre, dans la tentative toujours manquée des gouvernants de résoudre la violence soulevée par les solutions également violentes qu'ils essaient d'apporter à la crise économique et sociale actuelle.

Les dirigeants des pays de l'Est, les dirigeants polonais en particulier, qui ont opté pour la militarisation dans la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux, se doutent bien des limites d'un tel processus, puisque, de leur côté aussi, à mesure que le niveau de vie et l'instruction de la population augmentent et que les activités professionnelles se spécialisent, ils éprouvent de plus en plus de difficultés à contrôler cette interdépendance et l'affirmation de ces individualités, qui s'expriment par une demande accrue de consommation, mais aussi par des revendications de responsabilités et de libertés.

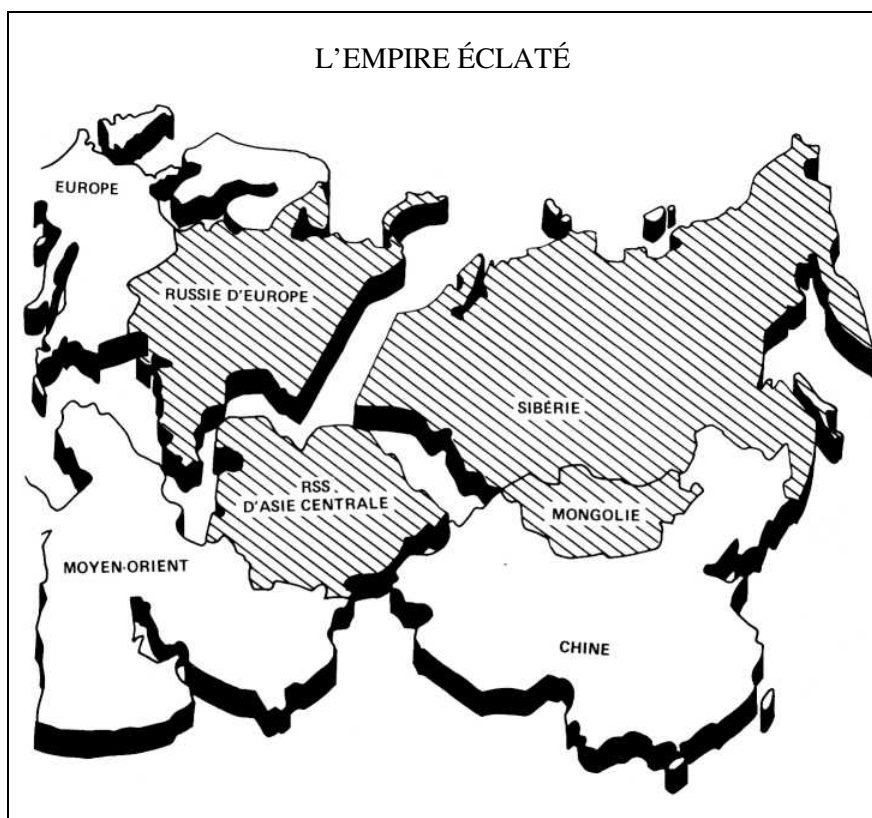
L'apogée de l'empire soviétique pourrait donc être de courte durée. La guerre et l'occupation directe ou indirecte de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ne seraient à mon avis que l'ultime tentative des gouvernants de l'URSS pour préserver en l'état des institutions politiques déjà fragiles actuellement et qu'ils jugeraient menacées par l'extension des conflits au Moyen-Orient, par le réveil de l'Islam et par la possibilité d'une intervention européenne, française en particulier dans des régions où ils se jugent sensibles. L'effort mis dans cette guerre et dans cette occupation s'épuiserait rapidement du fait des sacrifices qu'il imposerait aux populations des pays occupés comme des pays de l'Est. Il permettrait indubitablement aux Soviétiques d'emporter la victoire dans un premier temps, mais pas de la conserver. Il accélérerait au contraire la

cristallisation des problèmes auxquels les pays de l'Est sont par ailleurs déjà soumis actuellement et que j'ai soulignés plus haut.

Dans cette situation difficile pour les Soviétiques, les Américains pourraient envisager d'encourager les Chinois à redoubler leurs pressions sur les frontières sibériennes de l'URSS. Richard Nixon, dans son livre déjà cité, préconise d'aider la Chine, non seulement économiquement, mais aussi militairement, parce que les Chinois sont des ennemis traditionnels des Russes. La guerre et l'occupation de l'Europe par les Soviétiques, qui priverait les Américains de la possibilité d'intervenir directement de ce côté, ne pourrait qu'encourager les Américains à armer la Chine, quelles que soient les conséquences à long terme que pourrait avoir cette politique sur l'équilibre futur des relations internationales.

Incapables de mener une guerre tous azimuts (conventionnelle et de résistance) sur tous leurs fronts, les Soviétiques seraient contraints finalement à des formes de désengagement en Europe et dans les pays musulmans, peut-être sous la pression de débarquements américains dans ces régions. La solution la plus raisonnable pour eux serait en fait de pactiser avec les organisations de résistance elles-mêmes qui, du moins, garantiraient qu'ils n'y soient pas purement et simplement remplacés par les Américains.

Compte tenu de l'évolution actuelle des équilibres démographiques, ethniques et religieux au sein même de l'Union Soviétique, il n'est même pas exclu qu'une telle succession d'évènements incontrôlables ne précipite l'inévitable et ne provoque à ce moment ou dans les années suivantes l'éclatement de l'Union sous sa forme actuelle. Épuisés par l'effort de guerre, les Soviétiques ne pourraient pas empêcher les Chinois, appuyés par la logistique américaine, de mettre la main sur les trésors de la Sibérie. Les républiques soviétiques musulmanes d'Asie centrale pourraient alors affirmer politiquement leur identité culturelle et la Russie rentrerait bon gré mal gré dans le giron européen, suivant ce que prédisait le général de Gaulle.



De par sa constitution, l'URSS est une fédération de républiques égales en droit entre elles. En fait, les frontières de l'Union Soviétique sont en gros celles de l'ancien empire russe des tsars. Les Chinois, qui ont eu des démêlés avec la Russie tsariste et ont encore un contentieux frontalier avec les Soviétiques, ne se font pas faute de dire que, de ce point de vue, la Révolution de 1917 n'a rien changé et que l'Union Soviétique est en fait le dernier des grands empires coloniaux. Sur les trois quarts de sa superficie, l'URSS est asiatique, alors que la majorité de la population est concentrée en Russie d'Europe et que les dirigeants de l'Union sont des Russes blancs. La Sibérie se présente donc comme un vaste réservoir de matières premières exploité et colonisé par les Russes, alors qu'ethniquement et géographiquement, elle est une extension naturelle vers le nord du « monde jaune » (Chine, Japon et Mongolie). Par ailleurs, les Républiques Socialistes Soviétiques d'Asie Centrale rassemblent des populations majoritairement musulmanes qui ont conservé un sentiment très vif de leur identité culturelle. Le jour où la Chine s'éveillera et où les soubresauts actuels du monde islamique se seront propagés en Asie Centrale soviétique, les Russes, que leur empire emprisonne pour le moment en Asie, devront abandonner ce « rêve asiatique » qui fut celui des tsars et redécouvriront qu'ils sont bel et bien, comme le figure notre carte, un peuple européen tant par leur histoire que par leur religion et leurs caractéristiques ethniques.

Scénario pour l'après-guerre

Les situations d'avant-guerre et la guerre elle-même, si on ne les considère que superficiellement, ne donnent aucune idée correcte de ce que pourrait être l'après-guerre. En effet, la guerre est précisément un exutoire qui permet la résolution de certains problèmes qui obscurcissaient les perspectives sociales et politiques du moment. Ces problèmes sont résolus par des moyens humainement coûteux et absurdes, qui témoignent d'une certaine difficulté de notre espèce à gérer sa propre violence, car sans la passivité des peuples et l'appétit de puissance de leurs maîtres ils auraient pu être résolus par la négociation. La guerre résout le chômage en envoyant les chômeurs au casse-pipe, elle résout la crise de surproduction en détruisant l'appareil de production, elle permet une reconversion industrielle en profondeur du fait de la nécessité de tout reconstruire à partir de zéro. Mais quel que soit le jugement qu'on puisse porter, il faut bien dire que, ces problèmes étant ainsi résolus, le monde d'après-guerre ne peut être que différent de celui d'avant-guerre.

En 1939, les perspectives pour l'Europe n'étaient pas réjouissantes. Comme aujourd'hui, les Européens avaient l'impression qu'ils allaient entrer dans la nuit. La démocratie parlementaire était en crise et condamnée à disparaître sous les coups des extrémistes de droite ou de gauche. L'avenir n'offrait d'alternative qu'entre deux totalitarismes, le « Grand Soir » communiste et le Reich nazi promis à « durer mille ans ». Les vieux découpages nationaux devaient disparaître et laisser place aux grands découpages raciaux, avec suprématie en Europe de la « race » allemande. Les Français, peuple vieilli et abâtardi n'étaient pas promis à un rôle important dans la nouvelle Europe. Qui, sous le régime des tickets de rationnement, sous le regard de la Gestapo, dans les camps de travail et les camps de concentration, aurait pu affirmer ou seulement envisager que cinq ans plus tard l'Europe reviendrait aux libertés et à la démocratie dans ses frontières traditionnelles, au moins à l'Ouest ? Qui aurait pu penser que commencerait une période de prospérité économique comme le monde n'en avait jamais connu ? Qui aurait pu imaginer que les ennemis d'hier se réconcilieraient aussi vite pour reconstruire l'Europe ensemble et que la France y serait promise à un rôle moteur ?

Nous sommes aujourd'hui dans l'état d'esprit de nos pères en 1939, obnubilés par les risques de guerre et par le déséquilibre militaire écrasant entre nous et nos adversaires de demain. Nous oublions que, si nous et les Américains sommes en crise, les Sovi-

tiques le sont également. Que si les Soviétiques prennent la décision d'une guerre c'est, comme les Allemands en 1939, pour tenter de résoudre par cet ultime moyen des problèmes économiques, politiques et culturels internes autrement insolubles. Or l'histoire des guerres modernes montre qu'elles n'offrent pas la victoire à ceux qui les ont considérées comme une solution à leurs problèmes. Les guerres révolutionnaires et napoléoniennes n'ont pas rétabli la suprématie perdue de la France en Europe : elles ont au contraire consacré l'hégémonie économique et politique de la Grande-Bretagne sur le monde du XIX^e siècle. Les deux guerres mondiales engagées par les Allemands, qui portaient à chaque fois favoris en termes militaires, ont été perdues par eux parce que leur effort militaire reposait sur des bases économiques et sociales fragiles.

Je pense que si une guerre doit éclater dans les années 80, comme cela est probable, les années 90 verront se lever un équilibre mondial nécessairement nouveau, à propos duquel toutes les hypothèses sont permises. Je n'en retiendrai qu'une pour le moment, car elle me semble découler logiquement de ce qui précède : c'est l'hypothèse d'un monde tripolaire instable dont les trois pôles seraient les USA, l'Europe et la Chine.

J'ai formulé plus haut, à la suite d'Hélène Carrère d'Encausse²², les raisons qui me font penser qu'une modification des institutions de l'URSS, voire l'éclatement de la Fédération sous ses formes actuelles, est inévitable à terme. Une guerre dans laquelle s'engageraient les Soviétiques ne pourrait que précipiter un tel destin. Dès lors, contraints de se désengager en Europe et au Moyen-Orient, voire de passer des accords de démilitarisation partielle, épuisés par l'effort de guerre, les Soviétiques tendraient à se retirer de la scène politique internationale pour consacrer toute leur attention à leurs problèmes et à leur différend avec les Chinois. Il n'est même pas exclu que ces derniers, avec l'appui logistique des Américains, réussissent à obtenir une modification du tracé des frontières en Asie à leur profit. Les Russes pourraient donc finir par abandonner le « rêve asiatique » des tsars et par redécouvrir leurs sources européennes. En tout état de cause, l'effacement international de l'URSS, sinon son éclatement, modifierait considérablement l'équilibre des forces économiques et politiques dans le monde.

Les États-Unis resteraient la première force économique et politique de la planète, résultat qu'eux-mêmes auraient visé à obtenir

22. Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire éclaté*, op. cit.

en ne s'étant engagés que de façon limitée dans le conflit mondial. Mais leurs problèmes de reconversion industrielle n'étant pas résolus, ils poursuivraient leur déclin économique, laissant à d'autres pôles de puissance la possibilité d'émerger.

L'Europe aurait à se relever des effets de la guerre sur son appareil de production. Mais l'ensemble européen comprendrait, outre les pays d'Europe occidentale, les pays d'Europe de l'Est et peut-être à terme la Russie d'Europe elle-même. On peut en effet penser que les accords multilatéraux de démilitarisation en Europe entre Soviétiques et gouvernements de libération européens contribueraient à relancer un processus économique et social amorcé dans la période prospère des années 60 et freiné par la crise des années 70, à savoir le rapprochement progressif mais inéluctable dont j'ai déjà parlé entre les niveaux de vie et les institutions sociales et politiques des pays européens de l'Est et de l'Ouest.

L'Europe représenterait alors un potentiel démographique et économique énorme. Comme après 1945, l'épuisement des solutions militaristes aux problèmes posés par la crise économique permettrait la reprise de solutions que les menaces de guerre et la guerre elle-même avaient empêché d'adopter : relance de la consommation et de la production, retour de la prospérité économique et reprise des processus d'égalisation des revenus et des pouvoirs à l'Ouest et de démocratisation à l'Est. La nécessité de repartir à zéro dans certaines branches industrielles permettrait une reconversion et une modernisation en profondeur. Avec un taux de croissance de la production et de la productivité nettement plus élevé qu'aux USA, la production intérieure brute des pays européens pourrait rapidement atteindre un niveau peu inférieur à celle de l'Amérique du Nord.

Le retard pris par les Européens et l'effacement de l'Union Soviétique en tant que telle permettraient par contre à la Chine, en collaboration avec le Japon, de s'affirmer comme nouveau géant mondial. La Chine a un potentiel démographique énorme. Le Japon et Taïwan sont des illustrations réduites de ce que ce pays peut accomplir à des dimensions continentales, grâce à une population intelligente, associant presque idéalement une grande finesse et une solide tradition martiale. En l'état actuel des choses, la Chine a encore devant elle vingt ans d'infériorité économique et politique sur les autres grandes puissances du monde. Mais un troisième conflit mondial modifierait complètement les données de ce problème : soutenue pour la circonstance militairement et économiquement par les Américains, financée pour son industrialisation par les Japonais

(comme cela commence déjà à être le cas maintenant), la Chine pourrait devenir avant l'an 2000 le centre d'un ensemble régional regroupant également le Japon et les pays d'Asie du Sud-Est, avec extension vers la Sibérie.

Beaucoup de personnes pensent qu'une troisième guerre mondiale aurait un caractère définitif, car elle opposerait l'Est et l'Ouest en un conflit généralisé. Je voudrais noter ici, comme une sorte d'introduction à une réflexion sur les suites possibles d'une telle guerre, que cette dernière serait sans doute courte et ne serait pas un holocauste pour l'humanité, ne serait-ce que parce qu'une partie au moins des grandes puissances actuelles, à savoir les États-Unis, la Chine et le Japon, ne devraient pas y prendre part directement, c'est-à-dire la souffrir sur leur propre sol. Par contre, un peu comme la guerre de 14-18 et le Traité de Versailles, la troisième guerre mondiale ne résoudrait sans doute pas tous les problèmes qui l'auraient suscitée : les USA poursuivraient leur déclin économique, leur politique devrait donc rester assez farouchement agressive contre une Europe s'affirmant à nouveau comme un concurrent économique et politique et contre le communisme chinois.

Les Européens, Russes compris, auraient besoin de temps pour réorganiser leurs systèmes de défense, d'autant plus que ce conflit aurait démontré l'absurdité et l'inanité des logistiques lourdes à composants nucléaires, aussi bien comme moyens de dissuasion que pour l'attaque et l'occupation militaire d'un pays ennemi. Les Américains aussi bien que les Chinois seraient tentés de profiter des hésitations des opinions publiques et des gouvernants européens pour replacer l'Europe dans la situation stratégique difficile où elle se trouvait avant-guerre entre Soviétiques et Américains. L'équilibre tripolaire du monde serait donc instable et je crois qu'il est nécessaire, dès à présent, à ceux qui pensent effectivement que la troisième guerre mondiale est pour demain, de réfléchir aux meilleures façons d'éviter ou de prévenir la quatrième guerre mondiale !

PRÉPARER L'AVENIR

Déclarer qu'une troisième guerre mondiale est possible et même probable dans les années 80, c'est faire peur et se faire peur à bon compte et en vain dans le cas où on se trompe. A fortiori si on parle déjà de quatrième guerre mondiale. Mais j'accepterai volontiers de m'être trompé dans mes estimations si nous pouvons exploiter les chances que nous avons malgré tout d'échapper à un si funeste avenir. Dieu veuille en fait que nous bénéficions encore tous en 1989 des libertés et de la démocratie, même « formelles », même « bourgeoises », qui nous permettront de fêter le bicentenaire de la Révolution Française qui en est le symbole.

Mais si cette guerre doit effectivement avoir lieu, ce livre se veut être un appel à préparer la résistance et, surtout, à réfléchir aux causes qui auront permis cette guerre et aux moyens à mettre en œuvre, après la guerre en question, pour éviter qu'après trois conflits mondiaux en un siècle la leçon ne porte à nouveau pas ses fruits.

Ces deux aspects (résistance et réflexion) sont complémentaires, car il n'est pas nécessaire d'organiser une résistance à l'occupant si on ne sait pas pourquoi on se bat. Or, on ne se bat pas uniquement contre le modèle de société que veut imposer l'envahisseur : on se bat aussi contre les modèles sociaux qui, chez soi, ont permis de déboucher sur cette situation de crise et de guerre. Les résistants français de 1939-45 se battaient contre les Allemands et le régime de Vichy, mais aucun ne se battait pour le retour de la III^e République, dont les faiblesses avaient contribué à l'impréparation de la France à la guerre. La libération devait dans leur esprit être suivie d'une forme de révolution culturelle et politique. Ce fait serait encore plus manifeste dans le cas d'un troisième conflit mondial : nous ne devons pas oublier que ce n'est pas seulement contre les Soviétiques eux-mêmes que nous nous battrions, mais contre une conception totalitaire de l'État qui fait du citoyen un consommateur

dépendant et muet, et cette conception, elle est bien sûr incarnée de façon transparente par l'État soviétique, mais elle est également à l'œuvre de façon plus insidieuse dans notre propre société, dans nos institutions politiques et dans nos réflexes individuels et collectifs de tous les jours.

Il y a des questions que nous devons aujourd'hui nous poser parce qu'informulées ce sont elles qui nous immobilisent et nous démoralisent face à la menace soviétique. Le type de ces questions qui reposent en nous, c'est : sommes-nous si différents des Soviétiques pour que cela justifie qu'on se batte contre eux ? Le totalitarisme ne menace pas notre confort matériel, il menace nos idées et nos croyances, notre identité, nos différences. Mais quelles idées, quelle foi avons-nous encore à défendre qui n'aient déjà été récupérées et digérées par cet autre totalitarisme qu'est le modèle capitaliste américain à l'œuvre dans nos sociétés occidentales ? Quel est le contenu réel des formes démocratiques et des libertés dans notre société en voie d'informatisation, d'étatisation et de militarisation, où le gouvernement socialiste, contre ses propres promesses électorales, poursuit les programmes nucléaire et militaire de ses prédécesseurs ? Voter à gauche en France n'a été pour le moment que troquer une classe dirigeante contre une autre. Pourquoi accepterions-nous que nos dirigeants nous envoient au casse-pipe sans nous consulter, pour défendre une société qui nous est de plus en plus étrangère ?

Résister, c'est donc aussi réfléchir. Nous n'engagerions pas une lutte de résistance dans le seul but de « casser du communiste ». La résistance n'est pas uniquement un travail de soldat, puisqu'elle commence précisément à partir du moment où le soldat a montré qu'il était incapable de défendre le pays contre l'envahisseur. Le soldat se bat sur commande. Le résistant se bat contre un ordre qu'il rejette et pour des convictions qu'il veut affirmer et imposer aux représentants de cet ordre. La résistance est donc aussi une négociation : elle doit être conduite moins dans le but de détruire l'ennemi que dans celui de le transformer, de gré ou de force, en interlocuteur pour le convaincre.

Le convaincre de quoi ? Le convaincre de ce que nous nous battons pour une société où chacun ait davantage de libertés, davantage de responsabilités, davantage de possibilités de créer, bref où chacun se prenne en charge et puisse affirmer ses propres désirs, tout en respectant l'autre et en étant respecté de lui. On voit qu'une lutte de résistance, puis la reconstruction du pays doivent impliquer

une réflexion sur les objectifs à poursuivre et les moyens d'y arriver, donc sur les causes qui dans le passé auront empêché la réalisation de ces objectifs et auront au contraire mené à ce que des hommes aient été placés sous la dépendance servile les uns des autres ou se soient entretenus.

On l'aura deviné en le lisant, le présent travail, qui porte sur les risques de conflit mondial dans les années 80, en contient un autre comme en gestation, ou du moins ouvre un débat. Ce travail ou ce débat à venir porte quant à lui sur les projets de société que nous pouvons élaborer en intégrant dans notre réflexion une telle hypothèse de guerre. L'idée de la guerre, la fascination qu'exerce cette idée tirent malheureusement leur force de ce que le balayage violent des structures existantes rend imaginativement tous les projets possibles : que peut-on alors espérer voir bouger, changer, dans ce qui est aujourd'hui immobile, bloqué ? Quels enseignements, surtout, devrions-nous tirer d'une telle guerre ?

Je ne détaillerai pas ici mon apport à un tel travail, laissant précisément le débat ouvert sur ce point. Je me contenterai de rappeler une piste que j'ai essayé d'ouvrir au cours des chapitres précédents, piste sur laquelle nous travaillons dans le cadre du Cercle Lorrain de Prospective et de l'institut Européen de Psychologie. Je pense qu'il nous faut réfléchir sur les incidences psychosociologiques des processus d'étatisation et de militarisation de la société et de concentration des moyens de production de biens, de services et d'énergie. Ces processus sont guidés par des nécessités économiques mais, au-delà, ils répondent à une question que se posent les gouvernants, politiciens et responsables économiques : comment s'assurer les moyens du pouvoir ? L'interdépendance dans des sociétés complexes comme la nôtre empêche vraisemblablement qu'il puisse jamais être répondu à cette question de façon satisfaisante pour les gouvernants. La quête d'un pouvoir toujours manqué appelle alors l'escalade dans la concentration des moyens de la puissance. Et cette concentration implique parallèlement des formes d'immobilisme ou de pourrissement du corps social, avec tous les risques de ruptures que cela comporte.

Fasse donc qu'une réflexion sur ces questions permette de débloquer un certain nombre de situations qui, demain comme aujourd'hui, resteront toujours facteurs de guerres.